N°1849 AVRIL 2023 4 €

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

ÉLECTRONS PIÈGES À CONS

PAGINATION EXCEPTIONNELLE
64 PAGES

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1849 – AVRIL 2023

1 **Couverture** Dessin C. Moa
3 **Édito** Pas d'atomes crochus avec le nucléaire.
3 **Faits d'hiver** Le culte de la charogne !
3 **Strip** Monsieur L'homme

HISTOIRE

4 La collaboration des industriels avec le régime nazi
Troisième partie : Les constructeurs automobiles qui roulent pour Hitler aux États-Unis et en France
6 Cuba : « dans la révolution, tout ; contre la révolution, rien »

PASSE-PORTS

8 **Ukraine / Russie** Les enfants pendant la guerre
10 **Italie** Contre le gouvernement fasciste, contre le 41bis, contre la criminalisation des luttes
11 **Italie** Lettre de Cospito
12 **Espagne** De l'exploitation en milieu bio

RÉFLEXIONS

13 Les anarchistes et la défense nationale
14 Servitude, mode d'emploi (deuxième partie)
16 La distinction légitimée (deuxième partie)
18 Lire la Bible. Autrement…
19 Égalité et inclusion

ÉLECTRONS PIÈGES À CONS

20 Nucléaire et électrification générale : l'impasse
24 Raisons essentielles pour appeler à l'arrêt du nucléaire.
26 Le nucléaire n'est pas une question technique… mais un enjeu sanitaire et de santé publique.
28 Silence dans les rangs ! Le frère intime du nucléaire civil : le nucléaire militaire.
30 De Tchernobyl à Zaporizhzhia
Les centrales nucléaires ukrainiennes et la guerre
34 Regard noir d'un ancien technicien EDF sur le nucléaire et son monde…
36 Des électrovores… Les jumelles insoupçonnées
37 Irradiation
38 Le Comité Stop Nogent
40 Tricastin : au cœur du plus grand complexe nucléaro-chimique d'Europe
44 Les écolos doivent-ils briller (dans le noir) ?
45 Incident majeur
46 Non au nucléaire et à son monde !
48 La résilience à Fukushima et ailleurs : un procédé incantatoire
51 Nous donnons la parole aux résistants et « malfaiteurs » de Bure qui s'opposent à l'État nucléocrate depuis 30 ans
54 Le nucléaire ou « la banalisation radicale du mal »

CULTURES

58 Désordres. Quand l'anarchisme rencontre la ponctualité suisse
60 Annie Colère, de Blandine Lenoir (2022)

FICHES DE LECTURE

61 De la suite dans les idées
61 Éduquer pour émanciper : synthèse et vulgarisation
62 Qui aujourd'hui a entendu parler de Ramon Acin ?
62 De l'argent

63 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération
64 Librairies Publico Dernières parutions avril 2023

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	**standard**	**soutien**	**tarif réduit**
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	**standard**	**soutien**	**tarif réduit**
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Pas d'atomes crochus avec le nucléaire.

Encore un *Monde libertaire* à pagination exceptionnelle, dossier oblige. Le printemps est là, malheureusement le chant des oiseaux est couvert par les déclarations forcément nécessaires des décideurs pour le futur. Un air revient de plus en plus régulièrement sur la nécessité du recours à plus d'énergie nucléaire. Paraît que c'est ça ou la planète en ébullition.

De plus en plus d'écologistes « sérieux car réalistes » se mettent au diapason des nucléocrates pour entonner le mantra « Le nucléaire vert est ton ami ». Faut dire que plutôt que de mettre fin au règne de la voiture bien plus simple de faire croire aux bienfaits de la voiture électrique. Et hop, les besoins en électricité augmentent, vite une centrale nucléaire je suis garé en double file. Pour ne parler que des voitures...

Fut un temps où le mouvement antinucléaire avait le vent en poupe. C'était tonique, imaginatif, souriant et combatif pour un avenir radieux car non irradié. Actuellement de plus en plus de jeunes militent et luttent pour que leur avenir soit simplement viable. Combien, parmi eux, favorables au nucléaire vert ?

Oublier une foultitude de questions concernant la sécurité actuelle liée à la vétusté des centrales, les risques sanitaires encourus, la gestion des déchets et donc l'insécurité future, le néocolonialisme lié à l'approvisionnement en matières fissibles etc.

Oublier que nucléaire, ça rime avec militaire...

Alors, ce dossier conséquent en lien avec la campagne antinucléaire fédérale décidée lors du dernier congrès.

Bonne lecture

Bernard

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080277

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

Pour les abonnés uniquement, est joint à ce numéro un exemplaire du VLAN n° 6

FAITS D'HIVER

LE CULTE DE LA CHAROGNE !

À l'heure de l'effondrement des conditions mêmes de la vie sur cette planète, de la guerre en Ukraine et partout dans le monde, le petit monde de l'insignifiance signifiée n'en finit plus de s'écharper sur une question fondamentale pour le présent et l'avenir du monde : faut-il ou non mettre les restes de Gisèle Halimi, qui sauva « l'honneur » de la France, comme avocate, pendant la guerre d'Algérie, et qui fut au premier rang du combat pour le droit à l'avortement, £au Panthéon ?

Le président des riches, à l'agonie dans l'opinion publique, en aurait l'intention. Comme Marie-Antoinette, quand le peuple demandait du pain, il condescend à lui offrir... de la brioche.

La famille et la plupart des ami(e)sde Gisèle Halimi boycottent. Total respect. Pour ce qui nous concerne, tout en dénonçant la tentative de récupération du petit marquis et en soutenant la famille et les ami(e)s de Gisèle, on voudra bien, cependant, nous pardonner une certaine réserve.

Pour nous, en effet, Gisèle Halimi, notre camarade de combat, restera à toujours dans notre cœur. Et peu nous importe que ses restes, via machin ou bidule, atterrissent au Panthéon, ce temple du culte de la charogne.

Le seul hommage que mérite Gisèle Halimi c'est qu'on poursuive son combat. Et là, on peut compter sur nous !

Jean-Marc Raynaud

La collaboration des industriels avec le régime nazi

Troisième partie : Les constructeurs automobiles qui roulent pour Hitler aux États-Unis et en France

Elles sont nombreuses, ces grandes entreprises, à vouloir poser un voile sur leur passé trouble et pas très glorieux, et grâce auquel elles ont pu prospérer. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), la plupart d'entre elles ont poursuivi leurs activités, et certaines sont même devenues aujourd'hui des multinationales. Intéressons-nous à ces grands groupes industriels et à leurs dirigeants ayant sévi aux côtés des nazis, avant et pendant le conflit, que ce soit par idéologie ou par intérêt économique. Le troisième et dernier volet de cette série d'articles est consacré aux constructeurs automobiles qui roulèrent pour Hitler aux États-Unis et en France.

Bien que l'industrie automobile allemande fût plus que largement dévouée au Troisième Reich comme nous l'avons vu dans le premier volet, c'est au-delà de ses frontières qu'il trouva de quoi alimenter encore davantage son arsenal guerrier, et aux États-Unis particulièrement, berceau du capitalisme.

General Motors, un constructeur américain opportuniste et sans scrupules

Le premier constructeur automobile des États-Unis, *General Motors* (*GM*), possède, comme on l'a vu précédemment dans cette série d'articles, la firme *Opel* et ses vastes usines implantées sur le sol allemand.

Sous le régime hitlérien, la production se tourne vers le secteur militaire. Ainsi, *GM* va, par l'intermédiaire de sa filiale allemande *Opel*, fabriquer le principal véhicule de transport de la Wehrmacht, le camion Opel Blitz. Entre 1937 et 1944, c'est environ 80 000 exemplaires qui sont construits dans différentes versions : transport de troupes et de ravitaillement, PC mobile, ambulance, camion-citerne et atelier, quatre roues motrices, etc. L'Opel Blitz sert aussi de base pour la construction de camions semi-chenillés, pouvant être blindés et équipés de canons et de lance-fusées.

Mais *GM* ne se contente pas de fournir seulement des camions à la machine de guerre nazie. Elle assemble aussi des avions, tels que le bombardier Junkers Ju 88 qui est l'appareil le plus polyvalent de la Luftwaffe. Et conjointement avec l'américain *Standard Oil of New Jersey*, futur Exxon, et l'allemand IG Farben, le consortium chimique allemand, elle livre au Troisième Reich des composants synthétiques pour carburants d'avion.

Les coûts salariaux sont réduits en Allemagne par l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché, incorporant prisonnier·ères de guerres et déporté·es, astreint·es à se tuer à la tâche dans des conditions inhumaines. *Opel*, la filiale allemande de *GM*, engrange ainsi des bénéfices records. À la fin 1939, sa valeur a plus que doublé par rapport à l'investissement initial.

Parallèlement, à partir de février 1942, juste après Pearl Harbor qui provoque l'entrée en guerre des États-Unis, *GM* participe à l'effort de guerre américain et devient l'un des plus importants fabricants de fournitures de guerre de l'armée des États-Unis. Reconvertissant ses usines implantées sur son sol national, l'entreprise produit divers types de véhicules militaires, des moteurs d'avions, des chars, des munitions, etc.

De ce fait, les commandes du ministère de la Guerre des États-Unis enrichissent encore davantage le constructeur américain opportuniste et sans scrupules, qui reste, en Allemagne avec sa filiale *Opel*, au service des nazis. *Opel* étant même jugée « exemplaire » par Berlin.

Après 1945, ni les dirigeants de *GM* et ni ceux d'*Opel* n'auront de comptes à rendre devant la justice, et les deux sociétés poursuivront leurs fructueuses activités dans l'automobile.

En 2017, *GM Europe* sera racheté par le groupe *PSA* (Peugeot Société Anonyme).

Henry Ford, un entrepreneur américain habile, antisémite et pronazi

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'autre constructeur américain, qui est avec *General Motors* l'un des deux principaux fournisseurs de la Wehrmacht en véhicules de transport de troupes, est la société *Ford Motor Company.*

L'usine *Ford-Werke*, située à Cologne en Allemagne, et le site de *Ford* situé à Poissy, en région parisienne, et donc en France occupée, produisent pour le Troisième Reich un grand nombre de véhicules militaires.

La firme américaine engrange aussi, comme son compatriote *GM*, les profits tirés du travail forcé des prisonniers de guerre et des déporté·es employé·es dans son usine de Cologne, et subsistant dans des conditions effroyables.

Simultanément, le géant américain de l'automobile participe également, comme *GM*, à l'effort de guerre allié en construisant

1. RENCONTRE LOUIS RENAULT ET ADOLF HITLER EN FÉVRIER 1935

2. À L'OCCASION DE SON 75e ANNIVERSAIRE, HENRY FORD RECEVANT LA GRANDE CROIX DE L'AIGLE ALLEMAND, LA PLUS HAUTE DISTINCTION NAZIE DÉCERNÉE À UN ÉTRANGER, DES MAINS DE KARL KAPP, CONSUL ALLEMAND À CLEVELAND.

3. ALFRED PRITCHARD SLOAN (1937), PRÉSIDENT DE GENERAL MOTORS DE 1923 À 1956

des jeeps, des chars, des bombardiers… pour l'armée des États-Unis. *Ford* possède même des usines en URSS, qui elles, produisent camions et autres véhicules militaires pour l'armée rouge.

Mais, afin de mieux comprendre le cas *Ford*, revenons un peu en arrière dans le temps.

C'est en 1903 qu'Henry Ford crée la *Ford Motor Company*, qu'il va diriger de 1906 à 1945. Ingénieur, inventeur et homme politique, il est foncièrement anticommuniste et antisémite, et exprime son idéologie à travers de nombreux articles qu'il publie à partir des années 1920. Il inspire ainsi les écrits du futur chancelier du *Reich*, Adolf Hitler, lequel l'admire également pour ses thèses sur l'organisation du travail, directement inspirées du taylorisme et qui deviendront le fordisme.

Dès les années 1930, Henry Ford soutient financièrement le parti nazi. En 1938, il reçoit la Grande-Croix de l'ordre de l'Aigle allemand, plus haute décoration nazie pour les étrangers.

Malgré les évidences, Henry Ford n'avouera jamais clairement ses sympathies pour le nazisme. Après la guerre, il niera avoir exploité des travailleur·ses des camps de concentration en Allemagne et prétendra n'avoir eu aucun contrôle sur sa filiale allemande à l'époque. Il ne sera jamais inquiété par la justice et mourra, en 1947, à l'âge de 83 ans, à la tête d'une fortune personnelle colossale.

Ses héritiers prendront sa suite, et la marque *Ford* reste aujourd'hui un géant mondial de la construction automobile.

Louis Renault, un constructeur français controversé

Le cas de Louis Renault est assez représentatif de celui de nombre d'entrepreneurs des pays occupés par les Allemands. Il semble jouer sur les deux tableaux, roulant indifféremment pour celui qui fera tourner ses usines.

Le constructeur automobile français avait déjà merveilleusement su se positionner afin de considérablement augmenter ses bénéfices lors de la première grande boucherie[1].

Ne cachant pas sa proximité avec l'extrême-droite, Louis Renault figure dès 1939 parmi les premiers fournisseurs de matériel de guerre de l'armée française. Lorsque l'année suivante arrive l'Occupation, les usines *Renault* de Boulogne-Billancourt, proches de Paris, paraissent réquisitionnées par la Wehrmacht, puis sous le joug du régime de Vichy. En 1942, elles sont bombardées par les Alliés. Louis Renault décide alors de reconstruire et, de fait, de maintenir de la production sur le site pour les Allemands.

Après la Libération de Paris, il est accusé de collaboration économique avec l'ennemi. Malade, il est incarcéré en septembre 1944, et meurt en détention le mois suivant, à l'âge de 67 ans, sans que son procès puisse avoir lieu. Trois mois plus tard, en janvier 1945, son entreprise est nationalisée sous le nom de *Régie nationale des usines Renault*. Elle sera de nouveau privatisée en 1996.

Encore aujourd'hui, les historiens restent divisés s'agissant du cas de Louis Renault. Son degré d'implication dans la collaboration avec l'occupant nazi et le régime de Vichy donne lieu à des débats contradictoires et à des thèses très différentes.

Au-delà de l'industrie, ce sont tous les secteurs d'activité qui ont participé de près ou de loin, en Allemagne et ailleurs, à la bonne marche du régime nazi. À l'évocation déjà non exhaustive de ces grands industriels, l'on pourrait par conséquent ajouter leurs nombreux confrères des banques, de l'électronique, de la confection, du luxe, de l'alimentation, du bâtiment et j'en passe.

Certaines de ces entreprises ou familles, parmi lesquelles des multinationales ou des dynasties richissimes, ont exprimé depuis de profonds regrets et tentent de racheter leur conscience en excuses, réparations ou indemnisations.

N'oublions pas cependant, que nombre d'entre elles seraient prêtes à recommencer, et que d'ailleurs, de multiples sociétés et grands groupes continuent de nos jours à prospérer sur les guerres et les génocides.

Frédéric Pussé

1. Voir l'article *L'enrichissement scandaleux des industriels grâce à la première guerre mondiale*, paru dans le *Monde libertaire* de janvier 2023

Cuba : « dans la révolution, tout ; contre la révolution, rien »

En janvier 1959, le régime du dictateur Batista était renversé par le mouvement du 26 juillet, mené par Fidel Castro et Ernesto Guevara. Les leaders de la révolution cubaine défilaient dans la capitale le 8 janvier 1959. Pour s'imposer, le régime castriste a fusillé dans les premiers mois de la révolution plus de 3 000 personnes, en étendant la peine capitale aux civils.

Dès leur arrivée au pouvoir, les premiers camps d'internement firent leur apparition. La répression dans les camps n'était en rien une « dérive » de la révolution, mais elle faisait partie intégrante du projet castriste. L'idéologie révolutionnaire cubaine, qui se base sur une transformation volontariste de la société, rassemble plusieurs courants issus d'horizons historiques variés : l'hygiénisme, la pensée positiviste et un projet de rééducation des masses. De ce mélange de pensées, émerge une volonté qui domine toutes les autres : celle de « réguler la société ».

Dès l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, des campagnes de persécutions furent lancées pour « assainir » les mœurs. Au début des années 1960, les prostituées et les homosexuels furent massivement arrêtés, notamment lors de la « nuit des 3 P » (pour « proxénètes », « prostituées » et « pédérastes ») en 1962. L'université de La Havane organisa également des purges homophobes parmi son personnel enseignant.

À partir de 1959 et au début des années 1960, des structures émergèrent de façon très désordonnée, par exemple des fermes agricoles fermées. Les premiers camps de travaux forcés furent ouverts dans la péninsule de Guanaha (située à l'extrême ouest de Cuba). Ces camps de réhabilitation, appelés les *Guanahacahibes* furent destinés à faire des asociaux et des opposants à la révolution « des hommes neufs ». Ces structures furent également destinées aux ouvriers responsables de « crimes contre la morale révolutionnaire », afin de se racheter une conduite.

« Le travail fera de vous des hommes. »

La création de ces camps de travail fut concomitante avec celle de milices, de comités de quartier, d'une police politique, etc. S'il n'est pas certain aujourd'hui que le Che a théorisé le fonctionnement de ces structures d'internement, il est incontestable qu'il participa largement, par son autorité charismatique et son statut au sein de la révolution cubaine, à la diffusion de l'idée de régénération par le combat et le travail. Il s'agissait, selon lui, d'une entreprise de « *recyclage des déchets de la société* ».

En 1963, Fidel Castro prononça un discours au cours duquel il utilisa pour la première fois l'expression « *Unidades militares de apoyo a la producción* », les « Unités militaires d'aide à la production » (UMAP). C'est en 1964 que s'ouvrirent les premiers UMAP, appellation officielle qui déguise l'installation de véritables camps d'internement et de travail forcé. Le pouvoir y enfermait tous ceux qu'il qualifiait de « déviants ou asociaux », c'est-à-dire des dissidents, des antimilitaristes, des religieux, des artistes, des homosexuels. Au cours de nuits de rafle, de sinistre mémoire, les hommes arrêtés furent envoyés en train ou en bus jusqu'à Camagüey. À l'entrée de certains camps, on pouvait lire : *El trabajo os hará hombres* (Le travail fera de vous des hommes). Le journal *Revolución* reprit ce slogan dans un court article sur les camps de l'UMAP. Une colossale entreprise de propagande fut organisée autour des UMAP, présentées comme une organisation parfaite de la société.

Purifier la société se traduit également par une entreprise de « re-virilisation » de celle-ci. Par exemple, dans les rues de Cuba et a fortiori dans ces camps, la police coupa les cheveux longs des garçons qui osaient se montrer en public. Pour le régime, ce qui menaçait d'affaiblir la révolution, c'étaient autant les bourgeois que les hommes « faibles », féminins : les homosexuels, les antimilitaristes (trop fragiles pour tuer au nom de la révolution) et les hippies. Il fallait, afin de servir la révolution, rééduquer ces hommes qui pouvaient ressortir de ces camps au bout d'un an en cas de « bonne conduite ».

Ces structures constituèrent de véritables « camps de concentration », entourés de barbelés, où les hommes pouvaient travailler jusqu'à 12 heures par jour, dormaient entassés dans des hangars, et où les homosexuels, les criminels, les handicapés mentaux, les dissidents politiques et les religieux étaient mêlés. Si les conditions de vie variaient fortement selon les camps, les cas de torture, d'exécution, de suicides et de malnutrition furent incontestables. Le viol était également une pratique courante.

Les dernières estimations font état de 25 000 à 30 000 prisonniers dans les UMAP et de centaines de morts. À partir de la fin de l'année 1967 et du début de l'année 1968, les UMAP fermèrent progressivement.

Les témoignages de Virgilio Piñera et Pablo Milanés

La scène a eu pour cadre la Bibliothèque nationale, à La Havane, le 16 juin 1961. Sur une estrade, prirent place Fidel Castro et d'autres dirigeants de la révolution, dont le « caractère socialiste » fut proclamé depuis à peine deux mois. Le parterre était constitué par 73 intellectuels triés sur le volet.

Un homme frêle prit la parole. « *Une peur que nous pourrions qualifier de virtuelle parcourt tous les cercles littéraires et artistiques de La Havane* », lança l'écrivain Virgilio Piñera, qualifié par certains de « Kafka cubain ». « *Il faut dissiper la peur* », répondit Fidel Castro, le pistolet posé sur la table. Deux semaines plus tard, il clôt les débats avec le discours « *Paroles aux intellectuels* », devenu la principale référence en matière de politique culturelle. La phrase « *Dans la révo-*

1. GROUPE DANS UN UMAP

2. PABLO MILANES

3. ALAN GINSBERG

lution, tout ; contre la révolution, rien, » en résume l'orientation.

Pablo Milanés, l'un des plus grands chanteurs populaires de Cuba, né à Bayamo en 1943, fervent défenseur de la Révolution, est arrêté un jour de 1966 et interné dans un camp de l'UMAP. Il tentera toujours d'oublier cet épisode tragique de sa vie et c'est en 2015 seulement qu'il osera en parler à des journaux étrangers : « *Entre 1965 et fin 1967, nous avons été plus de 40 000 personnes dans des camps de concentration isolés, dans la province de Camagüey, soumis aux travaux forcés de 5 heures du matin jusqu'à la tombée de la nuit, sans aucune justification ni explication. J'avais 23 ans, je me suis enfui du campement – 280 compagnons emprisonnés sur le même territoire m'ont suivi – et je suis allé à La Havane pour dénoncer l'injustice qu'ils étaient en train de commettre. On m'a alors incarcéré pendant deux mois dans la forteresse de La Cabaña. Ensuite, j'ai été dans un camp pénitentiaire encore pire que les UMAP, où je suis resté jusqu'à leur dissolution, à la suite du scandale suscité dans l'opinion internationale. J'attends toujours que le gouvernement cubain présente ses excuses à tous les Cubains qui y ont été enfermés.* » (*El País*, 14 février 2015).

Allen Ginsberg à La Havane

En 1964, l'écrivain américain de la *Beat Generation,* Allen Ginsberg, ardent défenseur de Fidel Castro et jeune hippie dans l'âme, est invité à Cuba. Il racontera par la suite son séjour dans ses *Mémoires* : « *J'avais de la sympathie pour la révolution cubaine. Je figurais au jury d'un prix littéraire. À Cuba, j'ai continué à parler comme je parlerais ici ou ailleurs. J'ai même suggéré qu'on invite les Beatles à Cuba ! Des décadents, m'a-t-on répondu. D'ailleurs, à ma grande surprise, il était très mal vu de porter la barbe et les cheveux longs sur la Rampa alors que cela avait été le style distinctif de Castro et des libérateurs… Les gens étaient interpellés par la police et arrêtés : on les accusait d'être des existentialistes et des dégénérés. Un soir, le gouvernement nous a invités à aller écouter du feeling dans une boîte où de jeunes poètes cubains ont été arrêtés par la police et sommés de ne plus fréquenter d'étrangers*. »

Pour Ginsberg, c'est un choc : on est loin à Cuba de la vie hippie de New York et de l'image idyllique qu'on s'y fait de la révolution cubaine. À La Havane, l'écrivain Lezama Lima met pourtant en garde Ginsberg qui se sent de plus en plus surveillé. Naïvement, il prend la défense des homosexuels et assiste à des cérémonies afro-cubaines de la *santeria* interdites par le Parti communiste et un jour :

« *J'étais dans ma chambre d'hôtel un matin vers la fin de mon séjour*, raconte-ra-t-il, *lorsque sont entrés trois soldats, muets, en uniforme vert olive. L'officier s'occupait des services d'immigration. Il m'ordonne de faire mes bagages et ne me permet pas de téléphoner. On me conduit à l'aéroport et on me met dans un vol pour Prague.* "***Pourquoi m'expulsez-vous ? – Pour avoir enfreint les lois de Cuba. – Quelles lois ?***" *Ai-je répondu. On me dit simplement,* "***C'est à vous de vous poser la question***." »

Daniel Pinós

UKRAINE / RUSSIE

Les enfants pendant la guerre

La guerre est une horreur absolue et elle génère des règles internationales absurdes, d'autant qu'elle touche systématiquement les civils : il ne faudrait pas attaquer les infrastructures essentielles pour les enfants, hôpitaux, écoles et bâtiments abritant des civils. Mais qui s'en préoccupe ? L'aide humanitaire n'est même pas épargnée quand elle livre des fournitures médicales, de l'eau potable, des articles d'hygiène : l'accès humanitaire est entravé. En ce qui concerne l'Ukraine, s'ajoutent les déportations : dès octobre 2022, au moins un million d'Ukrainiens auraient été déportés vers la Russie et les territoires occupés d'Ukraine, parmi eux, des milliers d'enfants. Guerre d'extermination menée par la Russie contre l'Ukraine, massacres délibérés de civils, tortures, viols : la déportation des enfants ukrainiens et leur adoption par les Russes est un crime de génocide selon la Convention de 1948.

La moitié des enfants écartée des combats

Dans le premier mois de guerre, l'Unicef indiquait que plus de la moitié des enfants en Ukraine avaient quitté leur foyer pour fuir l'insécurité et les combats déclenchés le 24 février 2022, par l'invasion de l'armée russe. Ainsi, le déplacement des 4, 3 millions d'enfants concernait un passage de frontière pour 1, 8 million d'entre eux vers des pays voisins et 2, 5 millions étaient déplacés à l'intérieur de l'Ukraine. Ce déplacement à grande échelle, l'un des plus rapides depuis la Seconde Guerre mondiale, pourrait avoir des conséquences durables pour les générations à venir. En effet, la violence ininterrompue de la guerre, les bombardements, les infrastructures et services de bases inaccessibles ou dévastés, telle l'eau potable, les denrées

alimentaires, l'électricité, l'école, bouleversent profondément la sécurité et le bien-être de tous les enfants, comme des adultes.

L'Unicef appelait, alors, à un soutien alimentaire, dans un premier temps pour les enfants âgés jusqu'à 6 ans qui étaient restés. Les épidémies étaient craintes du fait d'une réduction des vaccinations infantiles (rougeole, poliomyélite), d'autant plus que les lieux de refuge se caractérisent par une forte promiscuité et sont très peu aérés. Et puis, peu à peu, le nombre d'enfants tués était compté parmi l'ensemble des victimes.

Des milliers d'enfants déportés vers la Russie

Dès mars 2022, l'ONU attirait l'attention sur le risque d'adoption forcée d'enfants ukrainiens, en particulier les quelque 91 000 vivant dans des pensionnats au début du conflit, pour la plupart dans les régions de l'est du pays en guerre depuis 2014. Des milliers d'enfants avaient été retrouvés dans les sous-sols de villes dévastées par la guerre, comme Marioupol, et dans des orphelinats des territoires séparatistes du Donbass. Beaucoup d'entre eux seraient aujourd'hui élevés dans des familles en Russie. Moscou confirmait alors officiellement que plus de 300 000 enfants auraient été « évacués » hors des zones de conflit, et présentait ces déplacements comme une opération humanitaire. Un programme d'aide financière sans précédent a été créé pour les familles adoptantes. Pour l'ONU, il s'agit de déportations massives d'enfants ukrainiens vers la Russie, proposés ensuite à l'adoption à des familles russes : un moyen de détruire l'avenir de la nation ukrainienne. En organisant l'adoption des enfants ukrainiens pour les élever comme des Russes, Moscou vise la russification de ces enfants, tout en trouvant une solution, parmi d'autres, pour enrayer la baisse de la natalité : la Russie vit une grave crise démographique depuis plusieurs décennies, le taux de natalité a brutalement chuté de 6, 2 % au cours de l'année 2022. En outre, un certain nombre, les adolescents, serait enrôlé dans des forces armées afin de les former à la guerre, afin d'aider à renouveler le contingent russe.

En juin 2022, s'exprimant devant le Conseil des droits de l'Homme, lors de la 50e session à Genève, Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme, annonçait que ses services « *se penchaient sur les accusations de déportations forcées d'enfants de l'Ukraine vers la Fédération de Russie* ». La Russie n'a pas ratifié la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, seul cadre légal transnational permettant les procédures d'adoption internationale.

Un crime contre l'humanité

En février 2023, soit un an après la déclaration de guerre, le gouvernement ukrainien et plusieurs ONG accusent les forces russes d'avoir enlevé et emmené dans les territoires contrôlés par Moscou des milliers d'enfants, dont des orphelins. Quelque 16 000 enfants auraient déjà été déportés. Une enquête de l'université américaine *Yale* confirme l'existence d'un système planifié par l'État russe, séparant des mineurs de leurs parents. Cette déportation a débuté quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine par Moscou. Des milliers d'enfants ukrainiens ont ainsi été enlevés par la Russie avant d'être placés en camps de rééducation. Selon l'Observatoire des conflits, dans un rapport publié le 14 février 2023, un réseau d'au moins quarante-trois camps fermés a été mis en place : plus de 6 000 mineurs ukrainiens y vivent depuis des semaines, voire des mois, coupés de leurs parents et subissent des programmes d'endoctrinement prorusses. Ces enfants sont disséminés à travers tout le territoire de la Fédération de Russie, jusqu'en Extrême-Orient. Le Programme systématique de la Russie pour la rééducation et l'adoption des enfants ukrainiens établit *« l'échelle, la chaîne de commandement, la complexité logistique et soigneusement orchestrée* », selon Nathaniel Raymond, directeur exécutif du *Humanitarian Research Lab* de *Yale*.

« Vladimir Poutine a en effet signé des décrets, simplifiant l'obtention de la nationalité russe pour les Ukrainiens, y compris pour les enfants, facilitant ainsi leur adoption. »

Des ONG, comme *Save Ukraine,* sont mobilisées pour rapatrier les enfants des zones occupées et de Russie. Le pouvoir russe, lui, réfute toute accusation de déportation et nie avoir connaissance d'enfants séparés de leurs parents. Or, la déportation est considérée par le droit international comme crime de guerre et crime contre l'humanité. C'est pourquoi le gouvernement ukrainien demande la création d'un tribunal spécial, pour juger ces déportations d'enfants, pendant que la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, approuve une telle juridiction. Une autre ONG, *Trial*, qui œuvre à traquer les crimes de guerre depuis plus de 20 ans, parle même de génocide : tous ces crimes de guerre devront être jugés. La convention de l'ONU contre le génocide ne prévoit-elle pas que le transfert forcé d'enfants peut constituer un acte de génocide s'il y a intention de vouloir détruire le groupe national d'origine des enfants ?

Rappelons que le gouvernement russe a modifié la législation : le 25 mai et le 11 juillet 2022, Vladimir Poutine a en effet signé des décrets, simplifiant l'obtention de la nationalité russe pour les Ukrainiens, y compris pour les enfants, facilitant ainsi leur adoption. Mais comment s'assurer qu'il s'agit d'enfants orphelins quand Moscou refuse de donner quelque renseignement que ce soit ? De toute façon que ce soit des orphelins ou pas, au niveau international, l'adoption ne devrait jamais avoir lieu pendant ou immédiatement après une situation d'urgence humanitaire et tout déplacement doit être volontaire. La convention de Genève établit des directives juridiques spécifiques au traitement des enfants séparés de leurs proches lors d'un conflit. Les membres de la famille doivent pouvoir communiquer entre eux, les enfants séparés doivent être identifiés, et leur évacuation temporaire doit se faire vers un État neutre, avec le consentement de leurs parents. Par ailleurs, Moscou a toujours refusé d'ouvrir des couloirs humanitaires vers l'ouest de l'Ukraine quand elle en ouvrait vers la Russie. Or, si orphelins ukrainiens il y avait, il aurait été possible de les orienter vers un refuge dans une région d'Ukraine, pour peu qu'un couloir humanitaire soit ouvert.

Les objectifs du Kremlin du pouvoir russe sont explicites depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes : ce n'est pas une guerre. Le peuple ukrainien et le peuple russe sont frères. Il s'agit de nier et de supprimer l'identité, l'histoire et la culture de l'Ukraine, en commençant par l'éducation forcée des enfants. Maudite soit la guerre !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

NDLR : La rédaction de cet article est largement antérieure à l'inculpation de Poutine par le TPI pour les faits dénoncés ci-dessus.

ITALIE

Contre le gouvernement fasciste, contre le 41bis, contre la criminalisation des luttes

Communiqué de la FAI italienne, le 11 mars 2023 au Congrès national réuni à Livorno.

Les fascistes au gouvernement s'attaquent violemment à toute forme d'opposition sociale et à tous les domaines de l'existence, en s'en prenant brutalement à l'école et à la culture, à la liberté des individus non-conformes et des femmes, en étendant la guerre aux migrant.e.s et aux ONG, en condamnant à la pauvreté les secteurs les plus démunis de la société, en accroissant l'engagement militaire de l'Italie sur les différents fronts et en imposant une militarisation de plus en plus poussée des territoires.

> Lois répressives contre les ONG ; Décret « Cutro » sur les centres de rétention, les frontières et l'accueil humanitaire ;

> mesures contre le mouvement des fêtes libres et des squats ;

> attaque contre les retraites et les modalités déjà faibles d'aide sociale :

telles sont les principales mesures adoptées par ce gouvernement dans un quotidien fait de morts au travail, d'exploitation et d'oppression. Il faut y ajouter le retour de la pénalisation du délit « d'actes obscènes dans un lieu public », la reconnaissance du statut juridique de l'embryon et le délit de « terrorisme de rue » se profilent déjà à l'horizon.

Dans ce contexte, les fascistes au pouvoir ne peuvent permettre à personne de remettre en cause le système carcéral, « décharge sociale » et instrument de répression.

La prison est une institution totale, produit d'une société fondée sur la domination et l'exploitation, l'un des nombreux visages de la violence d'État.

Alfredo Cospito a été de fait condamné à mort car, par sa grève de la faim, il a rendu visible la torture du 41bis, l'un des instruments institutionnels les plus brutaux de la violence carcérale.

La Fédération anarchiste italienne dénonce la grave persécution infligée à Alfredo Cospito et l'acharnement de la Cour de cassation qui a confirmé l'application du régime carcéral du 41bis à son encontre. Nous sommes solidaires des personnes qui ont été réprimées ces derniers mois pour avoir manifesté contre le 41bis et la réclusion à perpétuité incompressible. Même de simples initiatives de rue sont désormais traitées comme des actes terroristes. Nous sommes face à une criminalisation explicite du mouvement anarchiste : c'est très grave. Une partie des médias officiels, le gouvernement, les appareils d'État, essaient de présenter les anarchistes comme étant la principale menace pour la société. Ne trouvant aucun fondement à leurs accusations, ils reproduisent le vieux stéréotype des anarchistes à mi-chemin entre utopistes naïfs et fous sanguinaires. Cela ne nous étonne pas : l'État a peur des anarchistes, surtout quand ils et elles sont ancrés dans la société et sur les territoires, engagés au sein des coordinations, syndicats, comités, assemblées populaires et situations de lutte sociale.

Le fascisme, ennemi de toute liberté, a toujours cherché à détruire le mouvement anarchiste.

Le mouvement anarchiste a toujours maintenu un engagement antimilitariste et internationaliste clair, pour la paix entre les opprimé.e.s, contre les guerres des États. Un engagement qu'il confirme encore aujourd'hui, alors que le gouffre de la guerre s'ouvre en Europe, en prenant une part active aux grèves, manifestations, rassemblements et aux nombreuses initiatives contre la guerre.

Ce n'est pas un hasard si ce gouvernement, qui a décidé de mener jusqu'au bout l'étau autoritaire et la politique belliciste des gouvernements précédents, vise précisément le mouvement anarchiste.

Nous sommes à un tournant autoritaire qui se déploie sur plusieurs fronts et interroge les mouvements d'opposition sociale sur l'énorme difficulté du moment et la nécessité de rassembler les forces pour y faire face.

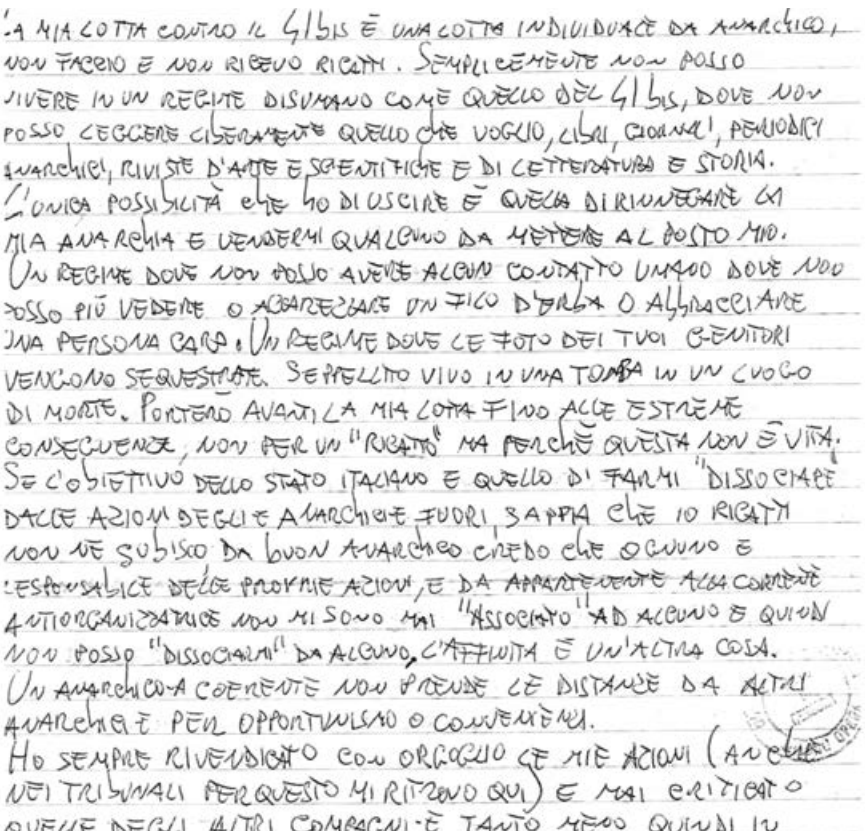
La Fédération anarchiste italienne appelle les organisations sociales, syndicales et politiques, les groupes, les collectifs, les associations et les individus qui s'identifient aux idéaux de liberté et de justice sociale, à construire un large mouvement de soutien à la lutte d'Alfredo Cospito contre le 41bis, à rejeter toute tentative de criminalisation et de répression du mouvement anarchiste, des mouvements de lutte et de contestation en général. Ce mouvement, nous en formons le vœu, saura combiner la lutte contre la prison avec celles contre la guerre, les frontières, le militarisme, l'exploitation des corps et des territoires.

Fédération anarchiste italienne (FAI)

Traduction Monica Jornet Groupe Gaston Couté FA

ITALIE
Lettre de Cospito

Ma lutte contre le 41bis est une lutte individuelle, en tant qu'anarchiste, je ne fais pas de chantage et je n'en accepte pas. Je ne peux simplement pas vivre sous un régime inhumain comme celui du 41bis, où je ne peux lire librement ce que je veux, livres, journaux, publications anarchistes, revues d'art et de sciences et de littérature et d'histoire.



La seule possibilité que j'ai de sortir d'ici est de renier mon anarchisme et de me vendre pour que l'on mette quelqu'un ma place. Un régime où je ne peux avoir aucun contact humain où je ne peux plus voir ou caresser un brin d'herbe ou embrasser un être cher. Un régime où l'on te confisque les photos de tes parents. Enterré vivant dans une tombe dans un lieu de mort. Je poursuivrai ma lutte jusqu'à la dernière extrémité, non par « chantage » mais parce que ce n'est pas une vie. Si l'objectif de l'État italien est de me « dissocier » des actions des anarchistes dehors, qu'il sache que je n'accepte pas de subir de chantage, en bon anarchiste je crois que chacun est responsable de ses propres actions et appartenant au courant anti-organisation, je ne me suis jamais « associé » à quiconque et donc je ne peux me « dissocier » de quiconque, l'affinité c'est autre chose.

Un anarchiste cohérent ne prend pas ses distances par rapport à d'autres anarchistes par opportunisme ou convenance personnelle

J'ai toujours revendiqué avec fierté mes actions (devant les tribunaux aussi, c'est pourquoi je me retrouve ici) et je n'ai jamais critiqué celles des autres compagnes et compagnons et encore moins par conséquent dans une situation comme celle dans laquelle je me trouve.

La plus grande insulte pour un anarchiste c'est de l'accuser de donner ou de recevoir des ordres

Quand j'étais dans les quartiers de haute sécurité, il y avait de la censure de toute manière et je n'ai jamais envoyé de « billet mafieux » mais des articles pour des journaux et revues anarchistes.

Et surtout j'étais libre de recevoir des livres et des revues ou d'écrire des livres, de lire ce que je voulais, en somme il m'était permis d'évoluer et de vivre.

Aujourd'hui je suis prêt à mourir pour faire savoir au monde ce qu'est vraiment le 41 bis, 750 personnes le subissent sans mot dire, continuellement présentées comme des monstres par les médias.

À présent c'est mon tour, vous m'avez d'abord présenté comme un monstre, j'étais le terroriste sanguinaire, puis vous m'avez sanctifié, j'étais l'anarchiste martyr se sacrifiant pour les autres, et maintenant je suis à nouveau un monstre comme (*nombreuses ratures*) terrible spectre. Quand tout sera fini, je n'ai aucun doute là-dessus, je serai porté aux nues comme martyr. Non merci, ce sera sans moi, je ne me prête pas à vos sales petits jeux politiques.

En réalité, le vrai problème de l'État italien est qu'on n'en vienne pas à connaître l'étendue des droits humains qui sont violés sous le régime du 41bis au nom d'une « sécurité » pour laquelle tout est sacrifié. Eh bien vous auriez dû réfléchir avant de mettre un anarchiste au trou, je ne connais pas les motivations réelles ou les manœuvres politiciennes qui sont derrière cela et pourquoi quelqu'un a voulu m'utiliser comme « boulette empoisonnée » sous ce régime. Il était assez difficile de ne pas prévoir quelles seraient mes réactions devant cette « non vie ». Un État comme l'État italien, digne représentant de l'hypocrisie d'un occident qui n'arrête pas de donner des leçons de « morale » au reste du monde. Le 41bis a donné des leçons de répression bien écoutées par des États « démocratiques » comme celui de Turquie (les compagnes et compagnons kurdes en savent quelque chose) et de Pologne.

Je suis convaincu que ma mort constituera une entrave à ce régime [du 41bis] et que les 750 qui le subissent depuis des décennies pourraient vivre une vie digne d'être vécue, quoi qu'ils aient fait.

J'aime la vie, je suis un homme heureux, je ne voudrais échanger ma vie avec celle de personne d'autre. C'est justement parce que je l'aime que je ne peux accepter cette non vie sans aucun espoir.

Merci compagnon.ne.s pour votre amour

Vive l'anarchie ! Jamais à genoux !

Alfredo Cospito
Depuis la prison Bancali de Sassari (Italie) en janvier 2023.
Traduction par Monica Jornet

ESPAGNE
De l'exploitation en milieu bio

MANIFESTATION À NIJAR. « RÉGULARISATION, OUI »

On nous le dit, on nous l'assène même, consommer bio c'est meilleur pour la santé et c'est bon pour la planète. Le créneau est juteux et nombre de gros producteurs se sont rués sur ce marché. Comme *Biosabor*, géant de la production bio en Espagne qui possède d'immense terres où sont cultivés, sous serres en plastique, les légumes destinés à l'exportation dans toute l'Europe, et que l'on retrouve dans les rayons des grandes enseignes (*Carrefour*, *Lidl*, *Aldi*...). *Biosabor* se targue de respecter les cahiers de charge de la culture bio, en oubliant l'impact produit sur le pompage de plus en plus important des nappes phréatiques dans les régions concernées par cette culture, en l'occurrence l'Andalousie (notamment autour d'Almería).

MANIFESTATION À NIJAR « NON À L'EXPULSION SANS RELOGEMENT. NI EXPLOITATION NI EXCLUSION »

Parlons éthique

Production Bio ? Éthique ? Ce qui ne l'est pas, c'est l'exploitation éhontée des salarié-e-s qui triment dans ces « mers de plastique » dans des conditions datant d'un autre âge.

Bien entendu, toute cette main d'œuvre est composée d'immigrés originaires du Maroc ou d'Afrique subsaharienne, souvent en situation irrégulière aux yeux des autorités espagnoles, et donc corvéables à merci pour leurs patrons : salaires bien en-dessous du Smic espagnol, heures supplémentaires non payées, travail effectué le dimanche ou les jours fériés non rémunéré en conséquence, jours effectivement travaillés n'apparaissant que partiellement sur les bulletins de paye (quand il y en a), et donc non déclarés à la Sécurité sociale...

Pour se loger, des cabanes ou des tentes, bref des bidonvilles, sans eau ni électricité, sur les lieux des exploitations agricoles, loin des villes ou villages (ça ferait tache aux yeux de leurs exploiteurs).

Parlons immigration

Comme partout (comme en France), les problèmes concernant cette main-d'œuvre (très) bon marché sont les mêmes : immigré-e-s venant « voler » le travail des Espagnols, xénophobie galopante (nous avions déjà consacré il y a une dizaine d'années plusieurs articles à ce sujet dans le *Monde libertaire*) : en février 2000, à El Ejido, il y avait eu trois jours d'émeutes, trois jours de « ratonnades » (60 blessés), d'incendies des logements des immigré-e-s, sans que les autorités interviennent ou donnent une quelconque suite à ces attentats. Aujourd'hui, entre rejet par la population autochtone et surexploitation par des patrons peu scrupuleux, le sort de ces salarié-e-s venu.e.s du continent africain et parfois même d'Europe de l'Est est toujours aussi peu enviable.

Mais quand il y a exploitation patronale, il y a organisation des exploité-e-s. C'est ainsi que nombre d'entre eux ont rejoint le SAT-SOC (union du Syndicat Andalou des Travailleurs et du Syndicat Ouvrier des Campagnes). Précision, le SAT-SOC pratique volontiers l'action directe et une certaine radicalité. Et les dernières élections syndicales du 28 octobre 2022 ont donné la victoire au SAT-SOC face à l'UGT qui était jusqu'alors le syndicat majoritaire. À noter que le SAT compte parmi ses délégués certains immigrés marocains ou sénégalais.

Attitude des autorités

Quand « ratonnades » ou incendies volontaires des logements des immigré-e-s ne suffisent pas à les décourager, les tracasseries administratives s'y ajoutent. Ainsi, dans la zone de Nijar, centre névralgique de la production bio d'Almería, qui compte plus de 80 bidonvilles, la mairie tenue par Esperanza Pérez (socialiste) avait prévu d'en supprimer l'un des plus importants en annonçant le relogement de ses occupants (plus de 500. dans un hangar pouvant en héberger... 120.

Riposte immédiate des travailleurs/ses : barrages des routes, rassemblements, manifestations pour protester contre les expulsions prévues. Le tout avec l'aide du SAT et de la Plateforme Droit à un Toit (*Derecho a Techo*), un équivalent du DAL français (Droit au Logement).

Le 30 décembre 2022, un imposant rassemblement se tenait devant la mairie qui pour calmer l'ambiance proposait une journée consacrée à... remplir des formulaires de demande d'hébergement.

Et en attendant, pas de solution pérenne pour ces immigré-e-s dont le travail fait activement tourner la machine capitaliste espagnole et son « miracle » économique agricole.

Autant dire que la situation des immigré-e-s n'est pas près de s'arranger ; comme toujours, les exploité-e-s ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leurs organisations de classe pour améliorer leur sort.

Leur combat continue donc. Affaire à suivre.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador Seguí

Les anarchistes et la défense nationale

Entre illusion et hypocrisie
Voilà des mois et des années
Que j'essaye d'augmenter
La portée de ma bombe
Et je n'me suis pas rendu compt'
Que la seul' chos' qui compt'
C'est l'endroit où s'qu'ell' tombe

Boris Vian
La java des bombes atomiques

Si l'Ukraine avait eu la bombe atomique, la Russie ne l'aurait pas attaquée ! Voici, en peu de mots, la doctrine de la dissuasion nucléaire. La France ne peut donc pas être attaquée ! Est-ce si sûr ? La France est l'un des rares pays présentant, sur son territoire, l'ensemble des installations permettant la conversion, l'enrichissement, la fabrication, le traitement et le recyclage des matières nucléaires nécessaires au bon fonctionnement des porte-avions et de sous-marins nucléaires. Nous sommes donc protégés ! Mais ce n'est pas si simple. La Russie dispose de l'arme nucléaire, donc elle est protégée. Donc elle peut attaquer et elle le fait. Il semble bien que la guerre est en train de passer les frontières mais, pour autant, notre force de dissuasion reste « tranquille ».

Dire que nous sommes rattrapés par l'actualité est un euphémisme. Le 24 février 2022 aura été un coup de tonnerre dans notre façon d'analyser le monde. Ce qui nous semblait du passé, la guerre de nations contres nations, est redevenu d'actualité. L'idée même de guerre de classes semble obsolète. L'antimilitarisme traditionnel anarchiste, lui-même, n'a plus tellement de sens.

Le mouvement anarchiste latin n'a pas renoncé aux mythes des barricades. Nous n'avons pas tiré les leçons de la guerre d'Espagne où la force des canons et la trahison de ceux qui en pourvoyaient les révolutionnaires ont emporté la victoire. La puissance des armements modernes rend obsolète celle des baïonnettes. Ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui en est une illustration. Malgré tout leur courage, les unités de combats, qu'elles soient anarchistes ou autres, ne sont pas autre chose que de la chair à canon. Croire, comme certains le proclament, qu'après, il y aura mieux est au mieux une illusion, au pire un mensonge.

La guerre transforme les sociétés. La nécessité de produire de plus en plus d'armements entraîne, de par l'effort demandé, au moins un raidissement politique si ce n'est une militarisation sociale. Macron a parlé d'« *économie de guerre* ». Croire que, dans ce contexte, une révolution est possible confine à une illusion criminelle.

Ne pas se poser la question de la défense nationale est une hypocrisie. C'est partir de l'idée que ce n'est pas une nécessité. L'accident ukrainien arrive et nous oblige à repenser la situation. Aujourd'hui, si nous sommes protégés de la Russie, c'est que nous sommes sous la protection à la fois de l'OTAN, de l'Europe unie et de la force nucléaire de dissuasion, bien que ces trois entités soient l'objet de critiques radicales par ailleurs. La position pacifiste de croire qu'il suffirait de sortir de l'Alliance atlantique pour ne pas encourir l'ire de l'ours russe ou de quelqu'un d'autre est illusoire. D'autres menaces peuvent surgir. Imaginons un mouvement révolutionnaire important dans notre douce France. L'agression qui serait portée contre les pouvoirs ne serait-elle pas de taille à inciter une intervention armée contre ces « nouveaux » communistes ?

L'Ukraine, après la dernière bataille, sera un champ de ruines tant matérielles qu'individuelles. La place sera nette pour le développement du capital immobilier et pour le remboursement des aides militaires par le prélèvement sur la force de travail. Les guerres brutalisent les sociétés. Existe-t-il une autre façon de faire, minimisant autant que cela soit possible les morts et les destructions ? C'est-à-dire laissant un possible pour une autre société.

Sera développé, dans une seconde partie, de quoi provoquer chez beaucoup de nos lecteurs un sentiment de rejet. La précision des indications des techniques de résistance civile peut porter à sourire. La tradition anarchiste a bien pensé, elle, avec précision le mode de fonctionnement d'une société libérée. Dans le cas d'une défense nationale, nous nous devons d'être loin des envolées lyriques, du romantisme héroïque dont nous avons été bercés tant dans le roman national que dans les récits révolutionnaires. De tout cela nous connaissons les travers et les échecs. Et au fond, s'il ne s'agissait que de réfléchir à une autre façon de faire ? Il s'agit de limiter, autant que possible, meurtres et destructions.

Pierre Sommermeyer

Servitude, mode d'emploi

(deuxième partie)

III.

On peut dire que l'idée de servitude volontaire telle qu'elle s'impose dans notre société est elle-même l'instrument du pouvoir et sert à transformer des chaînes réelles, objectives, en chaînes idéales, objet de discussions et d'arguties sans fin dans une société où la classe révolutionnaire a disparu et où les partis d'opposition ne peuvent plus répondre de rien.

Nous sommes alors au cœur de ce qu'on pourrait définir comme l'énigme de la servitude volontaire contemporaine : si la servitude se rapportait à une forme d'obéissance volontaire, comment comprendre l'infinité des mesures destinées à l'inscrire dans la structure des institutions et des rapports sociaux pour faire de la démocratie représentative le *nec plus ultra* de ce dessaisissement ?

James C. Scott place son texte sous le signe de ce doute lancinant : « *Je voudrais aussi contester l'idée de La Boétie selon laquelle le fait de n'avoir jamais connu la liberté ou le fait qu'elle soit absente de la mémoire collective priverait les subalternes des moyens mêmes d'imaginer tant cette liberté que l'autonomie*[1] *!* »

Avant même que ne s'installent les normes de la servitude volontaire, il y a toujours un événement hors normes qui prépare cette adhésion. La privation ne fait-elle pas elle-même partie de la conscience de qui se sent privé ? Qui ne connaît l'expression de John Ball, l'un de ces prédicateurs millénaristes à l'origine d'un soulèvement des paysans : *Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, où donc était le gentilhomme ?* Les formes mêmes de l'appel montrent bien que l'idée de vivre du travail d'autrui est un élément central de la servitude, rapport où se trouve pour chacun les raisons de l'obéissance. L'obéissance à la terre courbe le paysan et celle à l'industrie réclame du prolétaire une position qui le voue à la servitude. Mais son servage contient en puissance sa liberté, puisque le pouvoir de ses maîtres dépend de lui et de sa révolte.

Les Grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! L'appel traverse les siècles, et se résume pour les Grands à empêcher les Petits de se lever ; à cela près que les Grands ont aujourd'hui appris à dissimuler leur volonté afin que les Petits croient pouvoir s'élever sans avoir à renverser la pyramide. En témoigne la référence permanente à se libérer de la servitude volontaire par les partis politiques qui sont en eux-mêmes les fonctionnaires attitrés de cette feinte-dissidence[2].

> « La lutte contre la Tyrannie incite à découvrir les moyens de la révolte contre l'ordre existant. »

Les Niveleurs, qui firent entendre pendant la révolution d'Angleterre la parole des opprimés, désignaient le fruit des noces infernales de la Tyrannie et de l'Hypocrisie par le nom de *Tyranipocrite*, tyran fertile en ruses langagières et en iniquités destinées à duper le peuple révolté. Car, si l'hypocrisie est indissociable de la tyrannie, chacune des deux imprime de manière plus ou moins prononcée selon les besoins sa marque dans l'énoncé du Discours au présent de manière à faire dire à l'histoire son contraire. La tyrannie s'exerce toujours au présent, mais l'hypocrisie sait varier dans le temps et se servir du passé pour justifier cette présence.

L'une ne se conçoit pas sans l'autre, et c'est la force de l'argument éditorial de les avoir articulées l'une sur l'autre, de sorte que cette double perspective couvre toute la problématique de la servitude volontaire et fait des deux volumes un seul sous le même titre. D'une part, la lutte contre la Tyrannie incite à découvrir les moyens de la révolte contre l'ordre existant, et ce qui pourrait être une société libre, d'autre part, la présence de l'Hypocrisie n'excluat pas la problématique de l'échec, donc que la tyrannie se réinstalle sous un visage différent. Mais le seul fait de poser la question sous cette forme montre que la servitude est non pas une acceptation, mais un ordre qui s'impose avant même que l'on ait pu concevoir son existence.

La vraie réponse consiste à montrer comment le grand nombre peut refuser cette condition malgré le fait que sa destinée la lui impose ; et comment la question doit être posée.

IV.

Rousseau définit ainsi le contrat social de la servitude : « *Vous avez besoin de moi, car je suis riche et vous êtes pauvre ; faisons donc un accord entre nous. Je permettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donnerez le peu qui vous reste, pour la peine que je prendrai à vous commander.* »

Mais les formes d'obéissance et de commandement changent. Le riche prend le visage correspondant à un nouveau mode d'assujettissement lié au travail, et il est lui-même le produit d'une évolution. La servitude, fût-elle dite volontaire, se transmet et prend différentes formes, et elle nous ramène à un pourquoi et un comment qui excluent la forme consentie.

Des expressions sont apparues lors des luttes ouvrières qui tranchent le nœud de la servitude. Ce sont toujours les mêmes mots, ceux de "*démocratie directe*" et de "*spontanéité*" que fait entendre le "*peuple souverain*" en ces moments où il a réellement voix au chapitre. Nous voilà ramenés à la clef du mystère, aux rapports sociaux de production, étant entendu

> « Imposant un silence à la mesure de la volonté d'ignorer ce qu'il lui est préférable de ne pas entendre. »

ILLUSTRATION
MPAMPIS

ROSA PARKS DANS UN BUS DE MONTGOMERY

« Vous êtes bien conscient, Monsieur, que la servitude ne peut être que volontaire, et que vous me servez parce que je vous laisse libre d'obéir ! »

qu'à cet endroit, domination et exploitation sont un seul et même concept ; et que cette unité du despotisme, scellé par le capitalisme, offrirait enfin à la révolte la possibilité d'éteindre le foyer central de l'oppression sans que la flamme s'en rallume aussitôt en d'autres points.

Nous le voyons, les deux éditions posent les deux questions fondamentales qui déterminent les critères de choix et l'orientation de lecture des textes. Chacune d'entre elles porte, pourrait-on dire, la légitimation de l'acte de révolte, mais dans un rapport différent à la servitude. L'une ou l'autre se lisent et s'analysent pour donner à la vie du peuple un sens de refus ou d'acceptation. La servitude volontaire est toujours fruit d'une lutte du tyran contre la révolte existante, autrement la question ne pourrait être posée.

Trois textes de Miguel Abensour réunis dans le second volume offrent en quelque sorte la synthèse des questions en suspens et qui rallument sans cesse la flamme du Discours : « *Lettres et notes inédites sur La Boétie* » ; « *Du bon usage de l'hypothèse de la servitude volontaire* » ; « *Spinoza et l'épineuse question de la servitude volontaire* ».

Dans un texte opportunément titré « *Méditation sur l'obéissance et la liberté* », Simone Weil soulignait : « *La soumission du plus grand nombre au plus petit, ce fait fondamental de presque toute organisation sociale n'a pas fini d'étonner tous ceux qui réfléchissent un peu…* [...]

Il y a près de quatre siècles, le jeune La Boétie, dans son Contre-un*, posait la question. Il n'y répondait pas.* » *La question ne laisse pas de place à la réponse, car cette absence de réponse est la réponse même. Qu'en est-il du refus de cette soumission au regard de l'organisation sociale du monde réel*[3] ?

Le plus petit ne répond-il pas à l'insoumission du plus grand nombre en lui imposant un silence à la mesure de la volonté d'ignorer ce qu'il lui est préférable de ne pas entendre.

C'est Alfred Jarry qui nous fait entrer dans le système de cette liberté qui s'opposerait à la servitude volontaire sans avoir d'autre moyen que les mots pour la mettre en cause. Ubu nous livre la clef de cette parole qui ouvre toutes les portes, celle de la servitude comme celles de la liberté, dès lors que l'on sait que le mécanisme n'obéit qu'à la voix de celui qui prononce les mots magiques.

« Nous sommes libres de faire ce que nous voulons, même d'obéir ; d'aller partout où il nous plaît, même en prison ! La liberté, c'est l'esclavage ! »

« Vous savez mieux que moi la théorie de la liberté. Vous prenez celle de faire même ce qui est ordonné. Vous êtes un plus grand homme libre, Monsieur ?… »

Ainsi parle aujourd'hui le Père Ubu : « *Vous êtes bien conscient, Monsieur, que la servitude ne peut être que volontaire, et que vous me servez parce que je vous laisse libre d'obéir !* »

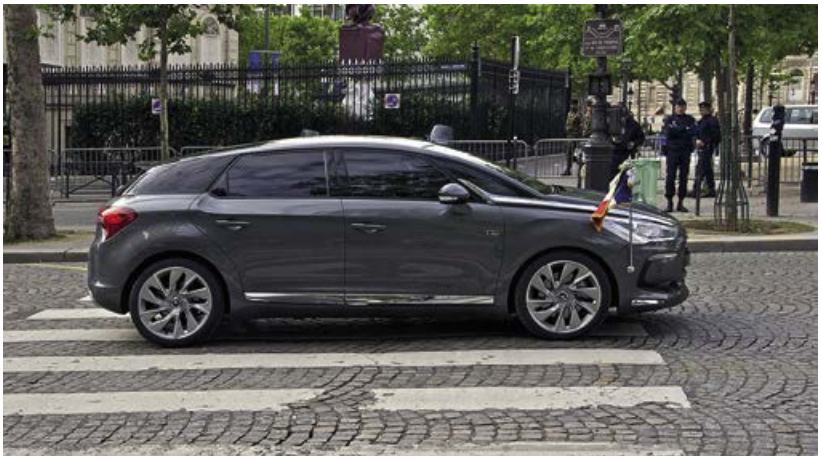
Louis Janover

1. James C. Scott, « *Une part non négligeable de la résistance consiste à simuler la servitude volontaire. « Ce n'est pas quand même à toi que je vais apprendre çà, Étienne ! »*, p. 188.
2. L. Janover, *La Démocratie comme science fiction de la politique*. Paris, Sulliver, 2007.
3. Simone Weil, *Oppression et Liberté*, Paris, Gallimard, 1955, p. 186 sq.

La distinction légitimée

(deuxième partie)

Dans le monde de Macron, qui est aussi celui qu'on nous impose, seul l'argent compte.
Toutefois, cet argent ne se trouve pas sous le matelas des pauvres, contrairement à ce qu'ils aimeraient bien nous faire croire avec leurs discours accusateurs, leur rhétorique de crise, qui s'éternise et s'enlise, et leurs politiques de coupes budgétaires. L'argent se retrouve même, au contraire, de plus en plus dans les poches des riches.



HOLLANDE « PRESQUE » INCOGNITO LE 14 JUILLET 2012. PHOTO DE JEBULON

Quelques chiffres, issus du bilan du journal Fakir du premier quinquennat de Macron, permettent de se faire une idée : entre septembre 2016 et septembre 2021, la fortune cumulée des cinq familles les plus riches de France est passée de 112 à 419 milliards d'euros[1]. Cet accroissement n'est pas linéaire puisqu'en un an de pandémie mondiale, cette fortune a presque doublé (elle était de 292 milliards d'euros en septembre 2020). Si l'on prend la tranche d'en dessous, le patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises est passé de 20 % du PIB en 2017 à 43 % en 2021. À titre de comparaison, elle était de 6 % en 1996. A côté de cela, l'augmentation du SMIC, entre 2017 et 2022, n'a fait que suivre l'inflation et n'apporte donc aucune sécurité économique supplémentaire. Ces chiffres sont étourdissants – personnellement, je ne sais ni ce que représentent 419 milliards d'euros ni ce qu'on peut bien faire avec[2] – mais nullement surprenants. Toute la politique de Macron a favorisé les déjà (très) riches au détriment des services publics et de la redistribution des richesses, et donc de la population « normale », les fameux 99 %.

Dans ce cadre, il est logique que les ministres n'aient pas besoin de connaître ni de respecter le code de la route et qu'ils ne se demandent pas non plus si leur train sera à l'heure. Le monde tourne pour eux.

Sa politique, Macron ne l'a pas menée seul et, comme lui, nombre de ses ministres et conseillers pratiquent activement le pantouflage. « Ce terme familier qui est tiré de l'argot de l'École polytechnique désigne le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans le secteur privé. On parle également de « rétro-pantouflage » dans le cas des agents publics qui reviennent au sein de l'administration après avoir effectué un passage dans le secteur privé »[3]. Ainsi, la frontière déjà poreuse entre le public et le privé, entre le monde politique et celui des affaires, se réduit comme peau de chagrin. La politique des uns faisant la joie et les profits des autres, et vice-versa ; et l'on assiste à un ballet incessant de renvois d'ascenseur orchestré par la soif d'argent et de pouvoir. Cette logique n'est désormais plus cantonnée aux domaines économiques : sous le premier mandat de Macron, il en allait de même pour ceux de l'« agriculture, pêche et forêt » ou de la « culture et communication »[4], pour ne citer qu'eux. Apparemment, diriger une entreprise ou un gouvernement, c'est la même chose. Les acquis du premier poste seront utilisés dans le second selon la logique managériale qui veut que tout soit soumis aux mêmes règles absurdes et délétères d'efficacité et – surtout – de rentabilité. Ce qui prime, ce sont les intérêts de classe, portés par un entre-soi soigneusement cultivé tout au long du processus de distinction. Cette situation a même été un argument de Macron lors de sa campagne de 2017, lors de laquelle il s'est vanté d'avoir des élus issus de la « société civile ».

Il paraît que cette situation est dans l'ordre normal des choses et que je devrais reconnaître leur réussite au lieu de m'insurger.

D'ailleurs, si je proteste, c'est que je les envie, c'est logique. Avec le paradigme actuel qui impose à chacun de vouloir richesse et renommée, il est impossible d'exiger une quelconque équité, cela ne rentre pas dans le cadre de compréhension de notre société. Si les footballeurs (et eux seuls, les footballeuses ne comptent pas) professionnels gagnent une fortune à courir derrière un ballon[5], c'est qu'ils le méritent et qu'ils participent à l'image de la France. Si des chefs d'entreprises gagnent des millions voire des milliards, c'est qu'ils le méritent : ils créent de l'emploi et de la richesse, eux. Que ces emplois soient précaires ou délocalisés là où les cotisations patronales

LORSQU'UN PRÉSIDENT REMET LA LÉGION D'HONNEUR À UN FOOTBALLEUR… CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE/

sont moindres – autrement dit là où un être humain coûte moins cher à exploiter – et que la richesse produite (par ces mêmes êtres humains exploités) tombe directement dans la poche des chefs d'entreprises et des actionnaires ne semble pouvoir venir à bout de ce credo. Sans parler de l'idée même que c'est le patron et l'actionnaire qui créent l'emploi (par magie, sûrement) ou que les 35 heures/semaine sont dépassées mais pas du tout aliénantes, que d'ailleurs il faudrait travailler plus – au bénéfice de qui, on se le demande.

La distinction opère, ritualisée, magique et silencieuse

À les croire, les bourgeois de 1917 et 1936[6] seraient devenus les sauveurs de la Nation. Une sorte de mythe ou d'exemple à suivre, même lorsque c'est impossible. On commence à comprendre pourquoi le flic m'a dit que je pouvais « aller les voir », les ministres, si je le voulais. Comme les stars, ils sont d'une autre espèce, qui mérite respect et considération, sans que personne ne sache très bien pourquoi. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'ils sont importants, qu'on ne peut pas se passer d'eux, mais personne ne semble pouvoir dire pourquoi précisément. À quoi peut bien servir un gouvernement qui ne connaît pas le prix du pain ? À qui peut-il bien servir ? La réponse me semble évidente mais elle ne plaît pas. D'ailleurs, peu de monde semble en avoir conscience, comme si le problème posé était trop difficile pour que l'on puisse s'accorder sur une réponse.

Alors je pose la question autrement : pourquoi les ministres, le président et tutti quanti ont droit aux gyrophares pour griller les feux rouges ? Pourquoi ont-ils le droit de s'extraire des règles de la communauté ? De toute évidence, ils n'en font pas vraiment partie, de cette communauté, puisqu'ils se situeraient au-dessus d'elle. Mais alors pourquoi sont-ils en position de décider pour elle ?

Aude Raynaud

1. Fakir, Le livre noir du macronisme, février-avril 2022

2. Alors, comme je suis curieuse, je me suis livrée à quelques calculs : en 2021, le SMIC net était de 1 230 € et des poussières par mois pour 35 h/semaine ; 419 milliards d'euros correspondent ainsi à ce que neuf personnes au SMIC auraient gagné si elles avaient travaillé sans relâche (et sans en dépenser un centime) depuis l'époque de Lucy et des premiers australopithèques, il y a 3, 2 millions d'années. Ou encore, réparti équitablement, cela représente 6 207 € par personne présente sur le territoire français. A vrai dire, ces chiffres aident à peine à saisir la démesure d'une telle fortune et encore moins à comprendre à quoi elle peut bien servir.

3. Gervais Julie, Pelletier Willy, « *La noblesse managériale d'État* » in *Manuel indocile de sciences sociales pour des savoirs résistants*, La découverte, Paris, 2019, pp 312 - 322

4. Idem, p.320

5. Sans parler de ce qu'ils gagnent pour leur image publicitaire mais qui n'est pas pris en compte dans leur salaire.

6. 1917 : révolution russe conduisant à l'instauration d'un régime communiste (qui a certes mal tourné mais qui a, quelques années durant, créé un climat émancipateur, tant pour les travailleurs que pour les femmes).
1936 : révolution anarchiste en Espagne, abolissant la propriété privée et les profits personnels. Elle fut écrasée par Franco avec l'appui explicite des régimes de Mussolini et d'Hitler, et celui implicite des autres pays occidentaux (dont la France et les États-Unis).

Lire la Bible. Autrement…

Janvier 2023. Dans le M.L. Julien O. partage avec nous sa lecture de la Bible. Il l'a lue à contrecœur… « *ne résistant pas à des pressions amicales* » nous dit-il. Il y a plein de façons de lire ce livre et je crois que notre compagnon est parti du mauvais pied. Il est comme quelqu'un qui se serait précipité dans une piscine sans savoir nager. Il n'est pas question ici d'un cours de théologie, qui n'aurait aucun intérêt.

ADOBE STOCK

Il y a plusieurs façons de lire ce livre. Soit on adhère au discours religieux qui affirme que Dieu s'exprime à travers ces pages comme d'autres prétendent la même chose en ce qui concerne le *Coran*. Ce n'est pas notre affaire. Soit il y a la façon que je qualifierais d'athéiste, celle que je crois empruntée par Julien. C'est à dire y chercher les raisons qui expliqueraient pourquoi tant de gens y croient.

Puis il y une façon pragmatique… celle que je préfère, qui tente de comprendre ce que ces textes représentent. La *Bible* est un ensemble de récits divers, parfois contradictoires, recueillis et formalisés en un ensemble unique par des lettrés, religieux ou pas, en exil à Babylone, 500 ans avant notre ère. Il s'agit, ici, de ce que les chrétiens ont nommé *Ancien testament*.

Décryptage possible

Les cinq premiers livres sont connus sous le nom de *Pentateuque* dans le monde chrétien ou de *Thora* dans le monde juif. Le premier, la Genèse, est un fantastique récit à plusieurs voix de la création du monde. Ce n'est en rien un exposé scientifique. Il est écrit que le monde a été créé en 7 jours. Nulle part il n'est dit que ces jours avaient 24 heures de durée. On peut très bien imaginer qu'ils en avaient 350 milliards !

Adam et Ève, un récit féministe s'il en est ! Sans cette femme, nous, pauvres mâles, n'aurions jamais accédé à la connaissance du monde ni ne saurions faire la différence entre le bien et le mal. Pour l'usage que l'on en fait… C'est donc Ève qui permet à l'humanité de sortir de l'animalité !

Une lecture attentive du début de ce livre nous apprend qu'il y avait alors les Néphilimes. Les commentateurs éclairés parlent de géants, fruits des relations entre les hommes et des anges déchus. On peut tout à fait voir là l'origine des super-héros de Marvel ! Peut-être n'était-ce pas autre chose qu'une réminiscence des affreux hommes de Néandertal !

Caïn et Abel ? Ce n'est rien d'autre que la présence de la lutte permanente entre les nomades et les sédentaires et de la culpabilité laten te de ces derniers face à une vie qui respecte l'environnement en ne s'établissant pas. La vente de Joseph à des Ismaélites ? C'est le début de l'existence des travailleurs émigrés et de leurs trafiquants. Chassés par les Égyptiens de souche par peur d'un grand remplacement, ces travailleurs exploités émigreront de nouveau à la recherche d'un paradis perdu où couleront lait et miel. Début d'un autre grand remplacement jamais fini.

Une organisation marquée par une volonté d'égalité sociale.

À cette fin, ils se construiront une idéologie, le monothéisme. Arrivés sur place, c'est-à-dire ce qui correspond aujourd'hui à la Palestine, ils vont mettre en place une organisation remarquable que les rabbins et autres lettrés vont s'efforcer de faire oublier rapidement.

Il s'agit de l'année jubilaire. Cette règle a été écrite pour une société agraire. La vie de la communauté est organisée autour d'un cycle de sept ans et d'un cycle global de 49 ans. La première donnée de base est celle-ci : la terre n'appartient pas aux individus mais à Dieu. Elle ne peut pas être vendue avec perte de tout droit. Les terres ont été distribuées au départ. Comme si chacun avait ce dont il avait besoin. Tous les sept ans la terre est mise en repos et, la même année, toutes les dettes sont abolies. Quand il y avait un esclave, il ne pouvait l'être plus de sept ans. Tous les quarante-neuf ans, lors du Jubilé, les terres revenaient à leur propriétaire originel. Ce type d'organisation rendait impossible toute accumulation de capital.

« Donnez-nous, dit ce peuple, un roi qui se remue. »

Il advint que les hommes de ces communautés voulurent, comme les autres, avoir un roi. Celui qui avait l'autorité à ce moment-là, un dénommé Samuel, leur dit ceci « *Vos fils, il les prendra, il les affectera à ses chars, il les fera labourer et moissonner à son profit, fabriquer ses armes de guerre. Vos filles, il les prendra pour la préparation de ses parfums. Il prendra le meilleur de vos champs pour les donner à ses serviteurs. Il prélèvera la dîme, pour la donner à ses dignitaires et à ses serviteurs. Il prendra les meilleurs de vos jeunes gens et les fera travailler pour lui. Vous-mêmes deviendrez ses esclaves. Ce jour-là, vous pousserez des cris à cause du roi que vous aurez choisi. Seul le silence vous répondra* » !

Que la Bible soit utilisée comme outil de pouvoir de soumission, d'aliénation, c'est une évidence qu'il n'est pas nécessaire de discuter. En faire autre chose qu'une création humaine avec toutes les contradictions liées à ce type de produit relève d'une certaine myopie.

Pierre Sommermeyer
Individuel

Égalité et inclusion

Comme le dit Jacques Rancière, l'égalité est au départ. Mais on la perd de vue dans l'exercice multiple, collectif ou individuel, public ou privé, du pouvoir. Par une lutte sur tous les terrains et de tous les instants, il faut donc la retrouver ou la rétablir.

L'inclusion volontaire des marques des exclu(e)s est sporadique, ne s'exerce que sur un plan précis : en ce qui concerne le féminisme, celle dont on parle le plus actuellement, à revers du masculinisme de la langue, est d'ordre grammatical. Cette polarisation peut amener à oublier la complexité du problème et la multiplicité des lieux et des temps où mener les luttes.

Le fond commun des inégalités de genre est la réduction des femmes à leur apparence et à leur utilité matérielle, pratique[1].

Leur situation économique en fait les frais : inégalité des salaires et aussi des retraites lorsque, comme souvent dans le commerce et l'agriculture, les conjoints évitent de déclarer leur compagne professionnellement. La maternité, avec ses absences forcées, aggrave cette situation.

La prééminence de leur apparence et la négation subséquente de leur être autorisent de la part des hommes tous les débordements dans la rue : interpellations, sifflets, remarques moqueuses et salaces, ou pure ignorance quand, pour eux, le compte esthétique n'y est pas.

Par voie de conséquence, agressions diverses qui peuvent aller jusqu'au viol, aux enlèvements, aux assassinats.

Sur le plan professionnel, à part certaines fonctions où elles sont intégrées depuis longtemps, comme l'enseignement (apparenté obscurément au maternage ?), les femmes doivent faire le double d'efforts pour être traitées, considérées à l'égal des hommes. Elles n'y parviennent pas toujours. Ce mépris de l'autre genre se retrouve dans la vie privée où le travail domestique continue d'être assumé majoritairement par les conjointes et mères et leur vaut parfois, plutôt davantage à présent où elles revendiquent et obtiennent leur part de vie sociale, toutes sortes de mauvais traitements dont la gamme, depuis le psychologique jusqu'au temporel, peut aller jusqu'au crime.

Face à cette réalité, l'inclusion linguistique peut paraître bien dérisoire et artificielle

Formellement elle me semble compromettre par des lourdeurs l'équilibre d'une langue fluide, harmonieuse - au moins à nos oreilles, physiques comme littéraires.

Cette menue réparation d'une inégalité générale, profonde, tenace, fait songer aux formes de discrimination positive, elles plus conséquentes, quant au origines - géographiques, civilisationnelles et sociales.

Sur le plan scolaire, les élèves des classes populaires admis à Sciences Po, ou bénéficiant de trois ans de préparation aux grandes écoles selon les quotas institués, parviennent-ils, malgré la bonne volonté des enseignants, des élèves eux-mêmes, au bout de leur cursus, ou aussi brillamment ? L'égalité ne se décrète pas. Il y faut un bouleversement général.

En témoigne l'enquête menée par les sociologues Cédric Hugrès et Tristan Poullaouec sur les chances réduites d'obtention des diplômes d'enseignement supérieur par les élèves venus des classes populaires[2].

A disparu un large système de bourses et la situation économique oblige ces étudiants à prendre un emploi parallèle qui compromet leur assiduité et leur travail universitaires.

Dans tous les domaines, l'aggravation des inégalités est un problème politique inhérent au système néo-libéral. L'inflation actuelle qui écrase les plus pauvres est due non seulement au renchérissement conjoncturel de l'énergie mais aux manœuvres anticipées de longue date de spéculateurs financiers sur les produits de première nécessité comme les céréales.

Plus qu'inclure çà et là, c'est exclure et détruire les mécanismes de la machine politico-sociale qui devrait monopoliser nos préoccupations et nos efforts.

Marie-Claire Calmus

1. *La vie Matérielle* de Marguerite Duras (Folio n° 2623. 2022).
2. *L'Université qui vient. Un nouveau régime de Sélection scolaire*. (Raisons d'Agir Éditions. 2022).

Nucléaire et électrification générale : l'impasse

Comme elle a tenté de le faire vainement au début des années 2000, l'industrie nucléaire essaye à nouveau d'instrumentaliser la crise climatique pour se présenter comme une solution pour « sauver la planète ». Outre le caractère absurde de cette option - on ne « sauvera » rien ni personne avec une énergie qui cause des catastrophes et produit des déchets qui vont rester dangereux pendant des millénaires - il apparaît surtout qu'il s'agit d'une totale illusion qui pourra seulement faire perdre de l'argent, du temps… et de l'énergie.

Vingt ans plus tôt…

Les plus jeunes n'ont pas connu cette époque et les autres l'ont peut-être oubliée, alors faisons un petit flash-back : au début des années 2000, la grande majorité des médias ont déroulé le tapis rouge à Mme Lauvergeon, présidente du groupe nucléaire *Areva*. Présente sur toutes les ondes et dans tous les journaux, la dame était en train de « rénover l'atome », d'en faire une énergie « triomphante » appelée à construire des centaines voire des milliers de réacteurs partout sur Terre, et ce avec un argument principal : émettant beaucoup moins de CO2 que les énergies carbonées (pétrole, gaz, charbon), le nucléaire allait purement et simplement « sauver le climat ».

Les publicités d'*Areva*, omniprésentes, vantaient de façon parfaitement mensongère une énergie « sans CO2 », et les médias célébraient le prétendu « grand retour du nucléaire » : longtemps honnie du fait de la catastrophe de Tchernobyl (débutée le 26 avril 1986), cette énergie était enfin réhabilitée et allait réaliser de véritables miracles. Mais voilà, faire du bla-bla ne fait pas pousser les réacteurs nucléaires et, surtout, ne les finance pas. C'est ainsi que, après presque 10 ans d'efforts, Mme Lauvergeon a commencé à douter de l'efficacité de sa campagne. Le 10 septembre 2009, devant un parterre de décideurs et d'industriels lors du symposium annuel de l'Association mondiale du nucléaire (*World Nuclear Association*, WNA), elle lança l'alerte : « *Ce n'est plus le moment de parler de la relance du nucléaire, maintenant il faut passer aux actes (…) nous devons construire des centrales et des infrastructures* ».

En effet, les dirigeants des entreprises susceptibles de construire des réacteurs dans le monde se sont longtemps regardés sur le thème « Bon eh bien… qui se lance ? « Mais personne ou presque n'a souhaité investir des milliards dans l'atome. Rien à voir avec les risques et les déchets radioactifs, ces gens-là s'en moquent bien et l'argent public sera toujours là pour payer les pots cassés. Non, leur problème était que les centrales étaient devenues trop difficiles à construire et que les estimations annonçaient une production d'électricité totalement ruineuse.

Résultat : le prétendu « grand retour du nucléaire » ne s'est pas produit. *Areva* a bradé un EPR, en 2003, à la

Finlande à 3 milliards et deux EPR, en 2007, à la Chine à 3, 66 milliards… les deux. Aux USA, seuls deux AP1000 - le cousin américain de l'EPR - ont été mis en chantiers en Géorgie au lieu des dizaines de réacteurs annoncés un peu partout.

Mme Lauvergeon a abattu sa dernière carte avec une ruineuse campagne publicitaire diffusée début 2011 dans des dizaines de pays dans le monde et basée en particulier sur une animation titrée « *L'épopée de l'énergie* » (que l'on peut voir encore en ligne, par exemple ici : https://cutt.ly/t8Fk98o). Patatras, arrive Fukushima, la campagne est stoppée en catastrophe (c'est bien le mot !) et le prétendu « grand retour du nucléaire » disparaît enfin des discours et des médias…

Vingt ans plus tard…

Nous voilà désormais au début des années 2020, donc vingt ans plus tard et 12 ans après le début de la catastrophe de Fukushima : des études bidon sont publiées pour assurer que ce désastre n'a fait « aucun mort » (!) et à nouveau, comme pour Tchernobyl, on nous explique qu'il s'agit d'histoires anciennes auxquelles il ne faut plus penser.

Et, une nouvelle fois, le climat est mis en exergue pour justifier le projet de construire des réacteurs nucléaires partout sur la planète. En majorité, les médias reprennent la nouvelle formule qui leur a été soufflée : ce n'est plus le « grand retour » comme vingt ans plus tôt, c'est « le retour en grâce » du nucléaire ! L'expression fait fureur, elle sert de titre à des dizaines d'articles, dossiers, reportages…

En France, le 10 février 2022, le Président Emmanuel Macron annonce carrément la construction de 6 à 14 réacteurs. EDF étant en très grave échec sur le chantier du réacteur EPR de Flamanville, il s'agira de réacteurs baptisés « EPR2 » : « simplifiés », bien plus « faciles à construire « et « moins chers ». Yapuka !

Dans d'autres pays comme la Pologne, la Suède ou les Pays-Bas, des politiciens ignorants croient aux balivernes de l'industrie nucléaire et annoncent eux aussi la construction de nouveaux réacteurs.

De « nouveaux » réacteurs impossibles à construire et à financer…

Tout comme le prétendu « grand retour du nucléaire » il y a 20 ans, l'actuel « retour en grâce du nucléaire » va se dégonfler totalement face à la réalité. Car, s'il est facile de faire du blabla avec sa bouche, autre chose est de faire réellement construire des réacteurs nucléaires, ne serait-ce déjà que d'en trouver le financement.

Ainsi, en France, EDF est en très grave échec industriel, incapable de finir l'EPR en chantier à Flamanville (Manche). Ce réacteur devait être construit en 4 ans et entrer en service en 2012, il a donc déjà 11 ans de retard, et le bout du tunnel s'éloigne au fil du temps : présentant continuell ement de nouvelles et graves malfaçons, le réacteur risque encore d'attendre des années sa mise en service… qui pourrait finalement ne jamais avoir lieu.

Alors on se demande bien par quel tour de passe-passe EDF serait subitement en capacité de construire 6 à 14 nouveaux EPR dans les années à venir, d'autant que l'incompétence n'est pas le seul grave problème pour ce projet. En effet, il y a un terrible manque de personnels qualifiés (ingénieurs, techniciens, en particulier des soudeurs spécialisés, etc). EDF a déjà le plus grand mal à trouver du monde pour entretenir les réacteurs actuels et les réparer (affaire de la corrosion, voir plus bas), alors avec qui lancer de nouveaux chantiers ?

D'autre part, EDF tente avec les plus grandes difficultés de construire deux EPR en Angleterre. Rappelons déjà qu'il ne s'agit pas là d'une commande des Britanniques : EDF a d'abord racheté *British Energy* au prix fort (16 milliards en 2008… juste avant la crise mondiale qui a vu les cours d'effondrer !). Donc c'est finalement EDF qui a commandé deux EPR à EDF ! Et tout ça avec notre argent…

Bien sûr, comme en Finlande et à Flamanville, et malgré les belles assurances données (« nous avons tenu compte des difficultés des précédents chantiers, cette fois tout va bien se passer »), les retards se comptent d'ores et déjà en années, le budget explose et c'est encore et toujours EDF - c'est-à-dire nous - qui va tout payer… en creusant son déficit par de nouveaux milliards !

EDF est objectivement en situation de faillite, plombée par les flops des chantiers EPR et par le délabrement des réacteurs actuels. L'État français renfloue régulièrement l'électricien pour lui permettre de continuer à fonctionner, mais la dette est impossible à rembourser (c'est interdit par la législation européenne et, de toute façon, elle est trop lourde pour un État lui-même en très grave déficit). Alors comment financer de nouveaux réacteurs ?

Les suicidaires politiciens suédois annoncent vouloir commander… des EPR à EDF ! Prudents, les nucléocrates néerlandais ne précisent pas de quels réacteurs ils rêvent. Quant aux Polonais, ils auraient choisi le concurrent américain de l'EPR, l'AP1000 : ce dernier devait être construit à des dizaines d'exemplaires aux USA mais, finalement, tous les projets ont été annulés sauf celui de Vogtle (Géorgie) où deux réacteurs sont en chantiers infinis (ils ont déjà plus de 7 ans de retard) avec un budget explosé : on se croirait à Flamanville !

Nucléaire et électrification générale : l'impasse

Les réacteurs actuels en état de délabrement généralisé

Pour produire de l'électricité, EDF ne pourra donc pas compter sur de nouveaux réacteurs avant au moins 2045 ou 2050... et en réalité probablement jamais. Étant donné qu'aucune alternative au nucléaire n'a été sérieusement mise en œuvre - la France est le pays de l'Union européenne le plus en retard dans le développement des énergies renouvelables - la seule option qui reste à EDF est d'essayer de faire durer le plus longtemps possible les réacteurs actuels. On parle de façon irresponsable de 60 ans voire 80 ans de durée de vie : il est vrai que même un réacteur récent est dangereux, mais que dire d'un réacteur délabré prolongé au-delà de toutes limites ?

Mais en réalité on se demande bien comment la vie de ces réacteurs pourrait être prolongée alors qu'ils sont d'ores et déjà frappés par des défaillances de plus en plus graves. En 2022 est ainsi apparue l'affaire de la « corrosion sous contrainte » : des fissures sur des systèmes de sûreté très importants ont été découvertes sur au moins 16 réacteurs sur 56. De façon une fois de plus irresponsable, la prétendue autorité de prétendue « sûreté » nucléaire (ASN) a laissé à EDF jusqu'à 2025 pour vérifier la présence de corrosion sur tous les réacteurs, dont certains vont donc continuer à fonctionner avec une incertitude majeure sur la disponibilité de leurs systèmes de sûreté.

Et début mars 2023, une nouvelle affaire très grave est avouée par EDF concernant le réacteur 1 de la centrale nucléaire de Penly : une fissure dans un endroit inattendu, d'une profondeur de 23 mm pour un tuyau d'une épaisseur de 27 mm, il ne restait plus que 4 mm avant la rupture ! Dès le lendemain, deux nouvelles fissures sont découvertes dans les centrales de Penly et Cattenom. Il est clair que le parc nucléaire actuel est dans un état de délabrement avancé qui va entraîner des arrêts de réacteurs de plus en plus nombreux et fréquents (sans parler du risque d'accident nucléaire) et maintenir la France en état de dépendance vis-à-vis de ses voisins et en particulier de l'Allemagne qui, depuis longtemps déjà, alimente massivement la France en électricité.

La part du nucléaire dans l'énergie mondiale est infime et en déclin

Le nucléaire produisait 17, 1% de l'électricité mondiale en 2001 or, aujourd'hui, cette part n'est plus que de 9, 5% : il ne s'agit pas d'une simple baisse mais d'un véritable effondrement, commencé d'ailleurs bien avant le désastre de Fukushima.

Ce phénomène va d'ailleurs continuer et s'accélérer : sur les quelques 400 réacteurs nucléaires encore en service sur Terre, la grande majorité est en fin de vie. Certes, les autorités de sûreté accordent (de façon insensée) des prolongations de durée de vie mais cela ne fait que retarder un peu l'inéluctable. Dans tous les cas, dans les 20 ans à venir, ce sont entre 100 et 200 réacteurs qui vont fermer définitivement, les autres suivant de près. Les tenants de l'atome tentent de sauver la face en rappelant qu'une cinquantaine de réacteurs est en construction dans le monde (essentiellement en Chine d'ailleurs) mais, si c'est évidemment regrettable du point de vue antinucléaire, cela ne fera que freiner un peu la suite de la chute rapide du nucléaire.

Notons enfin que la part de l'électricité dans la consommation mondiale d'énergie est d'un peu moins de 20 %. De fait, le nucléaire couvre moins de 2 % de la consommation mondiale d'énergie, une part infime et en déclin : les gens qui prétendent que le nucléaire, émettant peu de CO2 (ils disent même qu'il n'en émet pas du tout, ce qui est un mensonge), est à même de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, et carrément de « sauver le climat », sont des imposteurs.

L'impossible électrification générale de la société mondiale

L'électricité couvrant moins de 20 % de la consommation mondiale d'énergie, et le nucléaire moins de 10 % de l'électricité mondiale, les adorateurs de l'atome ont « la » solution : il « suffit » d'électrifier massivement l'économie mondiale et, tant qu'on y est, de faire du nucléaire la source la plus importante de production d'électricité dans le monde.

Il ne s'agit là que de bavardages qui n'ont aucune chance de se réaliser, même partiellement. Comme déjà vu, la part du nucléaire dans le monde ne cesse de décliner, phénomène qui va continuer de façon inéluctable. Dans ses scénarios les plus fous, l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) imagine la construction sur Terre de centaines de nouveaux réacteurs, portant leur nombre jusqu'à mille (contre 400 actuellement), tout ça pour seulement parvenir... à maintenir la part du nucléaire à environ 10 % de l'électricité mondiale, et donc à 2 ou 3 % de la consommation mondiale d'énergie.

Il faut déjà comprendre que l'électrification générale de la société mondiale est un doux rêve. Le seul projet de remplacer à marche forcée les voitures thermiques par des voitures électriques se heurte à des réalités matérielles et financières incontournables. D'ailleurs, la décision prise au niveau de l'Union européenne d'interdire la commercialisation de voitures thermiques à partir de 2035 est en voie d'être annulée, non pas sous la pression d'un implacable « lobby des

moteurs thermique et du pétrole » (même si ce lobby existe) mais tout simplement parce que tous ceux qui travaillent sur ces questions savent qu'une telle bascule est totalement impossible sur les plans industriels et financiers.

Et à supposer que, d'un incroyable coup de baguette magique, des centaines de millions de voitures thermiques (sur un total de 1, 4 milliard sur Terre) soient remplacées par des voitures électriques, personne ne sait comment celles-ci pourraient être rechargées. Au « mieux » par d'innombrables centrales électriques alimentées au charbon (!), qui peuvent être construites en peu de temps et à moindre frais, mais dans ce cas on ne voit pas l'intérêt de rouler à l'électrique (sachant de plus que la fabrication des batteries d'une voiture électrique émet à elle seule, en CO2, l'équivalent de l'utilisation d'une voiture thermique pendant 10 à 15 ans !)

De toute façon, à supposer qu'une électricité « propre » et en grande quantité apparaisse subitement sur Terre (ce qui est impossible), électrifier l'ensemble ou du moins une bonne partie du monde (transports, industrie, chauffage des habitations, etc) demanderait des investissements pharaoniques pendant des décennies, probablement un siècle. On est dans la totale illusion, et de toute façon ce serait bien trop tard pour lutter contre le changement climatique, qui nous frappe d'ores et déjà.

Astrid, Thorium, Fusion : le bal des illusions nucléaires

Les adorateurs de l'atome n'ont plus, pour soutenir leurs rêves radioactifs fous, que la foi dans des technologies « miraculeuses ». Il est par exemple question du projet Astrid, abandonné d'ailleurs par le Commissariat à l'énergie atomique. Il s'agit en réalité d'un successeur du surgénérateur Superphénix qui n'a jamais correctement fonctionné en France. Les autres pays nucléarisés ont tous échoué dans cette voie : le surgénérateur allemand de Kalkar a fermé sans jamais avoir pu être mis en service, celui de Monju au Japon a connu une suite ininterrompue d'incidents, dont un terrible incendie, avant d'être fermé à son tour, les USA ont abandonné leurs projets similaires. Seuls les Russes parviennent à faire hoqueter tant bien que mal leur BN800... qui ne réalise pour autant aucun des « prodiges » attendus, en particulier le fait de « produire plus de matières fissiles qu'il n'en consomme ».

On voit aussi ressortir régulièrement sur les forums ou dans les médias la « solution » de la filière thorium : au lieu de l'uranium, il « suffit » d'utiliser du thorium, option qui ne comporterait « que des avantages » : abondance sur Terre, pas de production utilisable à des fins militaires, etc. Seul petit « détail » : les réacteurs « au thorium » (qui n'existent que sur le papier) sont eux aussi des surgénérateurs, comme Superphénix, Kalkar, Monju : retour à la case échec !

Il ne reste plus aux atomistes que la foi en la fusion nucléaire, dont les physiciens eux-mêmes disent « C'est une énergie d'avenir, le problème est qu'elle le restera toujours ! ». À Cadarache, en Provence, est en construction, depuis près de 20 ans, l'installation ITER qui regroupe toutes les grandes puissances nucléaires du monde (USA, Russie, Chine, Japon, Corée du Sud, Inde, Union européenne) et qui est d'ores et déjà un échec total et un puits financier sans fond qui engloutit des dizaines de milliards. Fin 2022, on a appris qu'il fallait même détruire une partie de ce qui a été péniblement construit pour en extraire des pièces gigantesques qui présentent de graves malfaçons et tenter de les réparer, ce qui prendra des années... sans certitude de pouvoir y parvenir.

Que ce soit à propos d'ITER ou de quelques autres installations dans le monde (le NIF aux USA, le Mégajoule en France, etc), la fusion fait depuis 40 ans l'objet de communications fracassantes annonçant « une avancée décisive vers la maîtrise de la fusion nucléaire » (cf par exemple Le Monde du 12 novembre 1991). Cela permet aux physiciens de décrocher de nouveaux budgets pour faire des recherches assurément passionnantes pour eux... mais qui n'aboutissent et n'aboutiront jamais à rien.

Conclusion

À force de communication massive dans les médias (qui appartiennent pour la plupart à des groupes industriels ou à l'État, donc à des structures pro-atome), l'industrie nucléaire française va peut-être obtenir le lancement de quelques chantiers de nouveaux réacteurs « EPR2 », par exemple à Penly (Seine-Maritime), qui ne manqueront pas de tourner au désastre industriel et financier comme les premiers EPR. Cela ne permettra évidemment pas de donner une nouvelle vie à l'énergie nucléaire, laquelle est en déclin irréversible sur Terre, mais cela promet de coûter une nouvelle fois des dizaines de milliards qui seraient tellement utiles pour les plans d'économies d'énergie, de développement des renouvelables, ou pour tout autre investissement utile à la société (santé, éducation, culture, etc.). Sans même parler des catastrophes déjà survenues (en particulier Tchernobyl et Fukushima) et de celles malheureusement très possibles à l'avenir, ni de la question insoluble et dramatique des déchets radioactifs, le nucléaire est par nature une calamité pour la planète et pour les êtres vivants.

Stéphane Lhomme
Directeur de l'Observatoire du nucléaire
Mars 2023

Raisons essentielles pour appeler à l'arrêt du nucléaire.

PAS TOUT JEUNE
CET AUTOCOLLANT…

> Nous risquons en permanence la catastrophe atomique qui dévasterait pour longtemps une grande région et toucherait une nombreuse population. Avec tous ces réacteurs vieillissants et fragilisés par une gestion critiquable, la prochaine sera-t-elle chez nous ? A trois reprises déjà, la catastrophe a été frôlée (St Laurent des Eaux 1969 et 1980, Blayais 1999).

Un simple missile sur l'une de nos centrales, ou un acte terroriste contre l'un de nos multiples transports de matières radioactives auraient des conséquences redoutables. La sécurité de nos centrales repose en dernier ressort sur une technologie du passé, celle de groupes électrogènes, pas toujours fiables, chargés d'alimenter le refroidissement du réacteur et d'en éviter la fusion.

> Le fonctionnement des réacteurs génère en permanence de nouveaux radio-éléments très dangereux pour la santé.

Ces nouveaux atomes radioactifs dispersés dans l'environnement sont métabolisés par les organismes vivants, se concentrent le long de la chaîne alimentaire et nous contaminent par ingestion, pouvant s'attaquer au fonctionnement de nos cellules et à leur ADN. Les conséquences n'en sont pas immédiates, mais n'y aurait-il pas un lien avec la prolifération des cancers, leucémies, maladies diverses qui ne seraient pas seulement dues aux pollutions et aux pesticides ? Même si les liens directs sont bien difficiles à établir - sauf pour le cancer de la thyroïde que les pronucléaires ont été obligés de reconnaître - les victimes déclarées au voisinage des centres atomiques ou en Biélorussie l'attestent.

On sait maintenant que même les faibles doses de contamination ont des effets sur la santé, et plus grave encore sur la reproduction, les cellules sexuelles y étant très sensibles. Les usines nucléaires, telles que Marcoule, Cadarache, Pierrelatte et d'autres, mais surtout la Hague, contribuent fortement à la dispersion des radio-éléments.

> Les combustibles usés extraits des réacteurs et retraités à La Hague sont des déchets d'extrême dangerosité. On ne sait pas les gérer et leur durabilité est infinie à l'échelle humaine.

L'enfouissement des déchets de haute activité et de vie longue à Bure, dans la Meuse, est une monstrueuse faute léguée aux générations futures. La pérennité des emballages enfouis ne peut pas être assurée. La seule solution raisonnable est de les stocker en surface ou subsurface du sol pour pouvoir les reconditionner au fur et à mesure de leur dégradation. Et comment sécuriser tous les sites nucléaires démantelés une fois obsolètes, sans à nouveau en reporter la gestion sur nos successeurs ?

> La prolifération de la maîtrise des réactions nucléaires ouvre la possibilité de fabriquer des bombes atomiques à uranium enrichi, à Hydrogène (la bombe H), ou encore au plutonium. Le climat délétère actuel fait peser de terribles menaces. De plus, les puissances nucléaires disposent de gros stocks d'uranium dit « appauvri », rebut de l'enrichissement du combustible. C'est un métal lourd placé en tête d'obus pour percer les blindages, largement utilisé par exemple en Irak par les USA, il émet des rayons alfa, et les poussières disséminées et absorbées provoquent de gros dégâts sanitaires dont des naissances de monstres[1] !

Voilà pourquoi il est criminel à nos yeux de prétendre poursuivre la production d'électricité nucléaire.

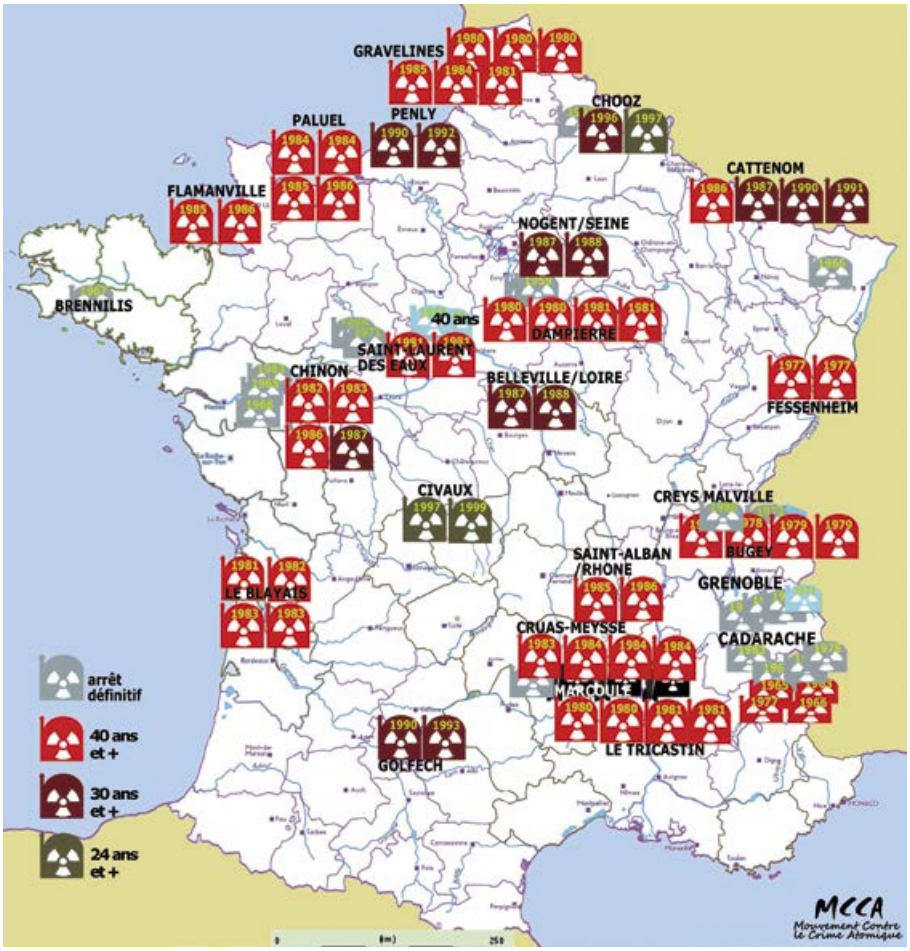
Il y a bien d'autres raisons qui ne touchent pas à notre sécurité ni à notre santé, mais qui contribuent à rendre incompréhensible l'obstination de nos dirigeants dans cette technologie d'un autre âge. D'ailleurs, son importance décroît au niveau mondial, ne produisant plus que 2 % de l'énergie totale consommée, soit moins que les énergies renouvelables qui s'imposent de plus en plus.

Tout d'abord il convient de dénoncer les mensonges qui nous sont assénés et relayés en permanence par les médias.

> L'électricité nucléaire n'est pas une énergie décarbonée. Si on considère tous les matériaux, et tous les transports nécessaires au développement de la filière nucléaire, depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement des centrales et la gestion des déchets atomiques pour des temps infinis, on peut difficilement prétendre que l'électricité produite est une énergie décarbonée !

> Énergie à faible coût ? Depuis toujours, l'État subventionne la recherche, le développement et le fonctionnement de la production d'électricité nucléaire

AUTOCOLLANT DU COLLECTIF ANTINUCLÉAIRE
DU VAUCLUSE CAN84



CARTE DE FRANCE DES RÉACTEURS PUBLIÉE PAR LE MOUVEMENT CONTRE LE CRIME ATOMIQUE MCCA

à coups de milliards. Ce sont nos impôts qui en font une énergie apparemment bon marché. Actuellement le coût des énergies renouvelables est devenu bien moins cher, et les investissements mondiaux dans ces technologies d'avenir dépassent de loin ceux dans le nucléaire.

> **Le leurre de l'indépendance énergétique n'est qu'un mensonge d'État. Nous sommes en fait dépendants de la Russie**. La France importe tout l'uranium nécessaire au fonctionnement des centrales depuis le Niger, l'Ouzbékistan, et surtout le Kazakhstan contrôlé par le géant russe Rosatom. Les navires russes livrent donc à Dunkerque ou à Cherbourg l'uranium dont nous avons besoin, les sanctions imposées à la suite de la guerre d'agression russe en Ukraine ne concernent pas les échanges avec la Russie dans le domaine atomique !

Et ce dont on se garde bien de parler, le nucléaire est présenté comme un recours, ce qui paraît convaincre les jeunes générations ; mais en est-il vraiment un ?

> **Les délais face à l'urgence climatique**, la prétention de la gérer par la construction de réacteurs se heurte à des délais bien trop importants : là où des éoliennes ou des installations solaires peuvent être mises en route en quelques années, l'exemple des EPR de Flamanville ou de Finlande montre qu'il faut au moins attendre une quinzaine d'années, et encore à condition que soit retrouvé un savoir faire aujourd'hui perdu !

> **En fait, le nucléaire contribue au réchauffement climatique**.
Non seulement il ne fournit pas une énergie décarbonée mais, en plus, il contribue au réchauffement climatique, le rendement thermique des centrales étant à peine de un tiers, les deux tiers de la chaleur fournie par la fission de l'uranium est dissipée dans l'eau et dans l'air.

> **Peut-on vraiment toujours compter sur nos voisins pour pallier les défaillances du système de production électrique français ?** La défaillance de notre mode de production d'électricité, unique au monde par la proportion considérable de la part du nucléaire (près de 70 %), rend notre pays dépendant des pays producteurs d'uranium, mais aussi des pays voisins sollicités pour pallier les défaillances des centrales françaises (24 réacteurs à l'arrêt à l'automne 2022 sur 52). Ils ne pourront peut-être pas toujours subvenir à nos besoins.

> **Des installation vulnérables :** la sécheresse du printemps et de l'été 2022 a démontré la sensibilité des réacteurs au dérèglement climatique : énormes consommateurs d'eau pour leur refroidissement, ils sont dépendants du régime fluvial. EDF a dû obtenir des dérogations pour poursuivre la production de plusieurs d'entre eux malgré la température trop élevée et/ou l'étiage insuffisant de l'eau des fleuves. Qu'en sera-t-il des nouveaux EPR construits en bord de fleuves ?

Enfin, quelle folie peut conduire ceux qui nous gouvernent à prétendre relancer la construction de réacteurs ? La plupart de nos voisins européens abandonnent le nucléaire[2] et ils ne s'en sortent pas plus mal. Ils ne sont pas retournés à la caverne et à la bougie, et ce sont même eux qui soutiennent notre système défaillant !

La France, État très centralisé, impose le choix politique du développement du nucléaire et en fait assumer les coûts à sa population, tout en cachant les effets sanitaires et en neutralisant l'opposition à cette technologie mortifère.

Mais n'est-il pas dément que pour assurer quelques décennies de production électrique, on fasse courir tant de risques à la population et qu'on génère des déchets pour toujours ?

Annie et Pierre Péguin
scientifiques défroqués, membres du collectif Arrêt du Nucléaire (ADN) et de la Coordination Antinucléaire Sud-Est (CAN-SE).

1. https://www.mediapart.fr/journal/international/070621/bassorah-en-irak-le-cauchemar-des-bebes-monstres-et-des-cancers
2. En Suisse et en Belgique, les mises à l'arrêt sont programmées, et en Italie le démantèlement a commencé.

Le nucléaire n'est pas une question technique... mais un enjeu sanitaire et de santé publique.

Il n'est pas nécessaire d'être ingénieur·e ou technicien·ne, spécialiste du nucléaire pour comprendre les enjeux de cette pratique artificielle militaro-civile. Véritable enfermement idéologique l'approche techniciste masque une autre réalité bien plus cruciale : les atteintes répétées à la santé et au bien-être des populations et des territoires.

L'approche techniciste et technique distillée dans les médias quand il s'agit d'évoquer le nucléaire est une manipulation et un enfermement idéologique voulus et mis en musique par la caste de l'École militaire Polytechnique/École des Mines[1]. Non seulement avide de pouvoir celle-ci impose au pays depuis des décennies et à ses dirigeants tous les choix industriels et stratégiques nationaux et internationaux. Le noyautage des institutions (cabinets ministériels, administrations centrales et régionales...), ses réseaux idéologiques et de connivence de classe avec les « politiciens » nationalistes et productivistes visent à tenir le peuple[2] supposé ignare à l'écart des décisions et à le soumettre. D'un côté des « sachant-es » responsables et décideurs face à la complexité, et de l'autre la masse informe des exécutant-es à guider et éclairer.

Il nous faut revenir encore et toujours aux fondamentaux

Le « nucléaire » est un terme idéologiquement édulcoré par la classe dominante pour masquer la réalité de ce qu'est la destruction artificielle de l'atome et ses effets délétères sur la santé[3], la vie, les territoires, la planète et ses ressources.

Car que ce soit dans la bombe atomique ou dans la cuve d'un réacteur nucléaire : ce qui est à l'œuvre est la destruction, la fission de l'atome productrice d'une immense énergie sous forme de chaleur mais aussi de radioactivité. Qu'il soit d'uranium ou de plutonium l'élément radioactif est explosé. C'est donc le principe même - éthique, culturel, politique, sociétal, technique - qui est criminel car fondé sur la violence, la terreur, et la domination de la nature et du vivant, de l'humain et de leur destruction consciente. Ceux et celles qui la mettent en œuvre et en font la promotion sont des criminel·les.

La destruction atomique artificielle n'est pas une question technique mais bien philosophique liée au choix du type de société que nous souhaitons bâtir et dans laquelle nous souhaitons évoluer. La destruction atomique est l'expression d'un type de société militarisée et policière, pyramidale avec ses chefs et ses exécutants, basée sur le profit (technique, culturel, politique) et la domination des peuples.

Une question sanitaire et de santé publique face au principe de la destruction des atomes

La vie n'a pu apparaître sur Terre que lorsque le niveau et la puissance de désintégration des atomes ont suffisamment baissé et que d'autres conditions ont été réunies ; ajouter artificiellement de la radioactivité à la radioactivité ambiante dite naturelle c'est enclencher un processus de retour en arrière vers la mort. La destruction atomique artificielle est ainsi principalement une question sanitaire et de santé publique, de vie et de mort. La mise en œuvre du principe de la destruction des atomes génère une réaction en chaîne productrice de descendants eux-mêmes radioactifs et destructeurs à leur tour du fragile équilibre du vivant, se fixant et détruisant tel ou tel organe et tissu (peau, os, sang, cœur, cerveau, gonades, estomac, gros intestin, moelle osseuse, poumon, cerveau, œsophage, foie, muscles, pancréas, petit intestin, rate, rein, sein, thyroïde, utérus, vessie...).

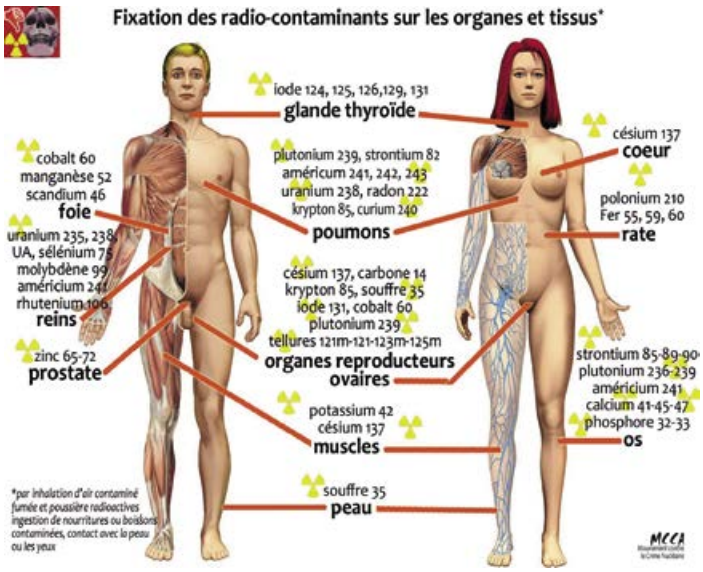
La destruction atomique ne connaît ni race, ni couleur, ni frontière administrative ou politique, ni espèces vivantes : elle touche tout à chacun·e[4]

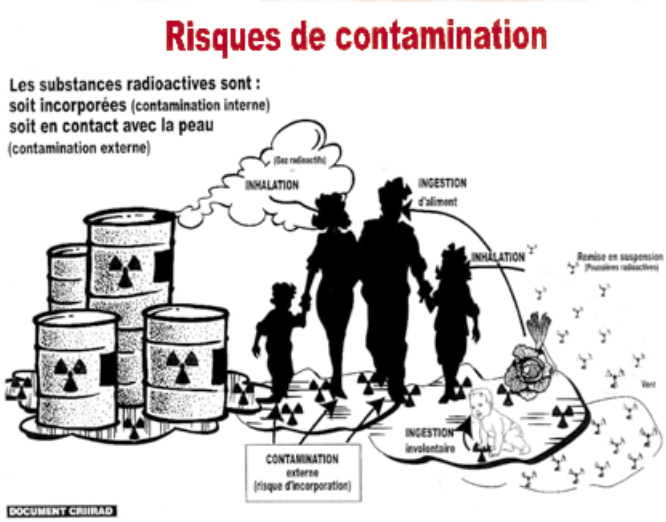
Chaque jour nous baignons dans l'horreur nucléaire

Chaque jour, chaque heure, chaque minute la fission de l'atome d'uranium enrichi dans le cœur des réacteurs atomiques en fonctionnement génère des radioéléments (radioactifs) qui doivent être libérés dans l'atmosphère afin d'éviter une explosion de l'installation. Ce n'est pas par les tours aéroréfrigérantes évasées à leur base mais par les longues cheminées installées au long des réacteurs que le crime est perpétré. Tout comme par les canalisations se jetant dans les fleuves ou dans la mer en aval des centrales nucléaires.

Et lorsque le processus radioactif est enclenché il ne s'arrête pas tant que les particules ou les matières émettrices ne se sont pas transformées en plomb au terme de durée de nuisance pouvant atteindre des centaines de milliers d'années. Il en va ainsi des déchets et des objets, des terres et éléments naturels contaminés soit comme reliquats insuffisamment exploitables lors de leur extraction du sol ou de leur retrait du cœur du réacteur, soit lors de catastrophes nucléaires, d'essais atomiques, d'usage d'armement à l'uranium dit « appauvri ».

Depuis le début de l'ère atomique, les essais nucléaires pour la mise au point de la bombe, le fonctionnement quotidien de plus de 430 réacteurs électronucléaires concentrés dans quelques pays du globe, les catastrophes nucléaires ont fait doubler le niveau de radioactivité sur la Terre. Au début du vingtième siècle, avant les premiers essais atomiques et les accidents comme Tchernobyl, notre planète était totalement dépourvue de césium 137, de strontium 90, de plutonium 239 et de plutonium 240. L'humain





technophile mu par l'hubris a inventé les pires poisons de la Terre.

Pas de dose de radioactivité inoffensive

Malgré la propagande mensongère des adeptes de l'atomisme et des quelques États nucléarisés il n'y a pas de dose inoffensive de radioactivité, pas de seuil à partir duquel il n'y aurait pas de danger. Les faibles doses répétitives telles les rejets gazeux radioactifs des installations nucléaires tuent aussi, lentement. Ceci est tellement évident qu'il n'existe pas en la matière d'échelle internationale mais des valeurs et niveaux admis ou plutôt de maladies et de morts imposés aux populations en fonction du rapport de force entre le lobby nucléaire et les résistances dans tel ou tel pays.

Une multitude de radioéléments va ainsi former un environnement externe explosif, un bain de becquerels (1 Bq = 1 destruction atomique par seconde) et se coller à l'enveloppe charnelle ou pénétrer le corps par inhalation ou ingestion. Une réaction en chaîne interne à l'organisme se déclenche progressivement ou rapidement et comme le corps est composé à 80% d'eau, ces molécules d'eau serviront de transmetteur dans tout l'organisme. Selon la nature du radioélément destructeur (alpha, bêta, gamma, x), son énergie et son rayonnement[5], il se fixera prioritairement sur tel ou tel organe, sur tel ou tel tissu, sur tel ou tel constituant du vivant. Cancérigènes et mutagènes les effets biologiques en sont désastreux. Impossible de s'en protéger. Les végétaux comme les animaux en subissent l'impact, et à travers eux, toute la chaîne alimentaire.

Mais la mafia atomiste mondiale, loin de toute approche et analyse rationnelle et scientifique, continue de se baser sur le flash radiatif et énergétique de l'explosion des bombes larguées par les États-Unis sur les populations civiles de Hiroshima et Nagasaki en 1945 pour l'appliquer aux faibles doses répétitives. Une hérésie scientifique couverte par les instances nationales et internationales des pays nucléarisés, l'Agence Internationale pour la promotion du nucléaire dit civil (AIEA), le regroupement des industriels du secteur nucléaire européens « Euratom », l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) soumise à l'imprimatur de l'AIEA par un accord « secret » (référencé « WHA12-40 ») pour tout ce qui touche au nucléaire en matière de santé.

Refuser de se voir imposer notre lente destruction

Les valeurs en sievert (Sv) si prisé des atomistes ne représentent qu'une extrapolation des atteintes sur le corps humain, une quantification de l'impact biologique d'une exposition humaine à des rayonnements ionisants. Ce qui permet d'envoyer au casse-pipe des radiations les travailleurs sous-traitants du nucléaire, de dédouaner la nucléocratie de toute responsabilité, tout comme d'imposer aux populations en cas de catastrophe le maintien en zone contaminée. Dans cette dernière situation les autorités européennes comme nationales n'hésiteront d'ailleurs pas à relever le seuil d'imposition de radioactivité comme l'a fait le Japon depuis la catastrophe de Fukushima du 11 mars 2011. C'est ce que prévoit la doctrine « Codirpa »[6] de gestion post-accidentelle élaborée par le pouvoir et la nucléocratie.

Pour ceux et celles qui veulent l'émancipation humaine, la paix et la coopération, la liberté et une planète vivable il ne peut donc s'agir de tolérer une discussion et une réflexion dans le cadre d'un magma pseudo-savant d'un peu ou de beaucoup de « nucléaire », de mix de destruction atomique avec d'autres sources d'énergie, mais d'arrêter immédiatement pour des raisons sanitaires et de santé publique, sans aucune condition et définitivement, la destruction atomique artificielle.

Jean Revest
Journaliste indépendant, co-fondateur de la Coordination antinucléaire du sud-est, porte-parole du Collectif antinucléaire de Vaucluse, activiste antinucléaire

1. https://mcca-ain.org/~configuration.php/index.php/lelobby-et-ses-hommes-de-main
2. https://mcca-ain.org/~configuration.php/index.php/cela-ne-nous-regarde-pas
3. https://mcca-ain.org/index.php/scenes-de-crimes
4. https://mcca-ain.org/~configuration.php/index.php/cris-de-victimes
5. https://www.irsn.fr/FR/connaissances/Sante/rayonnements-ionisants-effets-radioprotection-sante/effets-rayonnements-ionisants/Pages/2-differents-rayonnements-ionisants.aspx
6. https://www.asn.fr/l-asn-informe/actualites/l-asn-publie-les-nouvelles-recommandations-du-codirpa

Silence dans les rangs !

Le frère intime du nucléaire civil : le nucléaire militaire.

En la matière, je suis un béotien… Bien peu ne le sont pas. Au cas où on voudrait en savoir un peu plus, il n'est guère facile de dénicher les informations fiables et régulières sur ce sujet majeur : le nucléaire militaire. Les sommes exactes destinées à la fabrication des armes, en France au moins, sont « classifiées » et ne figurent pas dans les documents budgétaires.

Au fait, la « dissuasion » d'ailleurs, sert-elle bien à… dissuader ! Benoît Pelopidas, dans son ouvrage : *Repenser les Choix Nucléaires*[1] la remet en cause avec beaucoup de pertinence. Même les militaires semblent en douter.

C'est une évidence nous dira-t-on pourtant. Ainsi, la soi-disant nécessité de moderniser sans fin un armement déjà très largement pléthorique, et dont l'efficacité reste à démontrer, n'est jamais remise en cause et ne fait jamais l'objet d'une discussion « démocratique ». Elle coûte pourtant très cher. Et elle pourrait coûter encore plus cher, voire tout emporter.

« *On nous raconte des fariboles* »[2]. Si le principal protagoniste de la politique nucléaire, tant « civile » que militaire, de Gaulle, tient ces propos amers (1966), c'est bien parce qu'il « *n'a approuvé la construction des quatre usines de séparation isotopiques de Pierrelatte… que parce qu'on lui avait dit, à tort, que l'uranium hautement enrichi était nécessaire à la fabrication des armes thermonucléaires* »[3]. Nous aimerions connaître ce « on »…

Arnaque congénitale aux programmes nucléaires qui n'est sûrement pas seulement française. Et toujours en vigueur : Confère Emmanuel Macron : « *Opposer nucléaire civil et nucléaire militaire en termes de production comme en termes d'ailleurs de recherche, n'a pas de sens pour un pays comme le nôtre. La filière vit de ses complémentarités et elle doit d'ailleurs être pensée dans ses complémentarités.* »

Dès le début, les industries civiles et/ou militaires sont aux commandes, quitte à pratiquer la désinformation. Ou encore « classifier » l'information. Doux euphémisme pour déplacer la chose hors du regard des principaux intéressés.

Les intérêts pécuniaires s'imposent même aux militaires. Savourons : « *La chose dont je me suis convaincu… c'est qu'elles étaient inutiles. Elles ne peuvent pas être utilisées* ». Propos tenus par Colin Powell ![4]

Inutiles pour qui ? Sûrement pas pour l'industrie de l'armement nucléaire.

Et concrètement les essais : **combien de Tchernobyl, combien de Fukushima ? mettre illustration 1 ou mieux en faisant attention à ce que les chiffres correspondent**

2 404, dont 512 atmosphériques !

Après dix-sept essais nucléaires réalisés au Sahara, le tir Aldébaran, à Mururoa, en 1966, est le premier des 193 essais réalisés en Polynésie française.

Sans effet sur les populations, sans doute… De nombreuses procédures judiciaires sont en cours…

Toujours concrètement : u**ne industrie « très » sale !**

Selon l'ANDRA[5] : volume total des déchets nucléaires militaires et globaux en m³

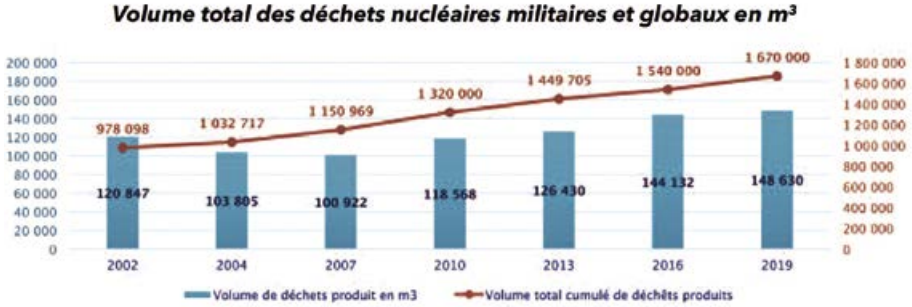
Parfois, lors de crises plus ou moins opaques, « on » nous parle de prolifération des armes nucléaires. Y en-a-t-il ? Pour Benoît Pelopidas, non… Pourtant on n'entend que cela. Qui pousse à toujours et encore développer ce type d'arme en criant à la prolifération ?

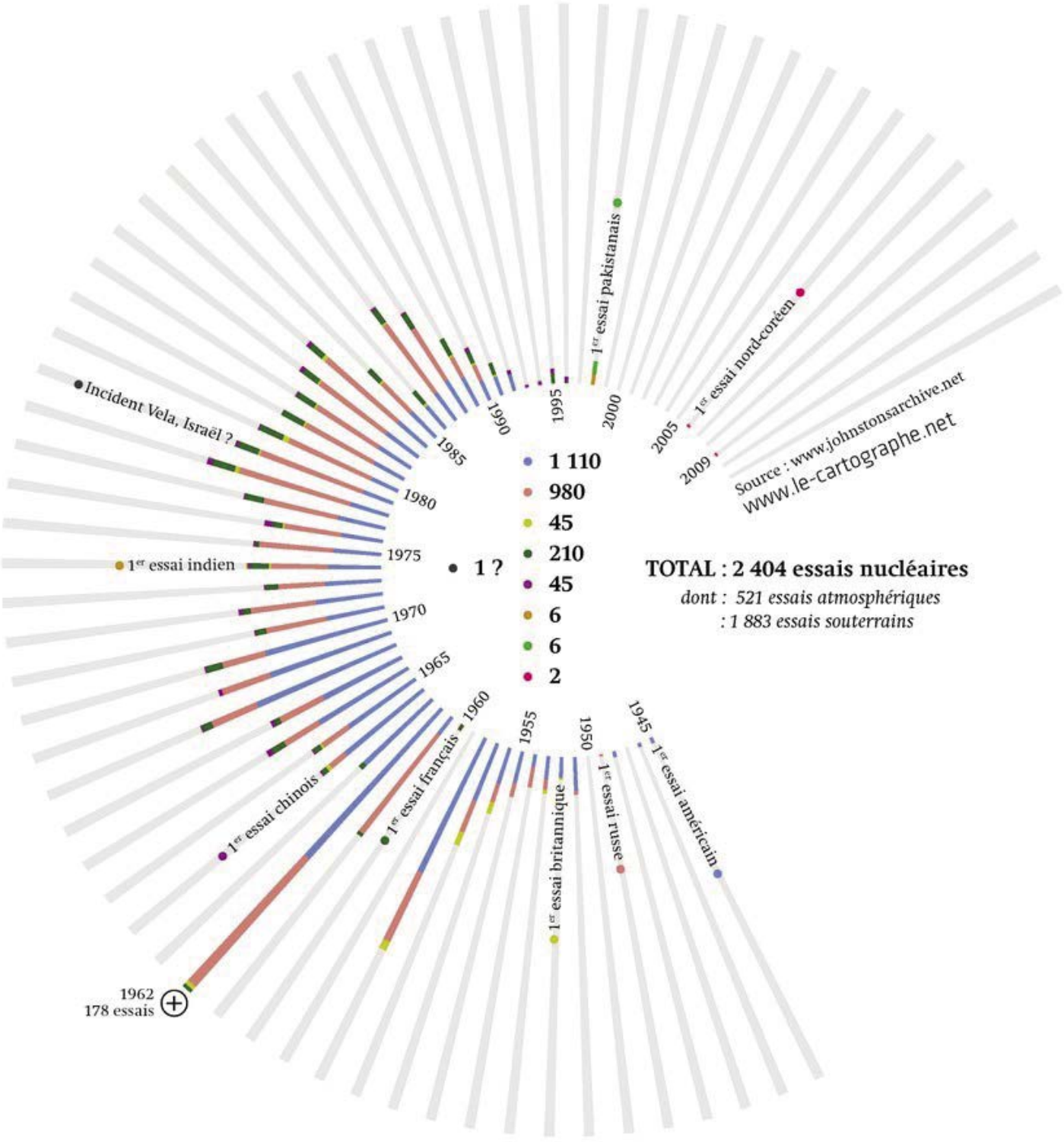
On continue !

Rien n'est plus urgent que de « perfectionner » notre arsenal.

Le coût des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), par exemple, est « classifié ». La question du coût d'un tel programme majeur se pose-t-elle ? Ben non. Alors que Florence Parly annonce, le 19 février 2021, le lancement de la « *phase de conception générale* » de la troisième génération de SNLE français. Le contrat de « *plusieurs milliards* » sur une durée de cinq ans a été ratifié. Il sera suivi par d'autres contrats, pour une livraison « *à partir de 2035* ». Le rythme de livraison sera d'un navire tous les cinq ans, ce qui nous amène à 2050…

Comment estimer le prix d'un sous-marin ? Le chiffre de 9 milliards pour les 6 *sous-marins* nucléaires d'attaque (SNA) classe Suffren est régulièrement avancé, soit 1, 5 milliard par unité. Les SNLE, nouvelle gamme, sont des navires plus gros et plus complexes, donc plus chers. Sans compter que le coût du programme SNLE-3G n'inclut pas celui des missiles M-51, ni celui de leurs têtes nucléaires. Et quid du fonctionnement ?





La maîtrise d'ouvrage du programme est confiée à la DGA (Direction générale de l'armement) et au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et la maîtrise d'œuvre à *Naval Group* et *Technicatome*.

Et la flotte aérienne ? Et les réacteurs des porte-avions actuels et futurs ? etc.

Et demain : légère inquiétude

« *Comment la France et l'Europe vont-elles résister à la pression dans le sens de l'automatisation et de la délégation des systèmes de commandement et de contrôle des armes nucléaires qu'elles disent ne pas vouloir.* »[6].

Prudence, camarades ! Si l'on matraque à tout-va les opposants au nucléaire civil, que n'est-« on » prêt à faire pour « dissuader » de poser un regard sur le nucléaire militaire !

Silence dans les rangs !

Christian
groupe Gaston Couté

1. *Repenser les Choix Nucléaires. La séduction de l'impossible* - Benoît Pelopidas. Presses de Sciences Po - 2022.
2. 3. 4. *Op. cit.*
5. Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
6. *Op. cit.*

De Tchernobyl à Zaporizhzhia

Les centrales nucléaires ukrainiennes et la guerre

Dans l'après-midi du 24 février 2022, sur la plateforme de notification rapide USIE[1] de l'AIEA, l'Autorité de sûreté nucléaire ukrainienne (SNRIU) a annoncé qu'à 17 heures, toutes les centrales de la zone d'exclusion de Tchernobyl étaient sous le contrôle de forces armées non-identifiées.

Il s'agissait des militaires de la Fédération russe qui, après avoir franchi la frontière, ont occupé la centrale et ses environs. La guerre entre la Russie et l'Ukraine a ramené la centrale de Tchernobyl à la une des journaux après l'accident le plus grave jamais survenu dans une centrale nucléaire dans la nuit du 25 au 26 avril 1986.

Mais que s'est-il passé alors ? Selon la reconstruction officielle, l'erreur humaine est la cause principale de la catastrophe. En fait, une reconstitution concise nous rappelle que tout a commencé par un essai destiné à tester les procédures de sécurité en cas de panne d'électricité. Pendant le test, la puissance du réacteur n° 4 a été réduite à un niveau où le comportement du réacteur était instable. Mais soudainement, il y a eu une chute brutale de la puissance et par conséquence une augmentation rapide de la température, avec une vaporisation immédiate de l'eau et l'éclatement consécutif de certains tuyaux. La déformation des logements dans lesquels les barres de contrôle devaient être descendues a empêché leur réinsertion complète, ce qui a entraîné une nouvelle augmentation incontrôlée de la puissance du réacteur, et un mélange explosif riche en hydrogène a ainsi été généré. À 23 h 23, le 25 avril, une deuxième explosion plus forte s'est produite, affectant une grande partie de la structure entourant le cœur. Le feu de graphite a provoqué la fuite et la dispersion des matières radioactives contenues dans le réacteur. Il s'agit de la pire catastrophe nucléaire dans le secteur civil et elle a été classée au niveau 7 sur l'échelle INES, un événement sans précédent.[2]

LIQUIDATEURS DE TCHERNOBYL. PHOTO STAHLMANDESIGN (FLICKR)

Une partie des isotopes radioactifs dispersés dans l'atmosphère s'est déplacée, suite aux perturbations de ces jours-là, sur plusieurs pays européens. Entre-temps, de nombreux travailleurs appelés « liquidateurs » ont été sacrifiés dans les opérations de lutte contre l'incendie. Le réacteur explosé a été, par la suite, recouvert d'une sorte de sarcophage afin d'empêcher toute nouvelle libération de radioactivité. L'ensemble de la centrale de Tchernobyl a ensuite été mis à l'arrêt mais maintenu sous un contrôle et une surveillance étroits. La population des régions avoisinantes a été évacuée et une zone interdite a été créée dans un rayon de 30 km (zone d'exclusion) à l'intérieur de laquelle l'accès n'était plus possible, sauf avec des autorisations spécifiques.

Avec l'éclatement de l'Empire soviétique, la centrale est passée sous le contrôle du gouvernement ukrainien.

Ce préambule était nécessaire pour arriver à l'époque actuelle où, pour différentes raisons, la sécurité des centrales ukrainiennes a été remise en question à plusieurs reprises.

Comme mentionné au début, dans la toute première phase de la guerre, les troupes russes ont pris le contrôle de la centrale de Tchernobyl et des territoires adjacents, créant *de facto* des situations à haut risque du point de vue de la gestion de la sécurité. En effet, même si la centrale est stationnaire du point de vue de la production d'électricité, elle reste un site où les matières radioactives qui s'y trouvent doivent être gérées avec le plus grand soin.

Pour mieux comprendre la situation, passons en revue les événements des derniers mois à l'aide de quelques exemples.

À la suite des actions de guerre, certaines lignes électriques reliant le réseau à l'usine ont été dynamitées.

> **Le 13 mars**, Petro Kotin, président d'Energoatom[3], a annoncé que des équipes de spécialistes ukrainiens avaient réussi à réparer une ligne électrique nécessaire à la reprise de l'approvisionnement en électricité à l'extérieur de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ce n'est qu'après cette intervention qu'il a été à nouveau possible de fournir toute l'énergie nécessaire à la centrale nucléaire où se trouvaient les déchets radioactifs, ainsi que les installations nécessaires à leur gestion.

> **Le 20 mars**, la moitié du personnel de la centrale nucléaire a enfin pu regagner son domicile, après avoir travaillé sur le site, contrôlé par les militaires russes, pendant près de quatre semaines sans aucune pause ni roulement. Il est difficile d'imaginer le stress subi par ces travailleurs, une condition qui sape l'un des sept « piliers » fondamentaux de la sécurité : *« Le per-*

NUIT DU 3 AU 4 MARS 2022. LA CENTRALE NUCLÉAIRE UKRAINIENNE DE ZAPORIJIA, PLUS GRANDE CENTRALE NUCLÉAIRE D'EUROPE, ATTAQUÉE PAR LES RUSSES.
PHOTO : DANIEL ARRHAKIS (FLICKR)

RAFAEL MARIANO GROSSI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AIEA, MONTRE LA SITUATION À LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE ZAPORIJIA, EN UKRAINE, À LA PRESSE INTERNATIONALE ET AUX MÉDIAS LORS DE SON POINT DE PRESSE. AIEA VIENNE, AUTRICHE. 4 MARS 2022. PHOTO : DEAN CALMA / IAEA

sonnel d'exploitation doit être en mesure de remplir ses fonctions de sécurité tout en conservant la capacité de prendre des décisions sans pression indue ».

> **Le 26 mars, l**a situation s'aggrave encore lorsque la ville de Slavutych, où vit le personnel travaillant sur le site de Tchernobyl, tombe aux mains des Russes. Là encore, il est impossible de prévoir si et quand une nouvelle rotation du personnel sera possible.

> **Le 30 mars**, des sources ukrainiennes ont rapporté que les actions de l'armée russe pourraient entraîner l'explosion de munitions et d'obus et par conséquent endommager le sarcophage recouvrant l'unité 4. En fait, l'armée de Poutine utilise la zone pour augmenter le stockage de munitions et installer des postes de commandement, sachant que les forces armées ukrainiennes ne doivent pas mener d'actions guerrières dans cette zone.

> **Le 31 mars**, Energoatom lance un nouvel avertissement : *« Les troupes russes ont été exposées aux radiations dans la zone d'exclusion de Tchernobyl ».* La nouvelle se répand en rapport avec le transfert de sept bus avec des soldats russes souffrant du syndrome de radiation aiguë vers un hôpital en Biélorussie, dans la ville de Gomel. C'est la conséquence du non-respect des mesures de précaution par les soldats russes qui se sont déplacés dans la zone sans respecter les règles et procédures de protection prescrites (changement de chaussures ou de vêtements, fermeture soigneuse des portes, etc.) pour éviter la contamination. Nous savons que tous ces rapports doivent être vérifiés par des sources tierces, mais nous ne serions pas surpris de découvrir que les services en question ne savaient pas qu'ils se trouvaient dans une zone contaminée. Une hypothèse qui serait confirmée par une communication ultérieure de l'Agence internationale de l'énergie atomique après examen de certaines vidéos, publiées par l'Agence d'État ukrainienne pour la gestion de la zone d'exclusion, qui montreraient des tranchées creusées par les troupes russes à l'intérieur même de la zone interdite de Tchernobyl. Ce qui est certain, c'est que les stations de mesure situées dans la zone d'exclusion avaient, quelques jours auparavant, détecté une augmentation des niveaux de radioactivité suite au passage de colonnes de véhicules motorisés ; cette augmentation était, bien sûr, liée au soulèvement de grandes quantités de poussière.

> **Le 1er avril**, C'est peut-être une coïncidence, mais la nouvelle est tombée : *« Les forces russes abandonnent le site »*. Un fait confir mé plus tard par des responsables russes qui avaient rencontré le directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi, à Kaliningrad. Malgré le retrait des militaires de Moscou, dans les jours qui suivent, des difficultés subsistent en ce qui concerne la rotation du personnel sur le site. Il s'agit de travailleurs qui devaient être transportés vers et depuis la centrale nucléaire par bateau, sur la rivière Pripyat. Energoatom affirme que le transport fluvial est le seul moyen pour les habitants de la ville de Slavutych de se rendre sur le site.

De Tchernobyl à Zaporizhzhia

Les centrales nucléaires ukrainiennes et la guerre

> Les 26 et 27 avril, les experts de la sûreté nucléaire, de la sécurité et des garanties de l'AIEA sont également à l'œuvre à la centrale nucléaire de Tchernobyl, où ils ont livré des équipements, effectué des évaluations radiologiques en vue de la restauration complète des systèmes de surveillance, des garanties qui n'atteindront le stade de la transmission directe des données au siège de l'AIEA qu'en mai.

Ce « journal » des événements survenus à la centrale de Tchernobyl n'est que le « hors-d'œuvre » de ce qui se passe dans le secteur nucléaire civil depuis le début du conflit ; il suffit de déplacer son regard vers une autre centrale, celle de Zaporijia, pour comprendre quels risques sont réellement pris.

Zaporijia, Ukraine du Sud, Rivne et Khmelnytskyi sont les quatre centrales nucléaires actuellement en service en Ukraine, avec un total de 15 réacteurs fournissant la moitié des besoins en électricité du pays. Toutes sont exploitées par Energoatom.

La centrale de Zaporijia, construite entre 1984 et 1995, est la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Occupant une zone près de la rivière Dnipro, à proximité de la ville d'Enerhodar, la centrale abrite six unités, qui étaient toutes en service jusqu'au début de la guerre. Chaque unité est équipée d'un réacteur WWER-1000 refroidi par eau. Leur puissance électrique totale est de 6 000 MW.

> Dans la nuit du 3 au 4 mars, la centrale nucléaire de Zaporijia a été touchée par des affrontements entre les armées russe et ukrainienne. Immédiatement après l'attaque, un incendie s'est déclaré, qui heureusement n'a pas touché les structures essentielles ni les réacteurs, mais seulement les bâtiments secondaires. Depuis lors, les situations à haut risque se sont succédé. Rappelons-en quelques-unes.

Bien qu'aucun rejet de radioactivité n'ait été détecté, les conditions d'exploitation de la centrale de Zaporijia ont rapidement changé depuis l'occupation. L'unité 1 est hors service en raison des dommages subis par les bâtiments auxiliaires, les unités 2 et 3 sont déconnectées du réseau électrique et en situation d'arrêt à froid, l'unité 4 fonctionne à une puissance de 690 MW et les unités 5 et 6 sont en état d'arrêt à froid. La ligne téléphonique du site est en panne et la transmission des données par le système automatisé de surveillance des radiations de la centrale ne fonctionne pas. Le personnel d'exploitation poursuit son travail sur les centrales, bien qu'une rotation régulière du personnel ne soit pas possible. Des tentatives sont faites pour réparer les deux lignes électriques défectueuses, mais les hostilités dans la région ne facilitent pas ces opérations. Des efforts sont également déployés pour débarrasser le site des obus non explosés qui pourraient présenter un risque pour la sécurité des réacteurs. Lorsque la première équipe est autorisée pour un groupe d'environ 210 travailleurs, deux semaines se sont écoulées. Onze techniciens de l'opérateur russe Rosatom sont présents sur le site, mais la centrale est toujours gérée par du personnel interne sous surveillance militaire.

> Le 16 mars, les réseaux électriques de l'Ukraine et de la Moldavie sont connectés à ceux de l'Union européenne : l'annonce est faite par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyden. Depuis qu'il avait été déconnecté du réseau électrique russe, le réseau ukrainien était isolé et donc exposé à des risques de coupure.

La période qui a suivi a été marquée par une succession continue d'interruptions des lignes électriques desservant la centrale et d'interventions pour rétablir l'indispensable connexion au réseau, avec les ajustements conséquents et répétés des niveaux de puissance des réacteurs encore en fonctionnement. Autant de conditions qui rendent précaire le fonctionnement de la centrale.

> Le 9 juin, Grossi déclare : *« La situation actuelle est insoutenable [...] chaque jour de retard dans les travaux d'entretien courant, chaque jour d'interruption de la chaîne d'approvisionnement et de livraison des équipements essentiels, chaque jour où la capacité de décision du personnel qui gère la centrale est compromise, alimente le risque d'un accident grave ».*

> 26 juin. la guerre continue, risquant d'impliquer directement les installations nucléaires après qu'un missile soit passé au-dessus de Zaporijia, un autre traverse le ciel de la centrale d'Ukraine du Sud. Le directeur général Grossi exprime à nouveau sa grande inquiétude quant aux risques potentiels pour les installations nucléaires au cas où un missile échapperait à tout contrôle ou serait perdu... (ceci semble expliquer le survol menaçant des missiles dans le ciel des centrales nucléaires).

> 29 juin. L'AIEA annonce qu'elle a de nouveau perdu la connexion à distance aux systèmes de surveillance des dispositifs de sécurité installés à la centrale de Zaporijia.

> 4 juillet. L'AIEA et l'exploitant ukrainien annoncent qu'ils ont rétabli la télétransmission des données de sécurité de la centrale après une interruption d'une semaine.

> 5 août. L'autorité compétente ukrainienne informe que, selon un rapport verbal reçu du contremaître de la centrale, plusieurs explosions se sont produites près du tableau de distribution de la ligne électrique externe à la suite d'un bombardement. Ces explosions ont provoqué l'arrêt d'un transformateur dédié à l'alimentation électrique de base et de deux transformateurs de secours, à la suite de quoi le système de protection d'urgence de l'unité touchée a été activé dans la centrale, les générateurs diesel ayant été mis en service pour assurer l'alimentation électrique de l'unité.

Une autre déclaration du directeur de l'AIEA date du 6 août : *« Une action militaire mettant en danger la sûreté et la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia est totalement inacceptable*

et doit être évitée à tout prix. Toute puissance de feu militaire dirigée vers ou depuis l'installation reviendrait à jouer avec le feu, avec des conséquences potentiellement catastrophiques ».

> 8 août. Moscou et Kiev s'accusent mutuellement d'avoir bombardé la centrale nucléaire de Zaporijia. Les deux parties nient toute responsabilité.... comme si ce n'était pas elles qui s'affrontaient.

> 9 août. Dans une déclaration, l'AIEA note que les bombardements du vendredi et du samedi précédents ont en fait violé les sept « piliers » de la sûreté nucléaire.

Quels sont ces « piliers » sur lesquels doit reposer la sécurité des installations nucléaires ?

Tout d'abord, Grossi a mis en évidence les trois fonctions principales qui doivent être garanties : le confinement, le contrôle et le refroidissement. Celles-ci sont réalisées par :

1. L'intégrité physique des installations, qu'il s'agisse des réacteurs, des piscines de refroidissement du « combustible » nucléaire ou des dépôts de déchets radioactifs, doit être maintenue.
2. Tous les systèmes et équipements de sûreté et de sécurité doivent être pleinement fonctionnels à tout moment.
3. Le personnel d'exploitation doit être en mesure de remplir ses obligations en matière de sûreté et de sécurité et avoir la capacité de prendre des décisions sans pression indue.
4. Il doit y avoir une alimentation électrique hors site sécurisée du réseau à tous les sites nucléaires.
5. Il doit y avoir des chaînes d'approvisionnement logistiques et un transport ininterrompu vers et depuis les sites.
6. Il doit y avoir des systèmes efficaces de surveillance des radiations sur site et hors site et des mesures de prévention et de réponse aux urgences.
7. Enfin, il doit y avoir une communication fiable avec l'autorité de gestion et les autres personnes de contact.

Il est clair que, comme décrit ci-dessus, nous pouvons nous estimer heureux que jusqu'à présent l'irréparable ne se soit pas produit.

Malgré tous les appels, les tentatives de médiation, les alarmes tirées à plusieurs reprises, les combats et les opérations de guerre se sont poursuivis tout au long du mois d'août, la seule lueur d'espoir positive s'est ouverte du 30 août au 2 septembre avec l'entrée des techniciens de l'AIEA à Zaporijia.

"L'intégrité physique de la centrale a été violée à plusieurs reprises », déclare Grossi. L'inspection a duré deux heures, mais il était important pour les inspecteurs de l'ONU de mettre le pied dans la porte et d'essayer de ne plus en sortir.

La meilleure action pour garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires ukrainiennes et des populations potentiellement touchées par une catastrophe nucléaire (car utiliser le terme « accident » dans ce contexte est totalement inapproprié) serait d'arrêter immédiatement ce conflit armé. Du comportement irresponsable des forces armées et de ceux qui les commandent, des déclarations partisanes qui n'ont pour seul but que de nier leur propre responsabilité en la rejetant toujours et, dans tous les cas, sur « l'ennemi », de la folie nationaliste alimentée pour « garantir les ressources humaines » à envoyer au front, on ne peut rien attendre de bon... après tout, selon l'éthique militariste, « La guerre c'est la guerre ».

Les politiques de ceux qui ont choisi le territoire ukrainien comme champ de bataille pour réguler leurs sphères d'influence économico-militaires ne tiennent pas compte de la souffrance, de la destruction, de la misère, du deuil que leurs choix provoquent, et s'inquiètent encore moins de la possibilité d'un « nouveau Tchernobyl ».

Dans ce « risque », une catastrophe nucléaire est probablement considérée comme un effet secondaire, d'autant plus que nous nous référons à des puissances qui disposent d'ogives atomiques capables de détruire plusieurs fois la planète entière. Il est encore plus décourageant de devoir assister aux tentatives de ceux qui, face à une nouvelle preuve du danger intrinsèque d'une centrale nucléaire, non seulement en temps de « paix », mais encore plus en temps de guerre, profitent de la crise énergétique pour reproposer l'option nucléaire, la comptant parmi les énergies alternatives, fantasmant sur les centrales de quatrième génération comme s'il s'agissait de technologies capables de surmonter tous les problèmes liés à l'exploitation de l'énergie atomique et prêtes à être utilisées à l'échelle industrielle.

Au moment où j'écris ces dernières lignes, des nouvelles circulent sur le sabotage des pipelines sous-marins de Nordstream 1 et 2. Pendant que les États-Unis et la Russie s'accusent mutuellement, les spéculateurs sur les marchés internationaux provoquent une nouvelle hausse du prix du gaz. Aucun autre commentaire n'est nécessaire.

MarTa

***Umanità Nova* - 19 octobre 2022 - Éditorial Web**

1. Le système unifié d'échange d'informations en cas d'incidents et d'urgences de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est un site Web de l'AIEA qui fournit les points de contact des États membres pour une notification et une assistance rapides, pour l'échange d'informations urgentes lors d'accidents et d'urgences nucléaires ou radiologiques, quelle que soit leur cause.

2. En 2011, l'accident de la centrale de Fukushima a été classé au même niveau de l'échelle INES

3. Energoatom est l'entreprise publique ukrainienne chargée de l'exploitation des quatre centrales nucléaires actives sur le territoire du pays, ainsi que du démantèlement des trois réacteurs survivants de l'exploitation de la centrale de Tchernobyl, qui doit s'achever en 2065.

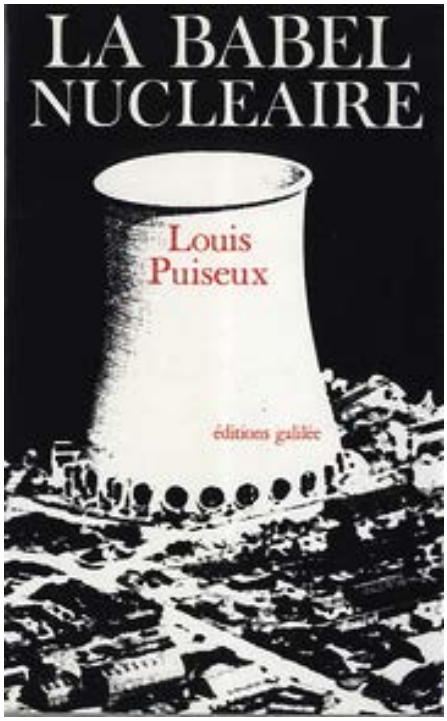
Regard noir d'un ancien technicien EDF sur le nucléaire et son monde…

En 1974, en entrant à EDF au service entretien électrique du SEPTEN (la direction du parc nucléaire), j'avais conscience du danger nucléaire naissant lié au productivisme et à la sur-industrialisation. J'ai alors découvert la propagande de l'État et le rôle des syndicats pour défendre le nucléaire. Suite à mes prises de position antinucléaires, j'ai été interdit d'accès à mon lieu de travail et transféré à l'entretien des postes sur Paris.

ADOBESTOCK

« L'État implique l'existence d'un pouvoir au-dessus de la société, et la concentration des fonctions de la vie entre les mains de quelques-uns. »

Kropotkine



En effet, la Direction générale laissait le Parti communiste français organiser des cellules dans l'entreprise car il participait à l'argumentaire nationaliste dans la suite de la collaboration avec de Gaulle issue de l'après-guerre. Le rôle de la CGT (alors complètement inféodée au PCF) n'était donc pas d'organiser et de défendre les travailleurs, mais de les conditionner pour accepter le mensonge nucléaire. « *Le nucléaire, c'est l'indépendance nationale* »! Mensonge, car les brevets devaient être remboursés à Westinghouse! De plus, l'uranium était, et est toujours, extrait en Afrique et dans les pays de l'Est, gouvernés par des **di**ctatures…

Joue le jeu ou alors!…

S'opposer au nucléaire, cela signifie être marginalisé, « cracher dans la soupe », être sanctionné avec l'accord « du » syndicat… C'est refuser une économie productiviste, les grands projets inutiles des Vinci, Bouygues et l'exploitation des sous-traitants et des sans-papiers qui n'ont pas droit au suivi médical des agents EDF. Une des raisons pour expliquer le silence des agents EDF du nucléaire sur les problèmes des centrales, c'est que leur salaire est au moins le double de celui des agents de la distribution. Ils les appellent d'ailleurs couramment « l*es petits hommes en bleu* »!

Dans mon atelier, il y avait 1 200 personnes, titulaires d'un CAP électricien. J'y ai rencontré J.L. Morand, devenu la bête noire de la Direction et de la CGT, car militant antinucléaire. La CGT a essayé d'empêcher sa titularisation, ainsi que la mienne. Les menaces physiques étaient fréquentes… Il a quitté l'entreprise, je restais seul…

La direction faisait des réunions pour faire de nous « l*es ambassadeurs du nucléaire à l'extérieur de l'entreprise* » auprès de la famille et des amis. J'ai refusé d'y participer.

Par la suite, j'ai rencontré L. Puiseux, un ingénieur qui devait et était supposé entrer à la Direction générale d'EDF. Il m'a expliqué que le monde nucléaire était une mafia, porteuse de grands dangers sociaux. Il a été mis à pied, interdit de contacts avec les ingénieurs, calomnié par la CGT. Puis il a démissionné. Il a écrit *La Babel nucléaire*[1] pour en dénoncer l'autoritarisme.

Cocoricons !

L'argument de l'indépendance nationale est absurde : Framatome, puis Areva devenue Orano s'inscrivent dans la pure tradition colonialiste. En Afrique, les mineurs qui travaillent pour eux ont une espérance de vie de 50 ans, et ne bénéficient d'aucun hôpital pour eux et leurs familles, ni d'école pour leurs enfants en échange de leur travail payé un salaire de misère et dans des conditions indignes...

Pour la CGT, toujours liée au PC, c'était « *les soviets plus l'électricité* » ! Il fallait produire et faire croire que l'énergie était française. C'était la grande époque des fleurons français, le France, le Concorde... L'ultranationalisme contre la lutte des classes !

C'était la croyance en une énergie abondante, peu chère, pour des villes immenses avec grands ensembles chauffés à l'électricité mais sans isolation, des centres commerciaux éclairés la nuit... Pendant les grèves, pour la CGT, pas question de toucher à l'outil de travail ! En 1968, la CGT refusa de couper par peur de bloquer le pays, ce qui aurait pu conduire à une grève insurrectionnelle.

Enorme Déficit Futur

Actuellement, les prix de l'électricité augmentent malgré les 58 réacteurs ! Face aux mensonges de Jancovici sur le nucléaire décarboné, on constate que le nucléaire est le deuxième plus gros consommateur d'eau : 50 mètres cubes par seconde ! Il participe aussi au réchauffement de l'eau.

De plus, il faut d'énormes centrales à béton pour les construire, ainsi que de grosses quantités de métaux, bonjour le bilan carbone !

Il y a les lourds échecs de l'EPR de Flamanville après celui de Superphénix. En 2016, le coût du démantèlement était estimé (plutôt sous-estimé) à 60 milliards (26 pour la déconstruction, 29 pour les déchets et 4 pour les cœurs). Aujourd'hui, c'est le déficit d'EDF qui dépasse les 60 milliards ! Donc, pour financer les *« petits EPR »*, il est prévu de ponctionner les livrets A, et de se servir des 18 milliards économisés sur le dos des retraités.

Pour conclure, le nucléaire représente au niveau mondial 2 % de l'énergie consommée. Selon Jancovici, si une explosion se produisait à Bure là où on veut stocker les déchets, ce serait comme une bombe, mais sous terre, donc sans gravité ! Le problème, c'est que Bure se trouve sur une des plus grandes nappes phréatiques d'Europe !

On ne sait pas retraiter les déchets. Le carénage coûte des milliards pour tenter d'allonger la durée de vie des centrales de 30 à 70 ans. L'uranium 235 se raréfie...

Sur le plan politique, le même Jancovici cite la Russie et la Chine comme seuls pays menant une bonne politique énergétique car il faut un système autoritaire pour maintenir le nucléaire. C'est vrai, c'est une énergie impossible à autogérer, qui a été imposée à la société, et qui restera un lourd héritage, et un problème de plus à régler pour les générations à venir... Il faudra obligatoirement sortir du capitalisme et du productivisme pour y mettre un terme.

Patrick
Dieppe

1. *La Babel nucléaire*, Louis Puiseux. Éditions Galilée. 1977

Des électrovores… Les jumelles insoupçonnées

Réjouissons-nous ! Car, de même que (voir l'article *Les écolos doivent-ils briller…*) les centrales nucléaires, selon de sages réalistes, nous permettront de passer sans douleur de la croissance à la décroissance, les voitures électriques nous permettront selon de moins sages rêveurs (et selon de très froids calculateurs) de continuer à rouler, mais sans polluer. Bénédiction pour les citadins aux poumons encalaminés par les particules, les façades urbaines noircies, les villes accablées de carbone. Mais, mais, mais…

La voiture électrique consomme, ô surprise, de l'électricité. Une énergie produite en France par les centrales nucléaires, ces amies de l'humanité, de la liberté et de la sécurité. En Pologne, en Inde, en Russie, etc. par les centrales au charbon, ces amies des poumons (notez la rime). Dans bien d'autres pays, par les centrales à pétrole, l'énergie garantie sans cholestérol (le choix de la rime était difficile). Du point de vue de l'atmosphère urbaine, la voiture électrique est un progrès, du point de vue de l'atmosphère tout court. Ça se discute.

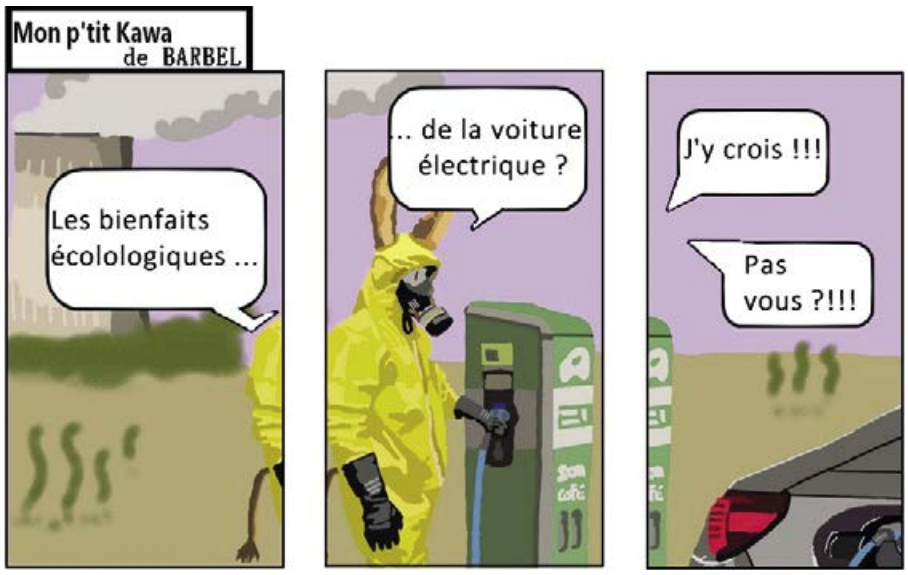
Sans compter l'insidieuse pollution engendrée par les pneus et les freins. La plaquette de frein s'use. Et grâce aux freinages, démarrages, et virages (la rime était tentante), un pneu[1] perd en moyenne quatre kilos de matière pendant son usage : on ignore quel pourcentage va directement dans nos poumons, mais on sait que le reste se retrouve dans les océans, où une autre partie est absorbée par la chaîne alimentaire… dont nous sommes l'élément final. Les voitures électriques roulent sur les mêmes pneus, avec les mêmes plaquettes de frein que les thermiques.

La voiture électrique reste une voiture. Donc un objet létal. Car chaque année dans le monde, en gros un million trois cent mille personnes meurent dans un accident de la route. Cependant que 50 millions de personnes y survivent, mais blessées, souvent à vie, faisant, car il faut bien que tout le monde vive, la joie des fabricants de chaises roulantes. On ne voit pas ce que la voiture électrique va changer à cette situation discutable. D'autant que depuis, les terroristes djihadistes ont compris qu'une voiture tue facilement, on lit régulièrement que dans tel ou tel pays, tel ou tel malade mental a délibérément foncé dans une foule.

> **« La voiture électrique, objet de grande taille, s'avère en général difficile à faire entrer dans l'ascenseur et à garer dans la chambre d'amis, ou même dans la salle à manger. »**

Ivan Illich[2], dans *Énergie et équité*, s'est livré à un célèbre calcul : *« L'Américain moyen consacre plus de mille six cents heures par an à sa voiture…, qu'il l'utilise ou qu'il gagne les moyens de le faire…, pour parcourir dix mille kilomètres [par an] ; cela représente à peine 6 kilomètres à l'heure. »*

Citons l'un de ses épigones, J.P. Dupuy : *« On estime toutes les dépenses annuelles liées à la possession et à l'usage d'une automobile… Ces dépenses sont converties en temps, en les divisant par le revenu horaire : ce temps est donc le temps qu'il faut passer à travailler pour obtenir les ressources nécessaires à l'acquisition et à l'utilisation de sa voiture. On l'additionne au temps passé effectivement à se déplacer. Ce dernier est estimé à partir du kilométrage annuel moyen, de la répartition de celui-ci en types de déplacements…, du croisement de cette répartition avec une répartition selon des types de vitesses […] et d'une estimation de ces vitesses. On ajoute enfin pour mémoire les autres temps liés à l'utilisation de la voiture : temps passé personnellement à l'entretien, temps perdu dans les bouchons, temps passé à l'achat d'essence et d'accessoires divers, temps passé à l'hôpital, temps perdu dans des incidents, etc. Le temps*



ADOBESTOCK

des masses mal savonnées d'outre-Porte d'Ivry. Et ce, sans pourtant négliger la charité : chacun peut constater que sous les passerelles et les échangeurs, les pauvres dorment comme des loirs, à l'abri qu'ils sont de la pluie. Quelle chance donc pour nos frères malchanceux que la voiture électrique ne change strictement rien à la civilisation autoroutière !

Nestor Potkine
qui ne plie le genou que pour une seule reine, la petite.

global ainsi obtenu, mis en rapport avec le kilométrage annuel, permet d'obtenir la vitesse généralisée cherchée. »

« Avant, on agrandissait les pantalons, la voiture favorisant l'obésité. Maintenant, que de sveltesse pour les Poulidor des métropoles ! »

Depuis, on a contesté, testé, raffiné ces calculs, on les a adossés à nombre de considérations pratiques, sanitaires et esthétiques. Le résultat ? Paradoxalement, si on laisse les voitures urbaines dépasser les 30 km/h… la bicyclette est préférable ! Les cyclistes urbains anciens conducteurs constatent de toute façon que leur budget-vélo ne revient pas même au dixième d'un budget-voiture. Moins encore s'ils réparent et entretiennent eux-mêmes leur bicyclette. Un métier, cependant, maudit la bicyclette : les tailleurs. Avant, on agrandissait les pantalons, la voiture favorisant l'obésité. Maintenant, que de sveltesse pour les Poulidor des métropoles !

La voiture électrique, objet de grande taille, s'avère en général difficile à faire entrer dans l'ascenseur et à garer dans la chambre d'amis, ou même dans la salle à manger. La voiture électrique urbaine et péri-urbaine persiste donc à réclamer la création de ces berceaux de charme et de convivialité que sont les parkings souterrains. Notons toutefois, par équité, que les parkings à l'air libre ne semblent pas utiliser beaucoup mieux l'espace, ni favoriser plus la sociabilité humaine.

En revanche, on ne saurait trop louer la capacité des voitures, donc des voitures électriques, à tracer et maintenir des limites utiles. À Paris, le périphérique protège très bien les gens comme il faut

Cet article a bénéficié de conversations avec le Collectif Passerelle[3]

1. https://www.slate.fr/story/192750/pneus-voiture-plaquette-frein-plastique-microparticules-pollution-oceans
2. https://books.openedition.org/pur/50874? lang=fr
3. Lu sur le site passerelle.ouvaton.org : Le Collectif Passerelle se donne pour objectif de mieux comprendre et de faire connaître les liens entre recherche scientifique, impératifs écologiques, conséquences des choix technologiques, et action politique.

Irradiation

Toute cette eau dans l'air et l'odeur du sous-bois,
Tant de mousse et d'humus sous d'obliques lumières
Font du monde une fée aux saveurs familières,
Une immensité calme, offerte, sans abois.
Dédales verticaux où s'égarent les vents,
Agitant, hors d'écho, sylvestre cathédrale,
La frondaison voûtée affaissant en spirale
Son intrados viride en orémus fervents.
Un silence excessif, béant, pose son ombre
Sur l'humide clarté d'où palpite sans nombre
Le nucléide étrange au pouvoir ténébreux.
Dans les frelons tendus en nuage invisible
Passe un vieux paysan qui glane un bois fibreux
Comme si, comme ici, tout semble si paisible…

Christophe Salus

Le Comité Stop Nogent

Hommage à tous ceux qui y ont contribué, les plus obscurs comme les plus célèbres

Tout d'abord, je tiens à remercier Le Monde libertaire pour m'avoir demandé de rendre hommage au Comité Stop Nogent et pour son soutien à celui-ci. Malheureusement, si je suis bien un ancien adhérent du Comité Stop Nogent, je n'y suis arrivé que durant sa dernière période. Auparavant, j'ai lutté contre le nucléaire en tant qu'individu (Malville en 1977), puis en tant que membre de l'Association Contre le Nucléaire et son Monde (de 1987 à 2000), mais ce n'est qu'en 1998 que j'ai décidé de rejoindre le Comité Stop Nogent, après avoir discuté avec Roger Belbeoch - que je connaissais depuis 1993 - au Carnet 1 où existait un projet de construction de centrale. Je distinguerai trois périodes dans l'histoire du CSN, et, pour les deux premières, je m'appuierai sur un entretien radiophonique d'une ancienne adhérente fait par Gianni de Fréquence Paris Plurielle.

1. La constitution du Comité Stop Nogent : 1987-1997

Le Comité Stop Nogent s'est constitué lorsque le mouvement antinucléaire était en déclin en France. Sa création, en 1987, est le résultat d'une rencontre entre deux événements : l'accident de Tchernobyl en 1986 et la mise en service de la centrale de Nogent sur Seine en 1988.

A l'origine, on trouve une trentaine de personnes de diverses origines, de l'ancien Can 11e (comité antinucléaire du 11e arrondissement de Paris), 4 personnes en tout dont Sylvie Zerner-Diallo[2], des gens qui étaient passés par le Can 11e et s'en était séparés et d'autres qui s'en étaient fait exclure, des membres des Amis de la terre, des anti-chasse, Claude Boyer pour les autoréducteurs associés, des Verts, des individuels...

Une autre différence avec le reste du mouvement c'est son ancrage, dès le départ, dans la lutte contre TOUT le nucléaire, et pas seulement contre une centrale nucléaire en particulier. Il faut dire que le fait de se trouver à Paris, à 80 km d'un réacteur qui était déjà construit, incitait à s'opposer plus au nucléaire en général qu'à une centrale locale, comme c'était souvent le cas pour les autres collectifs.

Le CSN était au départ très hétérogène, il comptait tout ce qui existait à l'époque d'antinucléaires comme le PSU, les libertaires, les Verts, etc... Beaucoup de conflits et beaucoup de départs à cause de cela, et les décisions se prenaient lorsque personne n'était en désaccord.

Comme exemple de débat, citons celui sur l'expertise et la contre-expertise. Le 20 septembre 1987, le Comité décidait d'organiser une campagne de prélèvements d'échantillons et d'analyses afin que le public puisse disposer de données sur la situation radio-écologique aux environs de Nogent, informations nécessaires pour suivre l'évolution ultérieure de la contamination. Cette opération a bénéficié des conseils du Pr Christian Souchon (qui enseignait l'écologie à l'Université de Paris VII), du savoir-faire de la CRIIRAD pour les analyses, de l'aide d'associations et de particuliers domiciliés dans la région.

Or, fin 1988-début 1989, la CRIIRAD a décelé du Césium 137 dans des algues à la sortie de la centrale.

Au-delà de la dangerosité du nucléaire, la question qui se posa fut de savoir si le CSN ne risquait pas de tomber dans le piège de la contre-expertise, ce qui aurait pu rendre le nucléaire plus rassurant car « *grâce au CSN on pouvait enfin être prévenu et, espérons-le, à temps* »! Il existe un excellent texte intitulé « *Contre-experts contre experts* » de Roger Belbeoch[3], daté de janvier 1990, où il décèle l'arrivée d'un jeu pervers de récupération du mouvement antinucléaire dans ce ballet entre experts et contre-experts, ce qui devait finalement arriver avec les CLI[4]. Des commissions que le CSN a toujours refusé de rejoindre.

2. 1997 : la création du RSDN 5 et le refus du Comité Stop Nogent d'y adhérer

A l'origine du mouvement antinucléaire, la question de savoir par quoi remplacer le nucléaire ne se posait pas. Mais, peu à peu, sont apparus des scénarios de « sortie », le projet *Alter Breton*, rédigé en 1979 par le PSU Bretagne, sera rejoint par d'autres scénarios, mais tous prévoyaient une sortie progressive : 5 ans, 10 ans, 15 ans, etc... Alors que la première raison pour laquelle on s'oppose au nucléaire c'est son danger, le Comité Stop Nogent ne pouvait pas admettre qu'on tergiverse pour l'arrêter : l'arrêt ne pouvait qu'être immédiat. C'est pour cette principale raison que le Comité Stop Nogent a toujours refusé de rejoindre le RSDN qui soutenait une « sortie » aux calendes grecques.

Mais avec l'arrêt immédiat, deux questions se posaient.

Soit on voulait maintenir le niveau de production et donc de consommation atteint au moment de la décision d'arrêt, sous-entendant qu'on ne changeait pas de système, car attendre la révolution aurait pu entraîner un maintien de la catastrophe nucléaire plus longtemps.

Soit on en acceptait une réduction du niveau de production, ce qui signifiait une remise en question du système et de la culture de la croissance, et l'adoption de la décroissance avec la restructuration de la société autour de la sobriété énergétique en particulier.

Le premier scénario demeurait possible en 1997, car il existait encore 14 centrales au charbon. Mais peu à peu, sous les pressions européennes, elles furent quasiment toutes fermées, et il n'en reste plus que deux aujourd'hui. Ce scénario impliquait qu'on prenne tout ce qu'on trouverait au moment de la décision, du fossile, du renouvelable. Bien entendu, il ne s'agissait pas de soutenir le fossile contre le nucléaire, mais de constater que le nucléaire étant marginal dans la consom-

mation finale d'énergie dans le monde (2%), peu importait par quoi le remplacer car la cause des gaz à effet de serre se trouvait dans la culture productiviste, consumériste plus que dans le fossile.

Le deuxième scénario devient plus crédible aujourd'hui - voire le seul scénario possible - avec la cri se climatique qui s'accélère et se télescope avec l'arrêt du nucléaire, il est devenu de plus en plus évident que la poursuite de la société industrielle n'est plus possible.

Rajoutons une critique relative à l'idée que le nucléaire c'était « pour rapporter du fric ». Or, le nucléaire n'est pas rentable, c'est pour cela qu'il a fallu passer des lois pour exonérer de responsabilité les opérateurs (et l'État) en cas d'accident (reconnu dès le début de l'aventure du nucléaire civil), sinon ils n'investissaient pas... Bref, en France, le nucléaire c'est l'État d'abord, et les copains ensuite... EDF a souvent eu des dettes colossales et, sans l'État, cette entreprise n'aurait pas pu survivre, exit le marché...

3. La fin du Comité Stop Nogent : 1997-2011

Et me voici, participant à un nombre important de réunions du CSN durant ces années sombres. Chaque année, on retrouvait de moins en moins de personnes, soit parce qu'ils partaient quittant Nogent-sur-Seine, soit parce qu'ils mourraient comme le regretté Claude Boyer.

Ces années ont été émaillées de luttes, autant contre le nucléaire que de critiques contre le RSDN considéré comme le « *responsable de la défaite du mouvement antinucléaire* ». Responsable à cause de ses scénarios débiles de sortie du nucléaire renvoyé aux calendes grecques et qui reviennent à rendre le nucléaire inoffensif. Responsable à cause de son statut d'ONG avec ses salariés qui seront bientôt 17 et mobiliseront jusqu'à 70% des dons des donateurs, à cause de sa stratégie « spectaculaire » : « *EPR non merci* » écrit sur les fesses de manifestants devant Flamanville par exemple.

Admettons cependant que cette transformation d'un mouvement en ONG fut autant le résultat de personnalités que la conséquence de la démobilisation générale. Le Comité Stop Nogent a participé à la création d'un autre « Réseau » qui comptera jusqu'à six collectifs à ses débuts, dont Stop-Golfech et Stop-Civaux. En 2002, la lassitude vient à bout de ce réseau dont les animateurs principaux étaient Roger et Bella Belbeoch, Claude Boyer (décédé en 2006. et le couple Henri et Frédérique Octor. Les Belbeoch insistaient pour dire qu'il n'y a pas de seuil de dangerosité du nucléaire, que toute dose peut être nocive et que la fixation d'un seuil n'était que le résultat d'un arbitrage autour d'un nombre de décès « acceptables ». Ou bien la stupidité de la diabolisation du fossile quand le nucléaire est si marginal dans le monde... On trouve aussi d'excellents articles de Claude Boyer sur la question climatique qui tend à prendre le dessus sur la lutte antinucléaire à cette époque... Tout cela disponible sur le site https://www.dissident-media.org/infonucleaire/

Au fil des années, Roger Belbeoch était très découragé, et le Comité Stop Nogent a pris fin avec son décès en décembre 2011. Les derniers rescapés de ces luttes n'ont pas été encouragés à reprendre le flambeau, et certains s'y sont même opposés. À mon grand regret...

Jean Luc Pasquinet

Membre du Comité Stop Nogent de 1997 à 2011, auparavant membre de l'ACNM (Association contre le nucléaire et son monde) de 1989 à 2000, actif dans le mouvement de la décroissance depuis 2005, actuellement membre de Stop Nucléaire 56 et de Arrêt du Nucléaire. Auteur de *Le Bluff du nucléaire*, le prétexte du climat, 2020 et *Relocaliser, pour une société démocratique et antiproductiviste*, 2016

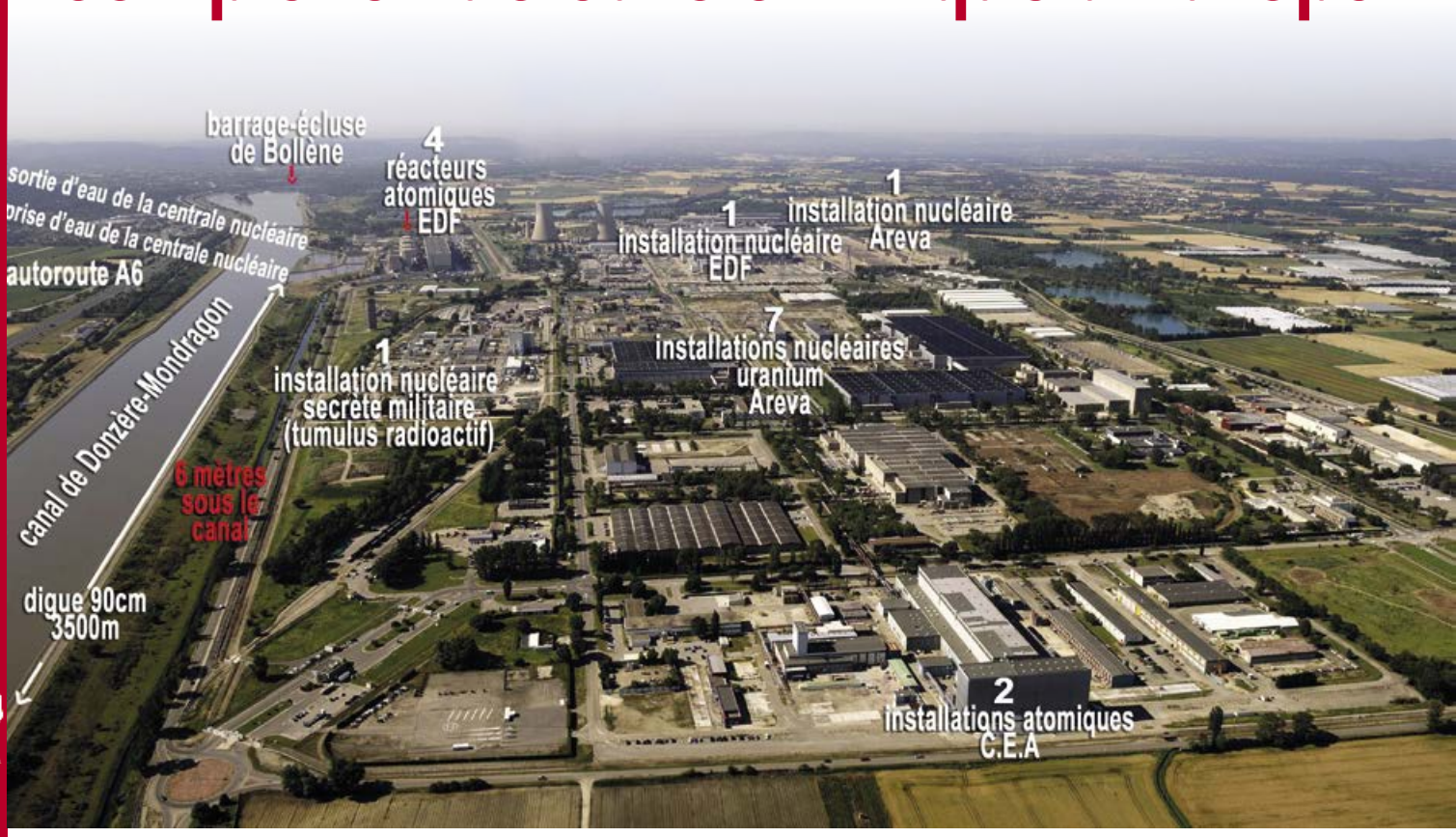
1. Projet d'implantation sur la rive gauche de l'estuaire de la Loire, en aval de Nantes. Lancé à partir de 1974, et abandonné en 1997.

2. Je dois ces informations à Sylvie Diallo. Je l'en remercie.

3. https://cras31.info/IMG/pdf/belbeoch_sur_contre_experts_nov_89.pdf

4. Commission Locale d'Information : un organisme "indépendant" dont l'objectif est d'informer la population sur l'actualité des sites industriels. La CLI compte une cinquantaine de membres nommés par le

Tricastin : au cœur du plus grand complexe nucléaro-chimique d'Europe



Le complexe atomique du Tricastin en Drôme-Vaucluse, le plus étendu d'Europe et la plus importante concentration d'industries nucléaires et de chimie nucléaire de France, déploie sur plus de 650 hectares les activités mortelles de 17 INB[1]. Situé sur une zone sismique et inondable, le site y regroupe les bras armés de la chaîne de la destruction atomique artificielle tricolore, tant civile que militaire : Commissariat à l'Énergie Atomique, Orano-Areva, EDF.

Situé dans basse vallée du Rhône, le site atomique militaro-civil du Tricastin constitue l'une des quatre implantations de ce qu'on nomme le « quadrilatère de la mort » avec les sites de Cruas (4 INB d'EDF) au nord-ouest en Ardèche, Marcoule (10 INB du CEA, Orano-Areva) au sud-ouest dans le Gard, et Cadarache (19 INB du CEA, Orano-Areva) au sud-est dans les Bouches du Rhône.

Implanté entre Valence (70 km) et Avignon (65 km) sur la rive droite du canal Donzère-Mondragon, dérivation du Rhône où les installations pompent l'eau indispensable à leur fonctionnement et rejettent leurs radioactivité, Tricastin menace en permanence près 2 millions d'habitants dans un rayon de 80 km. Bien plus en fait, car si l'on tient compte du mistral qui souffle fréquemment en vallée du Rhône, ce sont toutes les populations jusqu'à Marseille et Aix qui sont touchées, soit plus de 4 millions d'habitants.

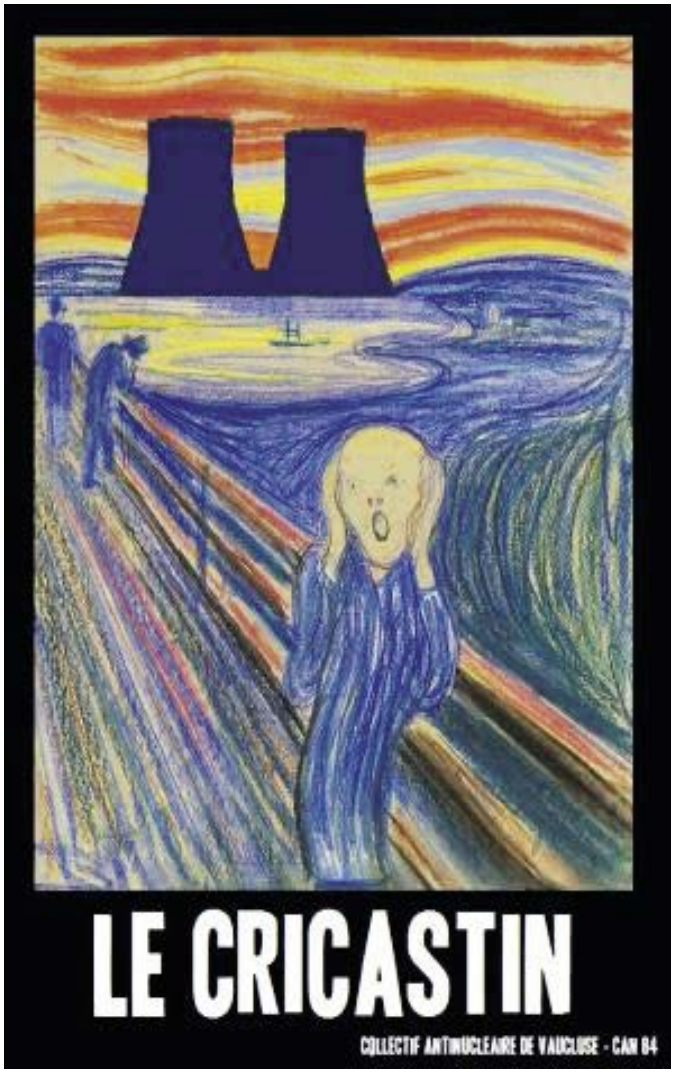
Sur une surface de 650 hectares amputant les communes de Saint-Paul-Trois-Châteaux et Pierrelatte (Drôme), Bollène et Lapalud (Vaucluse) et Tricastin, le site est plus étendu que l'usine de retraitement de La Hague : c'est un condensé de la folie meurtrière productiviste des adeptes et dévots de la destruction atomique.

À l'origine du Tricastin : la bombe atomique

En 1958, le Président-Général deux ou trois étoiles de Gaulle décide avec un quarteron de militaires et de scientifiques que la France doit posséder la bombe atomique et choisit la zone du Tricastin pour produire l'uranium enrichi nécessaire à l'œuvre de mort et de domination. Une zone agricole peu peuplée, plutôt miséreuse où peu de résistance populaire est à redouter.

Quatre ans plus tard, en 1962, le Commissariat à l'Énergie atomique (CEA), structure militarisée créée par ordonnance gouvernementale le 18 octobre 1945[2] crée le site du Tricastin pour produire de l'uranium très enrichi destiné à la fabrication de bombes atomiques.

C'est alors le début de l'expansion de la chaîne mortelle du nucléaire dans cette région qui regroupe à ce jour pas moins



de 17 INB dont les 4 réacteurs délabrés d'EDF et le cycle d'enrichissement d'uranium y compris celui dit « appauvri » pour les armements et armes guerrières. Cerise sur le colombin : l'entassement des déchets radioactifs le long du canal de Donzère-Mondragon dans ce qui devient une butte illégale non contrôlée, qui existe toujours en 2023, simplement recouverte d'une membrane plastique et de terre de dissimulation. De temps en temps, des troupeaux de moutons viennent y paître autour. Hum la bonne viande.

De 1962 à 1976, c'est le CEA de Saclay (Essonne) qui produira le tritium nécessaire à l' « allumage » des têtes des bombes atomiques. Système dont les plans ont été fournis par les services de renseignements militaires de la Grande-Bretagne sur ordre des USA dans leur guerre contre l'URSS, les techniciens et scientifiques français ne parvenant pas à mettre au point un tel système.

Pour la production du tritium et du plutonium à usage militaire, le relais sera pris en mai 1967 par les nouveaux réacteurs nucléaires militaires de Marcoule (Gard) Célestin I puis Célestin II, modérés et refroidis à l'eau lourde. En 2008, le site atomique de Marcoule a généré les plus importants rejets de tritium atmosphérique sur le territoire français qui, de l'aveu même d'Areva, sont dûs aux réacteurs Célestin et à l'Atelier tritium. Le « combustible » nucléaire de base est, lui, produit à l'Atelier de technologie du plutonium (ATPU) du Centre atomique de Cadarache (Bouches du Rhône).

Depuis le premier essai atomique « Gerboise bleue » à Reggane en Algérie le 13 février 1960 à 7 h 04 (heure de Paris), la France aura perpétré dans l'atmosphère, et sous terre, 210 essais meurtriers d'une puissance cumulée de près de 13 mégatonnes jusqu'en 1996. 150 000 civils et militaires, dont un grand nombre sera atteint de cancers, y participèrent.

En pleine zone sismique et inondable avec risque de rupture de digue et de raz de marée

La centrale nucléaire du Tricastin a été construite à partir de 1974, puis mise en service six ans plus tard en 1980 (réacteurs nucléaires 1 et 2. et 1981 (réacteurs nucléaires 3 et 4. selon le modèle à eau pressurisée (REP) de 900 MW chacun. Autant dire que c'est l'une des plus vieilles casseroles pourries du territoire dont les réacteurs ont dépassé leur date de péremption initialement estimée par les dirigeants atomistes eux-mêmes pour 2020 et 2021.

Située en zone sismique, la centrale se trouve à 6 mètres… en dessous du niveau du canal de Donzère-Mondragon qui est sa source de refroidissement. Inondable donc. Il fallait le faire ! D'autant que la digue du canal, construite dans les années 1947 avec l'aide américaine, est fragile et fuit cycliquement. Elle a été consolidée à plusieurs reprises mais sans pour autant assurer une résistance parfaite. Ce qui avait conduit l'ASN, le 27 septembre 2017[3], à obliger EDF à arrêter tous ses réacteurs atomiques du Tricastin et à placer l'installation nucléaire sous surveillance renforcée.

Impossible non plus de savoir si elle résisterait à un séisme supérieur à celui du Teil qui ébranla le 11 novembre 2019 tout le secteur. Ou à un assèchement brutal, par aspiration, de l'eau de refroidissement des réacteurs situés à quelques centaines de mètres en amont de l'écluse de Bollène, la plus haute de France avec ses 23 mètres. Que se passerait-il si, par inondation d'amont ou aspiration d'eau, une vague déferlante noyait les réacteurs ou les privait de refroidissement[4], entraînant une fonte des cœurs ? Possible car, déjà le 2 février 1998, à 12h45, une vague meurtrière avait submergé l'écluse de Bollène (Vaucluse) entraînant le naufrage d'un bateau et la mort de navigants, la porte ayant résisté in-extremis.

Incidents et accidents à répétition sur les 4 réacteurs atomiques d'EDF : plus de 1 200 à ce jour sans parler des dissimulations

Pas un trimestre ne se passe sans un arrêt en urgence (SCRAM) d'un des quatre réacteurs atomiques du site, pour fuite sur le circuit primaire ou le circuit secondaire, baisse intempestive de pression, défaillance de turbine, rupture de circuit électrique, sans compter les fuites et rejets radioactifs « non-contrôlés »[5]. Avec la particularité que la cuve du réac-

Tricastin : au cœur du plus grand complexe nucléaro-chimique d'Europe

teur 1 comporte, depuis l'origine, pas moins de 20 fissures du fait de mauvaises soudures du revêtement inox à l'intérieur de la cuve : que ce soit EDF ou l'Autorité de Sûreté Nucléaire, tout le monde en ignore l'évolution depuis 40 ans sous les bombardements neutroniques et le vieillissement des matériaux. Mais ils continuent à faire turbiner le vieux tracteur.

À plusieurs reprises, en 2008, 2009 et 2019, des barres de produits fissiles (combustibles) sont restées bloquées au-dessus de la cuve du réacteur 2 risquant de chuter. Des incidents qui, pour certains, ont duré plus de 24 heures en menaçant toute la région de l'apocalypse. EDF ne peut évidemment pas garantir que cela ne se reproduira pas.

Mais si une barre tombait et se fracassait au fond de la cuve elle libérerait ses pastilles d'oxyde d'uranium entraînant un inéluctable début de réaction en chaîne avec relâchement de gaz radioactifs dans l'eau de la cuve et dans l'atmosphère du réacteur tandis que des gaz radioactifs pourraient filtrer à l'extérieur du fait de la vétusté de l'enceinte de confinement en béton qui n'est plus parfaitement étanche après 40 années d'usage. Selon l'ASN elle-même, pas moins de 36 incidents se sont produits entre 2010 et 2020 rien que sur le réacteur nucléaire n°2 du Tricastin. Les autres réacteurs du site EDF ne sont pas en meilleur état. Ainsi un « aléa technique » a provoqué une fuite de liquide de refroidissement dans l'environnement le 7 septembre 2022. Ce que l'industriel ne dit surtout pas, c'est que ces liquides se transforment en gaz à effet de serre une fois dans l'atmosphère. La limite annuelle « autorisée » (100 kg) par les autorités a même été dépassée. Cumulée ou en une seule fois ? Mystère et boule de gomme. La pudeur est le handicap premier des nucléaristes.

Masquer l'accident grave : faux et usages de faux, non-déclaration

En cas d'incident/accident grave ou catastrophe au Tricastin, toute la région sera évacuée, maisons, jardins, établissements scolaires et sportifs, commerces et entreprises, champs et vignes contaminés. La vallée du Rhône serait sinistrée et l'axe Paris Lyon Marseille coupé sans retour à la normale possible comme l'ont montré tragiquement les catastrophes nucléaires toujours en cours de Tchernobyl (avril 1986 en Ukraine) et Fukushima (mars 2011 au Japon).

D'ailleurs, après la plainte de cadres, une instruction judiciaire a été ouverte contre EDF-Tricastin avec perquisition pour pas moins d'une douzaine d'infractions au Code pénal et au Code de l'environnement de début 2017 à fin 2021, tels « non-déclaration d'incident ou d'accident », « mise en danger d'autrui » ou encore « faux et usage de faux ». Dans la foulée, le bureau de Lyon de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), a également été perquisitionné tant sa servilité auprès de la nucléocratie est énorme[6]. Mais les fanatiques veulent obtenir le droit de prolonger ces monstres délabrés au-delà des 40 années, voir des 50 années et pourquoi pas de 60 ans.

Tout comme, bénéficiant déjà de dérogations (gouvernementales, préfectorales, de l'ASN) au droit commun de l'environnement et de la santé, générant le rejet de centaines de milliers de becquerels dans l'air et dans l'eau à longueur d'année (1 becquerel/Bq = 1 désintégration atomique par seconde) : EDF-Tricastin veut obtenir, en plus, une diminution de ses obligations de contrôle de ses rejets liquides, alors que le dérèglement climatique affaiblit le débit et l'étiage du Rhône dont l'eau est indispensable au refroidissement des réacteurs. Une sorte de droit permanent à contaminer et tuer la faune et la flore jusqu'en Camargue. À l'image de ce qui s'est passé du 7 au 15 août 2022 avec l'approbation de l'ASN.

Le fanatisme et l'obscurantisme des prêtres nucléocrates : du côté de chez Orano-Areva

Côté Orano-Areva, ce n'est pas mieux, les PDG passent mais le délire criminel demeure. Ses huit installations nucléaires de base, et deux usines Seveso seuil haut - plus une installation nucléaire de base secrète (INBS) militaire liée au CEA et à la bombe - sont régulièrement épinglées par l'ASN et les antinucléaires.

Tel en 2021, où le nucléariste déroge une fois de plus à ses obligations de sécurité et de contrôle/test de ses matériels d'intervention en cas d'accident, de fuite de gaz mortels. Le signal d'alerte nucléaire (SNA) partagé entre EDF et Orano reste coupé pendant plus d'un an[7]. Personne n'entendra la sirène d'alerte, le sommeil de tous sera profond. On note aussi des fiches d'instruction manquantes, une clef d'accès introuvable, la non-compatibilité des matériels, des échéances de réparations non-respectées, l'enfumage de l'ASN par Orano, une caisse de matériel d'urgence introuvable, des dispositifs complexes, la non-homogénéité des termes techniques utilisés par les différents intervenants... Ainsi, par exemple, sur 9 engagements pris depuis 2020 par Orano-Areva auprès de l'ASN, seuls 4 ont été respectés à ce jour. Et ce n'est pas mieux côté dispositif post-accidentel mobile[8].

Et malheur à celui qui ouvre la bouche, aux salarié-es qui exprimeraient un quelconque refus de couvrir ces agissements. La direction vire et licencie le lanceur d'alerte, le canard boiteux. Leila, hôtesse d'accueil, fut licenciée en 2019 avec l'aval de l'ASN (qui joue aussi le rôle d'inspection du travail dans le nucléaire) pour avoir alerté sur les dysfonctionnements en matière de sécurité[9]; réhabilitée et licenciement finalement annulé le 31 mars 2022 par le tribunal administratif de Versailles après plusieurs années de combat contre cette injustice.

7 NOVEMBRE 2013. CAN84. PROTESTATION DEVANT UNE ÉCOLE CONTRE UN EXERCICE BIDON DE CRISE NUCLÉAIRE AUTRICASTIN.

La faillite d'Areva étant prise en charge par les contribuables, Orano relance ses opérations spéculatives

On se croirait revenu au temps des investissements foireux de l'époque Lauvergeon. La Direction Tricastin d'Orano (ex-Areva) veut investir près de 2 milliards d'euros dans une nouvelle installation d'enrichissement de l'uranium pour fournir en uranium enrichi… les USA, en lieu et place du Russe Rosatom. Un pari plus qu'audacieux misant sur la guerre militaire et économique contre la Fédération de Russie pour une installation délirante, dangereuse, polluante et contaminante qui ne serait opérationnelle (au mieux) qu'en 2030, et toujours implantée en pleine zone sismique et inondable. Ce qui n'empêchera pas Orano de poursuivre son business avec la Russie qui lui enrichit une partie de ses déchets radioactifs en URT (Uranium de Retraitement). Un combustible que le nucléariste souhaite imposer dans tous les vieux réacteurs délabrés EDF de l'hexagone. Tout comme il a imposé la création d'une nouvelle INB dénommée « Fleur, » destinée à stocker un des trop-pleins mortels radioactifs national d'Orano et d'EDF dans quatre bâtiments métalliques de 11 m de haut abritant chacun jusqu'à 14 080 fûts d'uranium d'URT : tout ce qui est dégueulasse porte un joli nom.

Les élu-es locaux et départementaux vassaux de la nucléocratie : on veut des EPR2

Bon nombre d'élu-es, de maires et de conseillers départementaux ou de député-es des communes autour du site nucléaire du Tricastin sont des salarié-es ou ex-salarié-es du nucléaire. D'autres sont soumis à l'idéologie dans laquelle ils-elles ont baigné lors de leurs études supérieures à l'ENA, Sciences-po et autres joyeusetés des castes dominantes. Ils sont partie prenante du vaste réseau de compromission et d'obligé-es développé par les industriels de la destruction atomique comme une vulgaire maffia. Largement alimentés par les contributions financières de ceux-ci, ils peuvent ainsi s'enorgueillir auprès des électeurs de fabuleuses réalisations locales à l'image de la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) qui, sous le soleil de Provence, s'est fait construire un boulodrome couvert de niveau international et éclairé, jusqu'à peu, jour et nuit.

Aujourd'hui, ils réclament l'implantation sur le site du Tricastin d'une paire de nouveaux réacteurs atomiques EPR2 et mènent avec les salariés du nucléaire, qui résident en nombre dans leurs communes, un intense lobbying tant auprès des institutions gouvernementales que de la population. Pas sûr que les centaines de travailleurs du nucléaire résidant prématurément dans les cimetières des alentours apprécient.

Ces élu-es font bien évidemment l'impasse et peu de cas des rejets quotidiens de radioactivité dans l'air et dans l'eau émis par des installations nucléaires qui bénéficient toutes de dérogations au droit commun environnemental et sanitaire (dérogations gouvernementales ou préfectorales validées par l'ASN). Un droit à contaminer, à tuer, à détruire la santé que les militants antinucléaires dénoncent depuis des années en tentant d'organiser la résistance en milieu fort hostile.

Jean Revest

Journaliste indépendant, co-fondateur de la Coordination antinucléaire du sud-est, porte-parole du Collectif antinucléaire de Vaucluse, activiste antinucléaire

1. INB : Installation Nucléaire de Base.
2. *L'ordonnance 18 octobre 1945 stipule que le rôle du CEA est de poursuivre « les recherches scientifiques et techniques en vue de l'utilisation de l'énergie atomique dans divers domaines de la science, de l'industrie et de la défense nationale. Il étudie les mesures propres à assurer la protection des personnes et des biens contre les effets destructifs de l'énergie atomique. Il organise et contrôle la prospection et l'exploitation des gisements de matières premières nécessaires. Il réalise, à l'échelle industrielle, les dispositifs générateurs d'énergie d'origine atomique. Il fournit au gouvernement toutes les informations concernant l'énergie atomique et ses applications et, notamment, l'éclaire dans la négociation des accords internationaux. Et en général, il prend toutes les mesures utiles pour mettre la France en état de bénéficier du développement de cette branche de la science ». Le CEA sera dirigée conjointement à partir du 2 janvier 1946 par le scientifique communiste Frédéric Joliot et pour les questions financières et administratives par le polytechnicien maire de droite de Lourmarin (Vaucluse) et administrateur de sociétés Raoul Dautry, un homme au caractère autoritaire et violent.*
3. *Les centres actuels du CEA :* https://www.cea.fr/Pages/le-cea/les-centres-cea.aspx *dont les centres d'applications militaires de Côte d'Or, Gironde, Lot, Indre et Loire, Essonne.*
4. https://www.asn.fr/l-asn-informe/actualites/mise-a-l-arret-provisoire-de-la-centrale-nucleaire-du-tricastin
5. *Citation de Pierre Franck Chevet, président de l'ASN dans le livre « Nucléaire, Danger immédiat » de Thierry Gadault et Hugues Demeude aux Editions Flammarion.*
6. *http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?category/Vaucluse/Tricastin*
7. *http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php? post/2022/05/27/Signal-national-d-alerte-%28SNA%29-nucleaire_interrompu*
8. *http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php? post/2023/01/30/Alerte-Ticastin_EDF-s-octroie-un-droit-permanent-a-polluer-contaminer-tuer*
9. *http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?post/2022/05/15/Tricastin-%3A-licenciee-pour-avoir-alerte-sur-des-manquements-a-la-securite*

Les écolos doivent-ils briller (dans le noir) ?

La conscience de la nécessité urgente de sauver la planète avance. On commence à voir que la seule trajectoire raisonnable s'app elle « décroissance », que la croissance est moins une sublime charge vers les sommets qu'une galopade écumante vers l'abîme.

L'ancienne image de l'énergie nucléaire

La nouvelle image de l'énergie nuclaire

La difficulté consiste à trouver les moyens concrets de freiner la course à la mort en dépit de son accélération exponentielle. Des voix s'élèvent alors pour chanter les louanges des anges, certes des anges un peu phosphorescents, pour faire l'éloge des barres, des barres d'uranium en pleine effervescence atomique, pour proposer de suivre le panache blanc, non plus celui d'Henri IV mais celui des immenses nuées musardant au-dessus des ziggourats modernes, les tours de refroidissement des centrales nucléaires.

> « *The bad cop / good cop routine* : Les méchants flics ? Les très polluantes énergies fossiles. Les gentils flics ?... »

Les partisans de l'écologie radioactive, pardon du nucléaire-comme-transition-indolore-pour-le-passage-à-la-décroissance, savent qu'espérer que la technologie nous sauvera de la technologie pose quelques problèmes. Aussi usent-ils de ce que le roman noir appelle « *the bad cop / good cop routine* », la technique méchant flic/gentil flic. dont l'usage que nous en faisons pourrait se résumer ainsi : « tirer de là où elle était inoffensive une substance (le carbone) et la rendre aussi nocive que possible ». Les gentils flics ? Non, ne dites pas Fukushima, ne murmurez pas *Three Mile Island*, dites plutôt « électricité pour les hôpitaux, chauffage pendant l'hiver, lumière pendant la nuit ». Et ajoutez un nombre magique, 67% : la proportion d'électricité générée par le nucléaire, en France, en 2022. Concluez en silence par un sourire narquois, dans lequel l'adversaire écrasé lira ce muet défi : « en combien de temps penses-tu faire en sorte que 67% de l'électricité française soit produite par des moulins à vent et des tableaux noirs ? »

À narquois, narquois et demi. Puisque l'on parle durée, répondons durée : « pendant combien de temps la Ve République et l'Union européenne et l'OTAN dureront-elles ? Un siècle, dix siècles, dix millénaires, cent mille ans ? ». Car du point de vue du contrôle des déchets nucléaires, dont certains se montreront désagréables pendant des dizaines de milliers d'années, qui approuve le nucléaire ne peut que souhaiter que la Ve République existât aussi longtemps que la radioactivité de ces déchets. Puisque la Ve République se dilue dans l'Union européenne, il faudrait que l'Union européenne existât, elle aussi, pendant des dizaines de milliers d'années. Une telle longévité n'a rien d'incertain, chacun en conviendra. Si l'empire byzantin et ses eunuques, si Venise et son carnaval ont duré un millénaire, le Conseil d'État, la Cour de Cassation et le Parlement européen dureront bien quelques dizaines de millénaires, non ?

Et l'OTAN ? Il ne s'agit pas du problème, hors-sujet ici, de la capacité de l'humanité à s'autodétruire, mais d'une inquiétude récente. M. Poutine, cet ami du droit et de la liberté, n'a pas semblé très inquiet de la possibilité que ses troupes, amies du droit et de la liberté, fassent sauter la centrale nucléaire de Zaporijia. Laquelle se dresse en Ukraine, un pays dont l'une des villes s'appelle Tchernobyl.

En d'autres termes, soutenir le nucléaire revient à souhaiter qu'aucune guerre ne frappe les pays à centrales nucléaires. Qu'aucun pays armé ne vienne embêter les pays surarmés. Bref, soutenir à la fois l'écologie et le nucléaire semble impliquer de réclamer que l'OTAN les « protège » pendant des dizaines de milliers d'années, sous peine que le nucléaire ne soit plus ni civil, ni militaire, mais planétaire.

Cela semble encore impliquer accepter les futurs Tchernobyl et les futurs Fukushima. Et posséder la certitude qu'aucune des 450 tranches nucléaires en service en 2023 dans le monde ne subiront d'accidents plus graves encore. Qu'aucun accident gravissime ne se produira pendant le passage de la croissance à la décroissance et que, une fois parvenus à la décroissance, nous saurons démanteler en toute sécurité lesdites 450 tranches, puis fabriquer et protéger, dans les siècles des siècles, les néces-

saires poubelles à centrales nucléaires. Verra-t-on les cuves de réacteurs EDF utilisées dans les potagers pour y mettre le compost ?

Allez, trois dernières méchancetés.

> Si le coût des dernières générations de centrales nucléaires est un modèle de croissance explosive, les coûts de l'électricité d'origine renouvelable ont, eux, spectaculairement baissé[1].

> Le changement climatique va modifier le niveau des eaux. Les centrales nucléaires proches de la mer pourraient se voir inonder, et celles proches des fleuves, la vaste majorité, pourraient souffrir de sécheresses, c'est-à-dire d'événements un peu gênants pour l'indispensable refroidissement du circuit…

> Enfin, l'énergie nucléaire fournit 5 % de la consommation mondiale d'énergie primaire. Si l'on souhaite une « transition sans douleur » de la croissance mondiale vers la décroissance mondiale, mais avec une diminution très rapide de l'usage mondial des énergies fossiles, il va falloir construire PLUS de centrales nucléaires. Or, ne serait-ce que pour obtenir que 50 % de la consommation actuelle mondiale d'énergie primaire vienne du nucléaire, il faudra multiplier par 10 le nombre de centrales nucléaires.

A narquois, narquois puissance dix…

Nestor Potkine
qui aimerait tant briller,
mais ailleurs que dans le noir.

Cet article a bénéficié de conversations avec le Collectif Passerelle[2]

1. https://www.photovoltaique.info/fr/info-ou-intox/le-marche-du-photovoltaique/levolution-des-couts-du-photovoltaique/

2. Lu sur le site passerelle.ouvaton.org : Le Collectif Passerelle se donne pour objectif de mieux comprendre et de faire connaître les liens entre recherche scientifique, impératifs écologiques, conséquences des choix technologiques, et action politique.

Incident majeur

Gwenvenez, Trébéron et l'île aux morts…*
Le vent rabat et balaie le ciel ;

Quoi donc rougit l'azur artificiel ?
Le temps de vivre a glissé sur son erre
Tel qu'un vaisseau, toilé du blanc suaire,

Faseille un peu dans ses derniers élans.
Hormis le cri plaintif des goélands

On entendrait s'installer le silence…
Un air chargé de menaces s'élance,
Poisse sa peste indicible d'horreur ;

Ci-haut sourit l'ange exterminateur.
Rien ne reluit au requiem des hommes
Nulle musique, aux modernes Sodome.
L'enfer subtil viendra du firmament
Où la technique a l'Ankou pour amant.

Goûtons les soirs jusqu'au dernier du monde ;
Ma pierre trace un ovale dans l'onde…

J'aurais aimé tant aux miennes ta main,
Te voir venir, voir revenir demain
Comme le fruit d'une chose banale,
Issu d'une évidence immémoriale.

L'air sort puis rentre à plein dans mes poumons,
Iodé, laissant l'odeur des goémons ;
Sombre avenir d'un théâtre au seul acte,
Tout ici semble une Bretagne intacte.

Le vent rabat et balaie le ciel,
Quoi donc rougit l'azur artificiel ?

Christophe Salus

* Nuclear weapons

LES RUES ET LES BÂTIMENTS ABANDONNÉS DE LA VILLE DE PRIPYAT DANS LA ZONE D'EXCLUSION DE TCHERNOBYL, EN UKRAINE
ROB / ADOBE STOCK

Non au nucléaire et à son monde !

Le collectif « Comités Centrales » organise depuis quelques mois une tournée sur le thème « Réveiller les esprits antinucléaires » autour de son film *Notre terre mourra proprement*[1]. Cet objectif rejoint celui de la campagne antinucléaire de la Fédération anarchiste. On peut lire sur leur site : « *Alors que le gouvernement et la filière nucléaire organisent autoritairement la construction des nouveaux EPR et la relance du nucléaire, nous estimons qu'il est essentiel de faire un bilan à la fois politique et émotionnel des 70 dernières années de l'atome en France.* »
Voici un bref rappel historique qui permet de comprendre la situation actuelle de faiblesse du mouvement antinucléaire, dont le pouvoir macronien tente de profiter au maximum.

Le « chant du cygne » du mouvement antinucléaire, qui ne cessait de se renforcer jusque-là, a été la manifestation de Creys-Malville (Isère) en juillet 1977 contre le projet Superphénix. Il va ensuite régulièrement s'affaiblir, se contentant pour beaucoup – en dehors de quelques collectifs et associations combatifs, d'un rôle de « contre-expertise » ou de servir de marche-pied à ceux qui se contentent de peindre une zone verte dans l'arc-en-ciel politicard. Aujourd'hui c'est le nucléaire, miraculeux sauveur du climat, qu'une partie d'entre eux repeint, nouvelle romance style « Cinquante nuances de Green ».

L'histoire de cette période clé des années 1970, animée par de nombreux soixante-huitards, est finalement peu connue. Parmi d'autres témoignages, voici un intéressant enregistrement audio de novembre 2022 d'un des participants aux Comités Malville :
https://d3ctxlq1ktw2nl.cloudfront.net/staging/2022-8-23/1dca8c41-266a-6545-2c52-4fe6de7c60cc.mp3

Sa conclusion : « *Sur l'argument du danger, tu avais des scientifiques qui disaient : on va prendre des précautions. La véritable objection, c'est celle que nous portions nous, comités Malville, les antinucléaires qui disions : "Prendre des précautions, ça veut dire une enceinte protectrice pour Superphénix, une surveillance militaro-policière quand tu as nucléarisé le territoire." Il faut sans cesse, de génération en génération, tant que durera la radioactivité, reproduire cette caste d'ingénieurs-techniciens, ces grands-prêtres de l'énergie seuls capables de la maîtriser, et qui donc prennent en otage toute la Société, dorénavant obligée de complaire à leurs desiderata (entretien, maintenance, protection), ce qui nous a conduits au slogan "Société nucléaire = Société policière"*. »

Le mouvement antinucléaire dans les années 1970

Quelques rappels du contexte de l'époque pour mieux comprendre cette intervention : Au début des années 1970, les réflexions sur l'environnement portées notamment par l'association *Survivre et Vivre*, créée par Alexandre Grothendieck, et par une partie des journalistes de *Charlie Hebdo* (Fournier, Gébé, Rieser) intéressaient de plus en plus de personnes.

Parallèlement, le nucléaire est en passe de connaître un développement foudroyant, concrétisé en 1973 par le « Plan Messmer » qui, s'appuyant sur la flambée du prix du pétrole et sur une publicité de grande envergure pour le « tout électrique », fera de la France le deuxième producteur d'énergie nucléaire et le premier par tête d'habitant.

Dès les 10 et 11 juillet 1971, à l'appel de l'association *Bugey Cobayes* (une poignée dont je faisais partie), soutenue par *Charlie Hebdo*, 15 000 personnes se sont retrouvées, dans une ambiance festive post-68tarde, devant la centrale de Bugey après un demi-siècle de pollutions et dangers nucléaires militaire et civil, première manifestation d'ampleur contre le nucléaire en France. Les organisations de gauche et d'extrême-gauche étaient absentes pour la plupart, défendant le nucléaire au nom de l' « indépendance de la France ».

En 1974 est lancé sur le site de Creys-Malville (30 km en amont sur le Rhône de la centrale de Bugey) le projet Superphénix, réacteur surgénérateur à neutrons rapides, censé être la version industrielle des réacteurs expérimentaux Phénix et Rapsodie.

Des comités Malville se constituent dans diverses villes de la région et, peu à peu, s'étendent partout en France jusqu'à être plusieurs centaines. Leur fonctionnement horizontal permet aux participantsd'échanger sur le nucléaire, mais aussi de se poser les questions de la société militaro-policière qui l'accompagne.

Le fonctionnement d'ensemble est de type fédéraliste : les comités restent autonomes et échangent entre eux informations et propositions d'action.

Mais leur nombre croissant et la prise de conscience politique de beaucoup à travers échanges et actions concrètes commencent à intéresser diverses organisations, notamment parmi ceux qui se revendiquent de l' »écologie politique ». Le contexte électoral semble s'y prêter : candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974, premières candidatures de candidats « verts » aux municipales de mars 1977 et plus tard aux législatives de mars 1978.

Ils ne sont pas les seuls, puisque de nombreux militants d'extrême-gauche apparaissent en 1977 et la coordination nationale des Comités Malville comprend des militants du PSU, des trotskistes de

la LCR et de l'OCT (Organisation communiste des travailleurs).

Des divergences se font jour : actions violentes/non violentes, rôle de la coordination nationale…

Creys-Malville 31 juillet 1977

C'est dans ce contexte de division que la coordination annonce une « marche écologiste non violente » en juillet 1977 devant le site en construction.

Pendant ce temps, l'État est très clair sur sa stratégie, le préfet de l'Isère René Janin étant un « spécialiste », puisqu'il a été préfet d'Alger pendant la guerre d'Algérie. Il déploie 5 000 CRS, gendarmes et gardes mobiles, hélicoptères, véhicules amphibies, ponts mobiles, un régiment de gendarmes parachutistes et des membres des brigades anti-émeutes. Les uniformes sont noirs et ne portent aucun insigne.

Le 28 juillet, il déclare dans une conférence de presse : « *Messieurs, pour la deuxième fois dans l'histoire de France, la mairie de Morestel est occupée par les Boches* », faisant allusion aux nombreux antinucléaires allemands, et ajoute : « *S'il le faut je ferai ouvrir le feu sur les contestataires.* »

Conscient de l'impréparation devant le piège qui se met en place et de la tentative de récupération de certaines composantes de la coordination nationale, une partie des comités n'appelle pas à la manifestation, laissant ses membres libres de leur choix.

Samedi 30 juillet, dans les forums de discussion entre les participants qui sont déjà arrivés sur le site, de grandes divergences apparaissent entre ceux qui veulent l'occupation totale du site et ceux qui souhaitent respecter les limites imposées par le préfêt (25 km²), dont la position s'exprime dans la *Gazette de Malville*, organe de la coordination : « *Personne ne tient à se faire matraquer et tout sera fait pour éviter l'affrontement. Les Comités, les élus locaux feront tout pour que cette manifestation soit une protestation digne et pacifique. Nous espérons que nos élus prendront la tête de cette marche, avec leurs écharpes et drapeaux tricolores ; et que nous pourrons, derrière eux, en rangs serrés, affirmer notre volonté de résister à cette folie.* »

Le dimanche 31 juillet, le plan prévu par le préfet se déroule parfaitement, attirant les trois marches dans un véritable traquenard, qui aurait pu conduire à plus de victimes que le seul Vital Michalon.

Du côté des 60 000 manifestants, la désorganisation est totale : les quatre marches prévues vers le site de la centrale se réduisent à trois avec un itinéraire modifié, que les participants ignorent, les porteurs des banderoles de tête sont parmi les premiers à laisser la base « se débrouiller » sans informations ni directives, les mégaphones sont en nombre nettement insuffisant, aucune liaison n'existe entre les trois marches, aucun des barrages canalisant de la police n'a pu être forcé…

Par exemple, sur la petite route qui mène au lieu principal des affrontements, choisi par les forces de l'ordre pour sa disposition géographique qui leur est favorable, de très nombreux manifestants sont restés à piétiner plus d'une heure sous des trombes d'eau, complètement désorientés, sans aucune information.

Beaucoup de participants vont en sortir abasourdis et choqués par tant d'amateurisme. Le mouvement antinucléaire va commencer à décliner…

Des choix politiques

Le « Comités Centrales » évoque un certain nombre de « *questions politiques à poser aux défenseurs du nucléaire* », que nous partageons :

Voulons-nous d'un monde où populations et industries sont toutes deux régies par les lois du confinement : encerclées de zones commerciales et de fils barbelés, gérées derrière des écrans, scrutées par des caméras, sous surveillance policière permanente ?

Voulons-nous d'une industrie qui a fait de la sous-traitance un système au service du silence de ses ouvriers ?

Voulons-nous d'une société dont l'avenir et le budget sont destinés à rester entre les mains d'une petite élite scientifique et économique qui concentre tous les pouvoirs au cœur de l'appareil d'État civil et militaire ?

Voulons-nous d'une technologie qui colonise le temps pour des millénaires, destinant une partie de sa population à devenir la gardienne de ses déchets ingérables ?

Voulons-nous continuer à financer un service public porté par une entreprise en faillite, devenue société anonyme après avoir construit son empire grâce à l'impôt des français ?

Voulons-nous d'une industrie aux méthodes coloniales qui a toujours méprisé l'avis des populations et continue de le faire en achetant les consciences à coup de subventions ?

Voulons-nous continuer de vivre dans une société sous la pression du danger nucléaire civil et militaire permanent ?

Serge

1. https://comitecentrales.noblogs.org/notre-terre-mourra-proprement/

La résilience à Fukushima et ailleurs : un procédé incantatoire

Sur le terrain, la politique japonaise de « *résilience nationale* », à laquelle un ministère du même nom a été dédié, a vite trouvé des relais efficaces avec la création, au lendemain du début du désastre de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, de structures *ad hoc* telles que le centre FURE de l'université de Fukushima – *FUkushima FUture Center for REgional REvitalization* – composé d'une quarantaine de chercheurs, visant la promotion et le développement de la cogestion post-catastrophique. Cette initiative académico-politique cherche à se rapprocher des besoins concrets des populations, afin de transmettre un savoir pratique visant l'adaptation à la situation de contamination. Cela passe par des activités scientifiques (métrologie de la radioactivité notamment), mais également par la formation et l'éducation des enfants. Satoru Mimura, responsable de la « *mitigation des désastres* » au sein du FURE, nous éclaire sur les objectifs concrets d'une politique de résilience dans ce contexte. Selon lui, « *afin de se préparer à la prochaine catastrophe, les acteurs doivent intégrer une culture de la conscience du désastre* ». Élaborer une capacité à y faire face requiert la mise en place de « *bonnes pratiques* », d'un programme éducatif développant « une approche soft », et de « *travailler sur les comportements* ».

À la remarque adressée à notre interlocuteur en cours d'entretien, selon laquelle nous sommes actuellement dans le désastre et qu'il ne s'agit donc pas de se préparer au prochain, mais d'essayer de faire face aux conséquences de celui-ci, Mimura répond, reconsidérant la voilure de ses ambitions : « *Je ne peux prévoir ce qui arrivera avec le désastre présent. Je ne peux pas fournir aux gens un plan concret d'évacuation. Autrement dit ils doivent sauver leur vie par eux-mêmes. C'est pourquoi il faut connaître le niveau de radioactivité. Si l'on compte sur les autres et sur le gouvernement, on risque d'avoir une expérience malheureuse*. » Déjà fissuré, le bel édifice de la résilience s'écroule totalement avec l'humble conclusion que pose notre interlocuteur : « *Certes, il n'est pas possible d'être résilient face à la radioactivité, au point d'en accepter l'impact. Tout ce que l'on peut faire, c'est réduire le risque, mais on ne peut pas l'accepter, car une fois l'impact reçu, on ne s'en remet pas.* »

Le réalisme de cet aveu de la nature incantatoire de la résilience, attestant le caractère chimérique de sa version biologique dans une situation de contamination radioactive, n'est pourtant pas ce qu'il y a de plus partagé. De fait, le recours aujourd'hui banalisé à la notion de « résilience » – comme on parle de véhicule de police banalisé, c'est-à-dire à la fois connu de tous mais dont la fonction politique demeure mal élucidée – que brandissent les uns et les autres pour aborder ce qui est désormais considéré comme un problème essentiellement psychologique, voire psychiatrique, dans la population, en dit

« MAMAN, QU'EST-CE QUI SE PASSE ? »

long sur une représentation de la « crise nucléaire » en termes de « traumatisme ». Il s'agit d'enjoindre à chacun de sortir de sa « dépression » en misant sur ses qualités individuelles et sur les opportunités de son environnement, dans le but d'en revenir à un état « pré-traumatique » par la grâce combinée du « rebond » et de la « résistance au choc »… accessoirement, de l'amnésie.

Mais la nature incantatoire de la résilience réside principalement dans le fait qu'elle est mobilisée comme une formule magique de substitution. Dans la mesure où la résilience biologique paraît impossible à mettre en œuvre, c'est, en conséquence, sa version psychologique et sociale qui est mobilisée

IMAGES DU FILM *GAMBARO ! COURAGE !* CORÉALISÉ PAR THIERRY RIBAULT ET ALAIN SAULIÈRES, 2014.

> **« Tout porte, en effet, à penser que la résilience est à l'œuvre pour restituer à la religion sa raison d'être, car à l'instar des bordels, elle se construit avec les briques de la religion. »**

et tient lieu de seul espace gouvernable. Tandis que les individus sont appelés à agir sur eux-mêmes de manière hygiénique en prenant les mesures et en cherchant à atténuer les effets d'une exposition au rayonnement suite à une contamination catastrophique, les réponses proposées consistent à faire glisser la cible de la résilience du biologique à la psychologie individuelle et à la société. La résilience opère donc comme une technologie de gouvernement – plus précisément, comme une technologie du consentement, notamment à la technologie elle-même, à la préparation et à la cogestion du désastre et de ses dégâts – dont le recours permet de déplacer certains problèmes – ici les effets biologiques irréversibles induits par une exposition au rayonnement – en avançant des problèmes de substitution tels que l'état mental et l'habilitation des individus, l'« *empowerment* », et la « reconstruction » des communautés dans lesquelles ils vivent. Et c'est bien sur les dimensions psychologique et sociale que porte son caractère incantatoire. Ainsi conçue comme l'art de se sauver soi-même, elle semble parfaitement adaptée à des scénarios de catastrophes de moins en moins contrôlables car elle rend possible un transfert d'imputabilité de la société à l'individu, et ainsi un transfert de l'analyse des causalités vers les champs de la perception et de la représentation subjectives. Ce faisant, ignorer l'objectivité des catastrophes revient à ignorer les mécanismes auxquels les sujets obéissent pour tenter d'y faire face.

C'est pourquoi, constatant que les victimes d'affections psychopathologiques consécutives à une catastrophe présentent souvent des prédispositions aux troubles mentaux, et des traumatismes antérieurs à celle-ci, le prévoyant psychiatre Craig Katz recommande de « *rendre la population mentalement plus saine avant la catastrophe, de manière à être mieux préparée lorsqu'elle survient* ». Il n'est pas anodin que ces propos soient tenus dans le cadre d'un colloque organisé par la *Nippon Foundation*, à la généalogie notoirement d'extrême droite, créée par Ryôichi Sasakawa (qui se définissait comme le « *fasciste le plus riche du monde* ») et gérée par son fils Yôhei, connue pour son négationnisme en matière historique (négation des massacres de Nankin notamment), comme dans le domaine des effets sanitaires de la contamination radioactive à travers le financement de travaux d'experts scientifiques à Tchernobyl et à Fukushima, dont ceux du funeste professeur Shun'ichi Yamashita, défenseur zélé de l'innocuité du rayonnement. De cet ancien directeur de l'enquête sanitaire de Fukushima, on se souvient de sa déclaration intempestive du 20 mars 2011, acmé de l'impudence émotionnaliste : « *Les effets des radiations n'atteignent pas les gens heureux et rieurs ; elles touchent les gens à l'esprit mesquin, qui ruminent et se font du mauvais sang.* » Fidèle à la psychologisation qui consiste à discréditer la réalité d'une catastrophe, c'est-à-dire, le fait que, précisément, une telle réalité doive faire l'objet d'une explication, Yamashita mobilise une caractérologie prophylactique de l'individu irradié qui ressort des congélateurs de très vieux arguments censés n'avoir plus cours depuis longtemps dans nombre de domaines de la santé publique, décongelés pour l'occasion. Ainsi, dans l'Angleterre dévastée par la peste au cours des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, la conception dominante était que l'homme heureux ne l'attrapait pas.

> **« Dans l'Angleterre dévastée par la peste au cours des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, la conception dominante était que l'homme heureux ne l'attrapait pas. »**

Cette résilience préconisée à Fukushima par Katz, à partir de son expérience des soins apportés aux victimes de l'attentat du 11 septembre 2001, prend d'ailleurs des allures d'obscénité académique quand on sait que 13 300 secouristes et survivants du désastre new-yorkais souffrent au moins d'un cancer, que 732 d'entre eux sont morts de cette maladie, et que des milliers d'autres victimes sont attendues dans les décennies à venir, en lien avec l'exposition au nuage toxique qui a plané durant des semaines sur le sud de Manhattan, chargé de quantités considérables de produits chimiques, dont des dioxines, de l'amiante et d'autres substances cancérogènes. La même négation appelant la même thérapie, selon Katz, « *l'exercice physique, la capacité active à faire face, l'attitude positive, les boussoles morales telles que la spiritualité, le soutien social et la flexibilité cognitive* » constituent autant de « *facteurs de résilience* » permettant d'atténuer les effets traumatiques d'un désastre nucléaire. On retrouve les élucubrations du neuro-mécanicien éthologue Cyrulnik, pour qui « *la résilience est neuronalement inscrite dans notre cerveau* », qu'il faut donc « *savoir faire preuve de plasticité cérébrale* », et qui n'hésite pas à affirmer que « *la neuro-imagerie confirme l'effet thérapeutique de Jésus et nous explique comment ça marche* », concluant que la « *foi est donc bel et bien un facteur de résilience* », et confirmant que son despotisme est bien le miroir grossissant des systèmes religieux. Tout porte, en effet, à penser que la résilience est à l'œuvre pour restituer à la religion sa raison d'être, car à l'instar des bordels, elle se construit avec les briques de la religion.

La résilience à Fukushima et ailleurs : un procédé incantatoire

« Croire en la résilience n'implique pas qu'une résilience se soit déjà produite. Ni à Fukushima, ni ailleurs. »

Dans le sillage de la doctrine selon laquelle on ne souffre jamais en vain, la résilience véhicule une vision de la souffrance qui trouve son fondement dans la pensée religieuse, dans la mesure où la souffrance est liée au sacrifice, et ce dernier à l'exaltation. Le ministre des Armées Sébastien Lecornu, n'en manquait d'ailleurs pas, lorsque, invité du forum Normandie pour la paix le 24 septembre 2022, il confirmait sa résiliomanie et son goût du sacrifice – celui des autres, bien entendu – n'hésitant pas à déclarer en parfait promoteur du survivalisme d'État : « *La leçon de l'Ukraine, c'est que c'est un peuple résilient. C'est autre chose qu'une facture de chauffage. Le don qu'ils font, c'est celui de leurs fils* ».

On comprend également qu'à travers leur représentation de la victime, apparentée au « malade » – pour Cyrulnik *« le mot victime n'a pas son sens dans les théories de la résilience* » puisqu'il s'agit de « *blessés de l'âme qui doivent acquérir confiance en eux pour un nouveau type de développement, une évolution avec adaptation* » – les affiliés de la résilience tablent sur ce que la criminologie américaine des années 1930 et 1940 appelait la « *catalysation victimaire* », insinuant que la victime puisse partager la responsabilité de la victimisation avec son agresseur, des facteurs de prédisposition venant s'ajouter à des caractéristiques physiques ou sociales. En un sens, la victime est toujours « déjà une victime », et comme l'écrit la spécialiste de sciences politiques Alyson Cole, dans ses applications, l'idée de catalysation victimaire signifie « *que la victime est toujours la cause du crime* ». La situation de la victime de la catastrophe et la souffrance qu'elle endure se retrouvent discréditées et renvoyées au rang des échecs personnels, pour mieux louer sa capacité de survie. Elle est considérée comme responsable de ce qui lui arrive, mais qu'à cela ne tienne, elle s'en remettra, purifiée par les talents qu'elle aura su déployer pour conduire une stratégie de dépassement, autrement dit pour « résilier ».

Lorsqu'au cours d'un entretien, on demande à Craig Katz, s'il existe, selon lui, des critères scientifiques permettant de mettre en œuvre la résilience qu'il appelle de ses vœux, et de rendre compte de l'efficacité de ses préconisations, il a pour simple et honnête réponse, « non », reconnaissant par là même combien la résilience relève bel et bien d'un pur procédé incantatoire, prière rendant possible, et donc prétendument soutenable, l'horreur du soutien à la vie mutilée. Il est vrai que, tout comme, pour reprendre la formule de Kafka, « *croire au progrès ne veut pas dire croire qu'un progrès s'est déjà produit* », croire en la résilience n'implique pas qu'une résilience se soit déjà produite. **Ni à Fukushima, ni ailleurs.**

Thierry Ribault

Texte et citations tirés du livre de Thierry Ribault, Contre la résilience - À Fukushima et ailleurs, Éditions de l'Échappée, Paris, 368 p, 2021

Thierry Ribault est chercheur en sciences sociales au laboratoire Clersé du CNRS à l'Université de Lille. Il contribue à une nouvelle sociologie politique de la connaissance et de l'ignorance en prenant le nucléaire comme champ d'étude. Il a été, de 2013 à 2016, responsable scientifique du Laboratoire international associé du CNRS-InSHS "Protection humaine et réponses au désastre - Soin intensif en sociétés industrielles", en partenariat avec l'Université Doshisha à Kyoto et l'Université de Fukushima. Il est l'auteur de :
***Les Sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima,* (avec Nadine Ribault), 2012, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 126 p.**
***Contre la résilience - À Fukushima et ailleurs*, 2021, Éditions de l'Échappée, Paris, 368 p.**

Nous donnons la parole aux résistants et « malfaiteurs » de Bure qui s'opposent à l'État nucléocrate depuis 30 ans

Résistance à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure

La carotte et le bâton de l'État malfaiteur pour mater une lutte existentielle

L'interminable épopée de l'uranium débute à coups de centrales à charbon, locomotives et paquebots diesel dans les colonies, Afrique de l'ouest, Canada, Australie. En alternative, les combustibles d'Asie centrale transitent par Dunkerque et Hambourg, où *Rosatom* et *Kazatomprom* font leur beurre, sous l'œil bienveillant de l'État nucléaire français. La France reste, en Occident, la championne incontestée en termes de densification nucléaire par habitant, de déficit financier lié à sa politique énergétique monothématique et d'obstination en la croyance au progrès atomique. Un grand problème que partage la France avec ses voisins nucléarisés est l'absence de solution de gestion réelle des déchets radioactifs, notamment les plus irradiants : la seule option pour les 80 000 m³ déjà produits en France serait de les dissimuler dans un site d'enfouissement souterrain en grande profondeur sous le village de Bure en Lorraine – le projet *Cigéo.*

Autrement dit, creusons la terre, concentrons-y les déchets les plus toxiques de notre modernité lors d'un chantier quasi à ciel ouvert, d'environ 135 à 200 ans, refermons, tentons de le faire oublier, tout en croisant les doigts pour que le chantier se passe bien pendant deux siècles et qu'ensuite aucun·e humain·e du futur n'aille fouiller là pendant au moins...100 000 ans, durée pendant laquelle cet héritage empoisonné restera mortel.

L'enjeu est de taille car, sans « solution » aux piscines débordantes de La Hague et aux déchets qui s'entassent sur la vingtaine de sites industriels actifs de l'atome, le programme actuel de « relance du nucléaire » rencontre un contre-argument supplémentaire de taille : sans poubelle, il faut absolument arrêter la production.

Trois décennies de lutte se sont écoulées contre l'installation du « Centre Industriel de Stockage Géologique » (CIGEO), alternant des hauts et des bas : des enquêtes innombrables, de la joie militante et des sabotages.

En 1990, la féroce opposition antinucléaire qu'avait connue la France dans les années 70 et 80 était sur le point de s'embraser à nouveau, lorsque Michel Rocard a décidé d'un moratoire sur la recherche d'un site d'enfouissement français. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), chargée depuis 1979 de trouver le meilleur emplacement, était alors obligée de se réorienter.

C'est fin 1991, juste avant de sabrer le champagne du Nouvel An, qu'est votée la « Loi Bataille », supposée diriger la recherche vers trois voies pour les déchets militaires et « civils » : séparation/transmutation, entreposage de longue durée ou enfouissement. L'objectif déclaré : enquêter sur différentes couches géologiques (argile, granit) susceptibles de devenir l'hôte éternel de ce que l'ANDRA s'obstine à nommer des « colis ». Mais ces cadeaux empoisonnés rencontrent un refus systématique des populations locales.

Implantation et contestation

Après une opposition virulente aux quatre coins de la France, l'État nucléaire se tourne alors vers la Meuse, territoire meurtri et désertifié démographiquement suite aux guerres et à l'exode rural.

Nous donnons la parole aux résistants et « malfaiteurs » de Bure qui s'opposent à l'État nucléocrate depuis 30 ans

UN PETIT VOYAGE DANS LE SUD MEUSIEN, LÀ OÙ ENTRE VALLONS ARGILEUX, CHAMPS INTERMINABLES ET MIRABELLIERS FLEURISSANTS, DES ANTINUCLÉAIRES TIENNENT TÊTE À DES ENJEUX BIEN PLUS QUE « NATIONAUX ».

C'est en 1993 qu'un « appel à candidatures » commence à séduire certains hommes de pouvoir en promettant un « accompagnement économique » important. Malgré une densité de sept habitants au km², des milliers de personnes se mobilisèrent, notamment en 1995 lors du festival contre l'implantation. Des enquêtes publiques furent l'occasion d'une résistance symbolique puissante.

Gérard Longuet, affreux sénateur meusien et ancien du GUD, devint le principal promoteur du projet et tireur de ficelles. Le Département finit par accepter l'installation d'un « laboratoire de recherche de l'ANDRA ». La décision d'implantation, portée par le gouvernement Jospin, aboutit au « laboratoire souterrain unique de Bure » en 1999.

Au début des années 2000, de plus en plus d'opposant·es commencent à s'installer, alors que les travaux avancent. En plus des batailles administratives et des tentatives de référendum et pétitions toutes ignorées par l'État, la conviction de devoir « gagner la bataille du terrain au quotidien », comme l'exprime un activiste venu de Scandinavie, se concrétise par l'achat de maisons et de terrains dans les cantons impactés.

2004 voit l'acquisition de l'ancienne gare de Luméville et de la « *Maison de résistance à la poubelle nucléaire* » à Bure, que l'État, en la personne d'un procureur, désigna plus tard comme « *QG infractionnel* ».

L'accompagnement du « labo »

Si la recherche scientifique avait été mise en avant pour duper les élus locaux, les dernières années ont démontré la volonté irréversible de faire de Bure le site définitif. Jocelyne, habitante d'un village voisin résume : « *C'est la mafia. L'ANDRA a la carotte et le bâton. Celui qui se bouge se fait engeôler, beaucoup préfèrent se laisser corrompre* ». Le projet pharaonique supposé tenir 100 000 ans est cependant loin d'être réalisé, mais l'implantation définitive du site hautement sécurisé représenterait un pas crucial.

En 2010, la fin du « labo » s'est concrétisée : Bure sera désormais désigné par la propagande nucléaire comme « le futur centre d'enfouissement », prévu à 500 mètres sous terre.

L'augmentation des « accompagnements financiers » à 30 millions d'euros annuels par département rend le projet de plus en plus attractif. Ce dispositif ressemble à des pots-de-vin auxquels s'ajoutent des « parties de chasse » pour corrompre les locaux. Et les infrastructures des villages arrosés abondamment ressemblent à celles d'une région prospère. Cependant, la réalité c'est la fermeture progressive des services publics déjà clairsemés. L'accaparement de terres agricoles avance avec l'aide de la SAFER et beaucoup d'agriculteurs et paysan·nes se retrouvent les mains liées, dépendant ensuite de baux précaires accordés à celleux qui ne l'ouvrent pas de trop.

Le débat public de 2013 rencontra à nouveau une contestation massive. Le Réseau Sortir du Nucléaire, entre autres, appela au boycott. Le 23 mai, des centaines de manifestant.es ont fait capoter son ouverture à la salle des fêtes de Bure. De nombreuses associations, comme la coordination « Stop CIGEO » ont intensifié les requêtes et lutté autant sur le terrain que sur le plan juridique, mais des années bien plus conflictuelles s'annoncent.

C'est qui les malfaiteurs ?

En 2015, le campement anticapitaliste et antinucléaire « VMC » regroupe près d'un millier de personnes à l'ancienne gare de Luméville.

En 2016, les opposants déclarent l'été d'urgence. L'ANDRA tente de passer en force en démarrant les travaux de la « zone puits » : elle commence à défricher, sans aucune autorisation, le bois Lejuc, sous lequel les galeries de stockage doivent être construites. Pour le défendre, il est alors occupé, expulsé puis réoccupé par des centaines d'opposant.es le 15 août 2016. Un mur illégalement construit par l'ANDRA pour « sécuriser » le bois est abattu par les opposant.es. Cependant, les batailles juridiques ont prouvé l'illégalité des défrichements de l'ANDRA ainsi que celle de la procédure de vente du bois par la commune de Mandres.

Après des affrontements au cours de l'année 2017, une enquête pour « association de malfaiteurs » vint se rajouter à une répression déjà intensifiée. Des douzaines d' « interdictions du territoire » furent prononcées et la région

FOTTOO / ADOBE STOCK

devint surmilitarisée, avec le stationnement permanent d'un escadron de Gendarmerie, au sein même du labo, protégeant les agissements de l'ANDRA. Des perquisitions d'ampleur, fin 2017, annoncèrent la couleur, et le 22 février 2018, le bois Lejuc fut violemment expulsé.

Après une manifestation de 3 000 personnes à Bar-le-Duc en juin, de nouvelles perquisitions menèrent à des mises en examens et des contrôles judiciaires pour certain·es militant·e·s : interdictions de Meuse et Haute-Marne, de sortie du territoire national et de contact entre une douzaine de personnes des différentes composantes du spectre. Une de ces personnes fit sept mois de détention préventive après avoir été contrôlée dans le sud meusien.

Juridiquement, l'enquête spectaculaire avec des moyens antiterroristes n'aboutira à rien des années plus tard. Mais, en attendant, l'État parvint à intimider, contrôler et surveiller les antinucléaires. Pourtant le mouvement a su se remotiver, notamment avec la mobilisation du collectif féministe « bombes atomiques » soulignant son opposition à CIGEO en 2019.

Pour ce qui est de l'association de malfaiteurs, l'État acquittera tous·tes les inculpé.es en deuxième instance en janvier 2023. Après la grandiose mobilisation le 1er juin 2021 à Bar-le-Duc à l'occasion du procès en première instance, la Cour d'Appel de Nancy ne retint que la manif non déclarée mais pas interdite du 15 août 2017, infligeant quatre mois de sursis à une partie des inculpés. La Cour de cassation devra juger de manière définitive ce qui va rester de cet épisode dénoncé comme « complètement démesuré » par la défense, la Ligue des droits de l'Homme et les associations locales.

Résistance et sabotage

Malgré ces coups répressifs, la lutte n'a cessé d'évoluer et de se consolider. En 2019, 3 000 personnes défilèrent dans les rues de Nancy et des anarchistes attaquèrent la prison de Maxéville. L'action directe devient à nouveau un moyen d'expression pour se faire entendre. Diverses actions de sabotage sont observées dans la région, s'attaquant tour à tour aux infrastructures de l'ANDRA, aux antennes, à la voie ferrée, aux puits de mesure, ainsi qu'aux sous-traitants de CIGEO. C'est durant l'enquête publique pour la mise en place de la Déclaration d'utilité publique (DUP), qu'une soirée d'information publique à Gondrecourt vire au chaos : le dossier de L'ANDRA vole en confettis et les gendarmes expulsent la salle. D'autres manifestations et rassemblements accompagnent la procédure et les mairies de Montiers et de Bure sont bloquées par des serrures collées, des tas de fumier et des barricades. Finalement la DUP, critiquée vivement même par l'Autorité Environnementale, est adoptée en 2022 : aucun avis défavorable n'a été retenu par les commissaires enquêteur·rice·s.

Le 23 janvier 2023, l'ANDRA dépose la demande d'autorisation de création (DAC). Parallèlement, en 2021, les installations souterraines prévues ont soudainement doublé de taille… Coïncidence avec les annonces Macron de relance de la filière.

De nouvelles interventions de propagande, notamment celles de la SNCF qui construit la ligne d'acheminement de déchets pour Bure avec l'aide de la RATP, suscitent toujours de vives critiques. La visite de la ministre de la Transition énergétique, Panier-Runacher, il y a quelques semaines a mobilisé toute la panoplie militaire, de nouveaux arrêtés préfectoraux rendant la circulation – et la contestation – impossible, seuls des journalistes choisis sont accrédités pendant la visite de l'espace technologique. De nouveau, c'est à l'aide d'une forme d'interdiction du territoire que l'État avance. Une nouvelle enquête pour association de malfaiteurs est ouverte, suite à des actions menées contre POMA (constructeur de la descenderie des déchets).

La lutte continue

Une énième perquisition, en mars 2023, vise à nouveau un opposant. Après sa garde-à-vue le 7 mars, une nouvelle instruction vient de s'ouvrir en lien avec une manifestation ayant eu lieu en août 2021 pendant laquelle un bâtiment, future plateforme de l'ANDRA à Gondrecourt-le-Château, a été visé par un cortège un peu plus déterminé que les autres, dans une sorte de démolition festive. Les moyens de surveillance déployés alors étaient là encore dignes de l'antiterrorisme. Ce nouveau dossier, sans charges concrètes, débouche encore sur la mise en examen de la personne, assorti d'un contrôle judiciaire, comprenant une interdiction de présence en Meuse ainsi que d'une interdiction de sortie du territoire national. Un air de déjà vu, alors que se prépare une grande manifestation internationale à Bure le 3 juin[1]. Les communiqués[2] et notes de soutien suite à ce nouveau coup répressif s'accordent à dire « La lutte continue. La solidarité est une arme »[3].

L'État nucléaire continue de jouer les mêmes partitions du déni démocratique et des moyens démesurés accompagnent son avancée – rien de nouveau dans le Grand-Est. Malgré la répression, les mobilisations de cette année, notamment le campement des « Rencontres des luttes paysannes et rurales – Terres et Communs » à la fin août, sont portées par un grand nombre d'associations et au-delà des frontières hexagonales. Comme le nucléaire et ses profiteurs, l'opposition se veut de longue haleine et transnationale[4].

Luc Śkaille

1. https://bure3juin2023.noblogs.org/
2. https://bureburebure.info/mise-en-examen-dans-une-instruction-liee-a-une-manif-de-2021/
3. Portail de la lutte : https://coordstopcigeo.noblogs.org/
4. https://bureburebure.info/events/event/terres-et-communs-rencontres-des-luttes-paysannes-et-rurale

Le nucléaire ou « la banalisation radicale du mal »

L'entretien qui suit a été réalisé à la demande du magazine *La Décroissance* qui n'a pas souhaité le publier. Les réponses comme les questions ont été retravaillées par Jean Marc Royer.

ILLUSTRATION ENRIQUE

Sur la base de tes travaux, tu écris, en t'inspirant d'Hannah Arendt, que « *l'industrie nucléaire est une banalisation radicale du mal* », pourrais-tu nous expliquer pourquoi ?

Jean-Marc Royer : cette affirmation repose sur une recherche dans trois domaines : l'élaboration des faits, leur analyse et une réflexion philosophique. Accéder aux faits n'est pas si facile, surtout à l'heure de la post-vérité issue des GAFAM : les contre-pouvoirs qui faisaient ce travail se sont évanouis, le nucléaire touche à un « domaine réservé » des États dans un contexte historique où perdure ce que j'appelle un « négationnisme nucléaire » à ce sujet.

« Le nucléaire doit donc être compris comme un crime contre l'Humanité et un écocide. En faire l'impasse serait une grave erreur politique, philosophique et théorique. »

Je suis donc allé consulter les archives états-uniennes pour comprendre ce qui s'était réellement passé au début de l'ère nucléaire avec le projet Manhattan. J'ai, entre autres choses, découvert *qu'avant Hiroshima*, le 16 juillet 1945 dans l'État du Nouveau Mexique, lors de l'explosion d'une première bombe au plutonium appelée « *Gadget* », les mesures de radiations sur site montraient que les radionucléides avaient fait le tour de la Terre en une quinzaine de jours.

Autrement dit, depuis ce jour, tout le vivant fut atteint et en toute connaissance de cause : les États-uniens avaient compris que cela était l'œuvre des *Jets Stream* (courants d'altitude). Cette expansion radioactive globale fut ensuite confirmée par l'analyse des carottes glacières antarctiques dans lesquelles chacune des centaines d'explosions atmosphériques suivantes ont laissé leurs empreintes. Aujourd'hui, même l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) publie des cartes donnant à voir la « trajectoire circumterrestre d'un panache radioactif consécutif à un essai nucléaire ». Sans pouvoir entrer dans les détails de cette caractérisation ici, le nucléaire doit donc être compris comme un crime contre l'Humanité et un écocide. En faire l'impasse serait une grave erreur politique, philosophique et théorique.

Ce qui était vrai en 1945 pour une bombe de quelques kilotonnes le fut, ô combien, pour l'explosion de bombes mille fois plus puissantes ou lors des disséminations dues à l'exploitation des réacteurs et à leurs premiers accidents majeurs, dès 1957. Mais cette connaissance, avérée, n'a en rien freiné le développement du nucléaire, au contraire. C'est en partie cela, la « *banalité du mal* » moderne décrite par Hannah Arendt à propos du nazisme : un crime de masse commis par des personnes – scientifiques, militaires, responsables politiques – qui « font leur part » dans une division infinitésimale du travail, une caractéristique essentielle du capitalisme thermo-industriel. Avec le nucléaire, cette banalité du mal est devenue « radicale » car pérenne (la demi-vie du plutonium est de 19 000 ans), universelle et attentatoire aux fondements même de la vie, y compris génétique.

Comme l'a dit Günther Anders, face à l'ampleur d'un cataclysme qui dépasse largement notre entendement et notre psyché, chaque être humain tend à se protéger ; mais c'est malheureusement en grande partie sur ce refoulement que s'appuie le « négationnisme nucléaire » des institutions internationales et des États. En outre, avec le nucléaire nous touchons à ce qui caractérise le plus profondément la civilisation capitaliste thermo-industrielle, c'est-à-dire à son essence, la mort.

Comment cela ?

Pour le saisir, il faut entreprendre un long détour afin d'intégrer l'avènement du nucléaire dans l'histoire longue. Je ne

USINE D'EAU LOURDE EXERCICE DE CATASTROPHE CHIMIQUE. PHOTO EUGÈNE VISAN

peux le faire ici qu'au prix de raccourcis, mais essayons. Entre 1850 et 1900 en Occident, nous assistons à une convergence entre le développement des grandes industries du capitalisme, celui des État-nations et du mode de connaissance scientifique moderne. Celui-ci se distingue des formes anciennes de connaissance par ses trois éléments constitutifs : la réduction mathématique et géométrique du monde en écartant le sensible ; la preuve expérimentale avec Lavoisier ; la validation par les « pairs » sous la forme de revues à comité de lecture (*Science, Nature*) ou de congrès internationaux[1]. La philosophie et les savoirs ancestraux sont alors écartés par une nouvelle vérité qui se veut exclusive et universelle : la vérité scientifique.

Accumulation faramineuse du capital, État-nation moderne, institutions de la connaissance scientifique : c'est ainsi qu'une nouvelle civilisation advient sous l'impulsion de cette « triple alliance » de fait. Les rapports sociaux anciens s'en trouvent profondément bouleversés, ce qui peut être résumé par la formule : « le progrès, c'est gouverner les humains comme des choses » afin d'en tirer le maximum. Il s'en suit une formidable prolétarisation, c'est à dire un dessaisissement de l'être qui, « corps et âme », ne s'appartient plus, ce qui est redoublé par l'intériorisation d'un Imaginaire rationnel-calculateur qui s'oppose radicalement à la vie. Toutes choses que les marxistes classiques n'ont pas compris.

C'est ainsi pour le capital : « rien ne se perd, rien ne se créée, tout se transforme… en valeur ».

Quoi d'étonnant à ce que l'eugénisme naisse à ce moment-là et devienne rapidement populaire, notamment dans certains pays anglo-saxons, nordiques ou protestants ? Ce sont d'abord les animaux qui ont été sélectionnés de manière scientifique par l'*American Breeders Association* qui possède depuis 1903 une section d'eugénisme où collaborent biologistes, médecins, chirurgiens et sociologues. Dès 1909 en Indiana, puis ailleurs, des lois permettront de ficher des milliers de familles et leurs ascendants afin « d'améliorer leur hérédité » et celle des habitants du comté.

De l'organisation scientifique de la sélection à celle du travail (à la chaîne), l'écrivain Upton Sinclair en racontera la violence extrême, dans son roman *La jungle* (1905. qui se déroule dans les abattoirs de Chicago où sont quotidiennement acheminés par wagons à bestiaux des milliers de bêtes depuis tout le pays. C'est une violence faite aux animaux et aux hommes : lorsqu'un accident se produit, on ne retire pas les corps humains tombés dans les cuves de Corned Beef afin de ne pas arrêter la production. C'est ainsi pour le capital : « rien ne se perd, rien ne se créée, tout se transforme… en valeur ».

L'eugénisme de masse, les corps traités industriellement, sont les prémisses du nazisme dès le début du siècle. En Allemagne, avant même Auschwitz-Birkenau, il y eut l'*Aktion T4* (1939-1941), un programme qui a réduit en cendres des dizaines de milliers « d'incurables, improductifs et nuisibles », sélectionnés par des médecins. Pour que ceux qui ont prêté le serment d'Hippocrate en arrivent au meurtre de masse, il faut certes que des institutions les aient enrôlés, mais il faut également comprendre qu'ils étaient mus par un Imaginaire qui les y poussait, c'est-à-dire un imaginaire structuré par la rationalité calculatrice qui se révèle fondamentalement transgressive par rapport à la vie.

En 1945, les crimes d'Hiroshima et de Nagasaki furent partout fêtés comme une « révolution scientifique majeure », sauf par Albert Camus. En 1965, certains souhaitaient même l'ouverture d'un second canal de Panama grâce à 300 explosions nucléaire[2] ! Et nous refusons encore de voir à quels abîmes le culte de la mort porté par la synergie « Capital – État – mode de connaissance scientifique moderne » nous a déjà conduits. Or, le nucléaire – parce qu'il intègre la relativité et la physique des particules – est le fils aîné de la science du XX^{e} siècle et l'expression ultime de la civilisation capitaliste.

Le nucléaire ou « la banalisation radicale du mal »

Comment comprendre dans ces conditions que des écologistes, éventuellement sincères, soit tergiversent pour en finir avec la production électro-nucléaire « d'ici 2045 » (Jadot), soit, au pire, y sont dorénavant favorables, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique ?

Pour plusieurs raisons, difficiles à expliquer en quelques mots, le mouvement antinucléaire des années 1970 n'a pas qualifié le nucléaire de crime contre l'Humanité accompagné d'un écocide en tant que tels. Cela aurait évidemment donné une toute autre dimension philosophique et politique à cette lutte. Malheureusement, ce type de carence dans l'analyse perdure à présent : par exemple, rien de sérieusement systémique n'a été entrepris pour démonter la fable d'une « énergie nucléaire verte ou décarbonée ».

En conséquence de cette lacune, il y a dorénavant peu de différences entre certains écologistes et nos nucléocrates européens : les uns et les autres croient à une « transition verte » dans laquelle se discute la place et la proportion du nucléaire, ce qui est une démarche gestionnaire typique du capitalisme. Cela illustre à quel point il est difficile de nous déprendre de l'imaginaire rationnel-calculateur que véhicule cette civilisation, laquelle sera sans doute aussi la plus courte de toutes celles vécues par les êtres humains. N'oublions pas qu'entre sa cristallisation à la fin du XJX[e] siècle et l'accomplissement de son essence - Auschwitz et Hiroshima – il ne se sera passé qu'un demi-siècle dont une « guerre de Trente ans » (1914-1945. comme le disent les historiens Eric Hobsbawm et Enzo Traverso. Une guerre industrielle, totale et mondiale débutée dans les tranchées, et qui, bien au-delà d'une simple « brutalisation des mœurs » comme l'avance George Mosse, a engendré une immense régression sur le chemin de l'hominisation (il n'était plus possible de donner une sépulture aux soldats désagrégés par le feu) et les effondrements sociétaux que l'on sait dans tout l'Occident. Les psychés, le psychisme, la pensée, les vies, la vie ont été défaites, ce qui n'a pas favorisé la prise de conscience de ce qui se passait à ce moment-là... Il est grand temps que nous reprenions les fils de cette histoire, y compris dans et par l'élaboration théorique.

Et ce d'autant plus que, dans tes « *carnets de guerre* » à propos de la situation en Ukraine, tu écris qu'« *un désastre nucléaire est d'actualité en Europe* ». Que se passe-t-il en Ukraine en ce moment ? La situation est-elle si grave?

Ce qui se passe en ce moment en Ukraine est tragique, à plusieurs titres. C'est une guerre d'invasion à caractère génocidaire, avec son lot de déportations, de crimes de guerre, et qui comptait, au début novembre 2022, environ cent cinquante mille morts civiles et militaires. Pour la première fois depuis 1945, un pays qui possède l'arme nucléaire en a envahi un autre sur le territoire duquel il y a quatre centrales, dont la plus puissante d'Europe, celle de Zaporijia, et celle de feu-Tchernobyl avec sa « zone interdite », fortement contaminée.

Une situation de guerre est excessivement instable, de tous les points de vue : un petit incident (par exemple un obus atterrissant sur un réacteur ou sur un pays non belligérant) peut avoir des suites inattendues, lesquelles peuvent à leur tour entraîner de lourdes conséquences, d'autant qu'en Ukraine le front s'étire sur près de 1 000 km. En réalité ce front va de la mer Baltique, où le gazoduc Nord-Stream 2 a été saboté, à la mer Noire, avec des points extrêmement sensibles comme le couloir Suwałki (entre Biélorussie et Kaliningrad), le pont de Kertch, « l'enclave » de Transnistrie etc. Beaucoup de conditions sont donc réunies pour que cela dégénère.

Or, si le pays ou l'armée russe se retrouvait dans une situation de défaite inévitable, nul ne peut dire quelle serait la réaction du chef, car nul ne le contrôle, pas même son premier cercle. Les conditions sont donc réunies pour que la situation empire, c'est pourquoi demeure hélas d'actualité la déclaration de Stéphane Audoin-Rouzeau : « *La porte du feu nucléaire est ouverte depuis le 24 février 2022 en Europe, et à ce jour, elle n'a pas été refermée*[3]. »

Jean-Marc Royer
3 février 2023

Jean-Marc Royer est l'auteur d'un appel intitulé « Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima, des crimes contre l'humanité ».
En 2012, a publié *La Science, creuset de l'inhumanité, décoloniser l'imaginaire occidental*, L'Harmattan. Et en 2019, *Le monde comme projet Manhattan. Des laboratoires du nucléaire à la guerre généralisée au vivant*, Le Passager Clandestin.
Ses « Carnets de guerre » sont disponibles sur les sites fukushima-blog.com et autrefutur.net

1. Cf. à ce sujet « *Capital et mode de connaissance scientifique moderne : un imaginaire en partage* », in autrefutur.net.
2. Serge Berg, à la tête de la rubrique scientifique de l'AFP, dans Sciences et Avenir n° 222, août 1965
3. Stéphane Audoin-Rouzeau, « L'Europe dans la tourmente », France Culture 11 juillet 2022. Audoin-Rouzeau qui disait déjà depuis mars « Nous n'avons pas pris la mesure de l'évènement guerrier qui vient de s'ouvrir » dans Médiapart du 15 mars 2022.

RÉUNION PUBLIQUE

SAMEDI 8 AVRIL

14 H 30

NON AU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE !

ÉLECTRONS PIÈGE À CONS !

INTERVENTION DE PATRICK V.M.

REGARD NOIR D'UN TECHNICIEN EDF SUR LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE...

Entrée libre

MAISON DES ASSOCIATIONS ET DE LA SOLIDARITÉ

22BIS RUE DUMONT D'URVILLE - ROUEN
(TEOR 1, 2 & 3 - STATION PASTEUR)

FÉDÉRATION ANARCHISTE - GROUPE DE ROUEN

rouen@federation-anarchiste.org

DÉSORDRES
QUAND L'ANARCHISME RENCONTRE LA PONCTUALITÉ SUISSE

« ***L'indépendance de pensée et d'expression que je rencontrais dans le Jura suisse m'interpellèrent d'autant plus fort ; et après quelques semaines passées auprès des horlogers, mon opinion au sujet du socialisme était certaine : j'étais un anarchiste.*** »

Pierre Kropotkine, 1877.
Mémoires d'un révolutionnaire

Le mouvement du balancier au cœur des mécaniques horlogères

Le titre allemand du film est *Unrueh*. Ce mot peut signifier beaucoup de choses, et pas seulement le contraire du calme et de l'ordre. Dans la production horlogère, il désigne le balancier, véritable cœur des mécanismes.

« *De nombreuses femmes de ma famille travaillaient dans l'industrie horlogère* », explique Cyril Schäublin le réalisateur. Joséphine, jeune ouvrière d'usine, fabrique le cœur mécanique des montres. Alors qu'elle est confrontée à de nouvelles formes d'organisation de l'argent, du temps et du travail, elle s'engage dans le mouvement local des horlogers anarchistes.

L'horlogerie suisse, dès le début des années 1870, exporte chaque année des millions de montres à l'étranger et produit la majeure partie de ses montres pour le marché mondial. Deux idéologies s'opposent, elles sont symbolisées à l'écran par l'hymne patriotique de la bourgeoisie et par la chanson « *L'ouvrier n'a pas de patrie* » des anarchistes. En partant des événements historiques qui ont fait du vallon de Saint-Imier l'épicentre politique du mouvement anarchiste international en pleine expansion, le film reconstitue des événements et des situations dans un village horloger vers 1877. Le film raconte également la rencontre entre Joséphine Gräbli, une ouvrière de fabrique horlogère qui participe à l'agitation sociale, et Pierre Kropotkine, un voyageur et cartographe russe.

Le jeune Kropotkine parcourt la région en topographe, dressant une nouvelle carte de la région, revenant aux noms de lieux et aux frontières d'origine. Les montres et les horloges entrent dans une nouvelle ère d'évolution technologique, devenant de plus en plus parfaites et précises. La photographie fait également son irruption comme activité artistique et récréative mais aussi comme instrument d'identification et de domination de la population, tout comme le télégramme disparaît au profit d'autres moyens de communication plus sophistiqués, prêts à donner forme à ce que Foucault appelait la « *société de contrôle* ».

« Aucune discussion, aucun éclat de voix lorsqu'il s'agit de licencier deux ouvrières accusées d'appartenir au syndicat anarchiste. »

Les ouvrières sont occupées à garder les cadences de production exigée par des contremaîtres qui passent leur temps à compter, à l'aide d'un chronomètre, le temps passé aux différentes tâches de précision et de minutie que demande la fabrication d'une montre. Tout est question de temps dans ce film, et le temps devient oppresseur pour les ouvriers. Parce que ne pas être dans le temps, c'est risquer d'être licencié.e sur-le-champ. On observe les ouvrières penchées au-dessus de leurs ouvrages, une mono-loupe coincée sur un œil – précieux outil de travail – on finit par s'attarder pour comprendre comment se fabrique une montre au siècle dernier.

Dans une société très cadenassée, les conversations entre tous les protagonistes sont empreintes en apparence d'une cordialité étonnante. Les policiers omniprésents parlent avec politesse, lorsqu'il s'agit d'annoncer à une ouvrière qu'elle devra passer une semaine en prison pour avoir oublié de payer ses impôts, tout en lui souhaitant une bonne journée. Aucune discussion, aucun éclat de voix lorsqu'il s'agit de licencier deux ouvrières accusées d'appartenir au syndicat anarchiste. Les deux victimes semblent accepter leur sort avec résignation, alors que la répression contre le mouvement ouvrier fait rage un peu partout dans le monde.

Le film se déroule dix ans après la Commune en France. Une ouvrière dira dans le calme le plus total : « *Ils sont tous morts.* » Le patron expliquera cyniquement à un de ses amis avec le même calme : « *Vous devriez lire la presse anarchiste, on y apprend beaucoup de choses.* » Le parallèle avec les temps actuels est évident et désespérant. La politesse comme discipline apprise et acceptée de tous, ressemble étrangement à l'impuissance que nous ressentons aujourd'hui face à la sophistication de nos démocraties.

Pierre Kropotkine, l'anarchisme et les horlogers de Saint-Imier

Cyril Schäublin nous explique : « *Lorsque je suis tombé sur la citation autobiographique dans laquelle Kropotkine décrit comment il est devenu anarchiste après avoir visité une vallée horlogère suisse et son mouvement anarchiste, j'ai tout de suite su que cela ferait partie du film, aux côtés d'un personnage inspiré de ma propre grand-mère, une ouvrière d'usine horlogère qui participait aux émeutes.* »

Ce que le film entend par anarchisme est clarifié dès le premier dialogue, en russe : « *C'est comme le communisme, mais sans gouvernement* ». Un système libertaire qui fait confiance aux travailleurs pour s'organiser au sein d'associations locales. Prévoyant dès cette époque, que des structures centralisées conduiraient à l'exploitation et à l'aliénation, et pas seulement dans le cadre du capitalisme.

© SHELLAC

« Dans les années qui suivirent, la vallée devint le point de rencontre du mouvement anarchiste international. »

Celui qui travaille dans une usine et devient parallèlement actif au sein d'une coopérative anarchiste est immédiatement licencié. Le fait que de nombreuses personnes s'engagent malgré tout dans les syndicats s'explique facilement par le manque de prestations sociales. En ce temps, une ouvrière non mariée n'avait, par exemple, pas droit à une assurance maladie.

Cyril Schäublin déclare dans un entretien : « *En 1871, une section du mouvement des ouvriers horlogers suisses de la commune de Sonceboz a publié une lettre circulaire dans laquelle elle remettait en question de manière critique le rôle autoritaire de Marx et Engels au sein du mouvement socialiste. Cette lettre a suscité une telle attention et une telle sympathie au sein du mouvement socialiste international qu'un nouveau groupe a été créé au sein du mouvement socialiste. Il se désigna lui-même comme Première Internationale anti-autoritaire, en opposition à la Première Internationale communiste.* »

La plupart des anarchistes suisses, comme Adhémar Schwitzguébel ou Auguste Spichiger, étaient horlogers. Le premier congrès de ce nouveau groupe s'est tenu en 1872 à Saint-Imier. Il attira des membres et des visiteurs de toute l'Europe et de Russie. De nombreux anarchistes espagnols, italiens, mais aussi allemands restèrent dans la vallée et y imprimèrent des journaux et des livres qui passèrent illégalement à l'étranger. Dans les années qui suivirent, la vallée devint le point de rencontre du mouvement anarchiste international.

Les États-nations, les nouvelles technologies et leurs effets aujourd'hui

Écoutons Cyril Schäublin : « *Je pense qu'à certains égards, il existe certainement des parallèles entre les années 1870 et notre présent. On peut supposer que de nombreux éléments constitutifs de la construction de notre présent ont été posés à cette époque, notamment la création d'États-nations sur la base de récits historiques nationalistes, enseignés à l'école et perpétués dans la presse.* [...] *Dans notre film aussi, les personnages recréent le passé pour construire le présent : Le mouvement anarchiste recrée la Commune de Paris, avec ses idéaux d'égalité salariale entre hommes et femmes et de répartition égale des biens. Le directeur de la fabrique de montres, quant à lui, préconise avec les amis de son parti de recréer la bataille médiévale de Morat, qui oppose les forces armées suisses aux Bourguignons, afin d'éveiller des sentiments nationalistes au sein de la population et de gagner un soutien pour l'État fédéral naissant. Quels éléments de la mémoire historique sont aujourd'hui rejoués et représentés, et comment ces décisions vont-elles façonner notre présent et notre avenir ?* »

Le réalisateur Cyril Schäublin ne place pas ses personnages de manière proéminente au centre de l'écran, mais sur les bords de l'image. Au centre se trouve la machinerie capitaliste qui transforme les individus en petits rouages de l'horloge. La caméra de Schäublin est tantôt distante et décentrée, tantôt proche des visages ou des mains qui travaillent et donnent et reçoivent de l'argent. C'est un travail de mise en scène qui devient hypnotique grâce à l'utilisation singulière des sons d'ambiance qui prolonge l'action au-delà de l'écran.

Désordres est un film historique, il agit comme une sorte d'horloge ne cherchant pas à mesurer le temps qui appartient au système, aux propriétaires d'usine et à la police. C'est une comédie absurde, une farce indéchiffrable de l'histoire. Schäublin souhaite avant tout rendre visible l'aliénation. Ses personnages vivent dans un monde calculé, dans lequel ils ne sont eux-mêmes que des numéros.

Lors de la dernière Berlinale, Schäublin a remporté à juste titre un prix de la mise en scène pour cette expérience cinématographique au rythme des balanciers mécaniques.

Mireille Mercier et Daniel Pinós
Un fauteuil pour deux (Radio libertaire)

Désordres, 93 minutes, couleur , Suisse , 2022
partenariat avec Radio libertaire - sortie le 12 avril

ANNIE COLÈRE,
DE BLANDINE LENOIR (2022)

Annie :
on ne connaît que son prénom, pas son nom (de famille) qui de toute façon serait celui de son mari, ou de son père si elle n'était pas mariée.

Annie, ouvrière dans une usine de matelas, est en quelque sorte une « anonyme », une femme comme il en existe tant d'autres en cette année 1974 : elle est enceinte et elle ne veut pas de ce futur enfant, mais avorter est illégal.

Colère :
c'est celle de la grande famille des femmes dont les grossesses sont plus souvent subies que désirées, une colère qu'elle fait sienne petit à petit.

Un médecin poursuivi par le souvenir du suicide d'une femme à qui il a autrefois refusé son aide pour qu'elle avorte, dirige Annie vers une antenne du MLAC (Mouvement pour la Légalisation de l'Avortement et de la Contraception). Elle avait déjà avorté, à l'aide d'aiguilles à tricoter comme beaucoup par le passé : elle avait survécu, ce qui ne sera pas le cas de sa voisine et amie.

Annie va découvrir au MLAC un monde de solidarité féminine et de débats féministes qui vont changer sa vie, et bousculer son mari.

La colère du titre est aussi celle que nous ressentons devant beaucoup de ces portraits de femmes, venues avorter grâce à une méthode simple et indolore, la méthode Karman, auprès de médecins engagés - surtout des hommes - et qui tiennent à garder leur savoir et leur pouvoir. Il ne manquerait plus qu'en plus d'être en position de refuser de procréer – une révolution, comme le dit l'une d'elles – les femmes soient capables de se passer des « savants » et donc de s'autogérer solidairement pour avorter !

De celle qui n'a plus de quoi nourrir ses enfants à celle qui est épuisée par sa nombreuse progéniture, en passant par celle qui vient avorter contre son gré, différentes situations sont évoquées avec pudeur, et avec une sensibilité dénuée de sensiblerie. La seule touche musicale est celle de la voix d'une des femmes, qui entoure celles venues avorter. L'absence de bande musicale confère au film une qualité réaliste y compris dans son rythme : il prend le temps d'accompagner ces femmes dans leurs peurs, leur sentiment de culpabilité, et pour certaines dans leurs relations familiales, dont Annie. Son mari est déboussolé devant l'engagement de son épouse auprès d'autres personnes que lui-même et leurs enfants, et devant les velléités de libération féministe de leur fille de seize ans ! Car est évoquée également la façon dont les femmes sont considérées par certains hommes, maris mais aussi médecins, qui refusent de prescrire la contraception alors légale.

Notons que le film n'est pas dénué d'humour.

Puis vient une victoire :
la légalisation de l'avortement en 1975 (Loi Veil). Mais les derniers mots d'Annie, dont l'engagement militant a changé la vie au point de vouloir changer de profession et ainsi prolonger son engagement pour la santé des femmes, résonnent longtemps après la fin du film : les femmes iront désormais avorter de façon sécurisée, certes, mais seules. Elles ne sauront plus rien de la solidarité et de la tendresse que les femmes ont connues au MLAC, en venant avorter et en s'engageant ensuite pour entourer d'autres femmes, au point - quelle ironie - qu'Annie gardait un meilleur souvenir de cet avortement que de ses accouchements.

A l'heure où les religieux de tout poil remettent en question le droit à l'avortement lorsqu'il existait, comme aux États-Unis, persécutent les femmes qui refusent de rester invisibles, comme en Iran, ont réussi à renvoyer les femmes au foyer et sans possibilité de soins comme en Afghanistan, *Annie colère* évoque une période de l'histoire qui nous rappelle que les droits ne sont jamais acquis et que seule la solidarité dans les luttes nous fait avancer, et nous nourrit en tant qu'êtres humains.

Et cela est essentiel.

Isabelle
groupe Maximilien Luce

De la suite dans les idées

Après *Paris Révolutionnaire* en 2019, et *Paris 1871* en 2020, voici un nouveau grand format publié aux Éditions Libertaires, magnifique objet richement illustré, rassemblant sous le titre *Increvables anarchistes* des textes le plus souvent introuvables, publiés naguère en brochure ou dans les journaux libertaires, constituant pour reprendre le sous-titre du livre : une *Histoire(s) de l'Anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées.*

Il n'est qu'à lire certaines signatures réunies par Wally Rosell : Maurice Joyeux, Maurice Dommanget, Sébastien Faure, Louis Lecoin, May Picqueray, Albert Camus, André Breton, Jean Rollin, pour se faire une idée de l'importance à la fois historique et politique de l'ouvrage. La période survolée s'étend de La Commune de Paris aux prémices de Mai 68 et rend justice à la multiplicité des luttes du mouvement anarchiste, à leur nombre et leur permanence dans les convulsions du siècle passé.

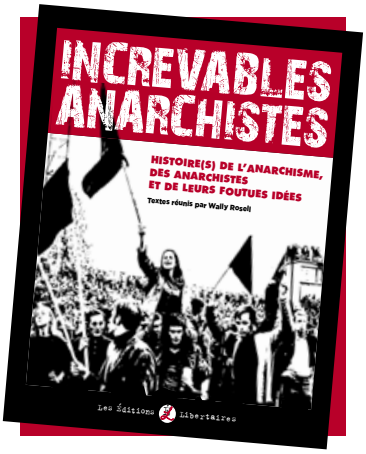
Les anarchistes, on le constate à chaque page de ce livre, auront été de tous les combats quand ils ne les ont pas initiés eux-mêmes.

On pourra sans doute nous rétorquer que la qualité des textes est fluctuante. Reconnaissons-le, tout le monde n'est pas Albert Camus, mais c'est aussi la beauté de l'ouvrage que de donner la même force aussi bien à de grands auteurs qu'à des textes collectifs, à des noms oubliés, militants anonymes qui ont fait le cœur de l'anarchisme et qui, un jour ou l'autre, ont pris une plume nécessaire pour écrire dans *Le Libertaire, La Guerre Sociale, Le Père Peinard*, et à partir de 1954 dans *Le Monde Libertaire.*

Au-delà du contenu souvent dramatique à découvrir au fil des sept périodes qui composent le livre en autant de chapitres d'une histoire(s) éclatée et discontinue, il faut évoquer la beauté de l'ouvrage, le soin apporté à la mise en page, aux choix des illustrations. Comme pour les deux grands formats précédemment publiés, *Increvables Anarchistes* est un livre de fond, référence inépuisable par sa richesse, qu'il s'agisse de luttes, de révolutions, de guerres ou plus sagement de Prévert et Brassens qui y tiennent salon aux côtés de Jean Vigo ou des surréalistes.

Un second volume, de Mai 68 aux Gilets jaunes est d'ores et déjà annoncé. S'il est à la hauteur du premier, on en salive d'avance.

Thierry Guilabert



COLLECTIF
Increvables Anarchistes
Histoire(s) de l'Anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées.
Textes réunis par Wally Rosell.
Les Éditions Libertaires.
402 pages richement illustrées,
Format 21 x 26. 35 euros.
En vente à la librairie Publico.

Éduquer pour émanciper : synthèse et vulgarisation

Malgré son sous-titre, ô combien ambitieux (*Tout ce qu'il faut savoir sur les idéologies qui ont façonné notre monde*), le premier livre de Karim Piriou est plutôt court (196 pages), digeste et très abordable.

L'ouvrage est un bijou de synthèse et de vulgarisation, et pour cause : l'auteur s'est d'abord fait connaître comme vidéaste sur Internet (chaîne YouTube : Politikon). Dans ses courtes vidéos, il propose d'introduire le public à un ou plusieurs concepts de philosophie politique de manière à être compréhensible par le plus grand nombre, sans pour autant trahir la complexité et les nuances dudit concept. Autant dire un jeu constant d'équilibriste.

Dans la tradition vulgarisatrice d'un Kropotkine qui, encore de nos jours, reste un des théoriciens anarchistes les plus abordables, Karim Piriou se fait pédagogue (et pour cause, il est enseignant documentaliste par ailleurs) pour nous inviter à un voyage à la découverte des grandes idéologies dont est issu notre monde contemporain occidental.

Comme dans tout travail sérieux, l'auteur commence par définir les termes.

Qu'entend-il par *Politique* ? La différence entre *philosophie politique* et *science politique*, qu'est-ce qu'une *« idéologie politique »* (et pourquoi le mot est-il si mal perçu aujourd'hui), de quelle manière appréhende-t-il le *clivage gauche/droite* etc...

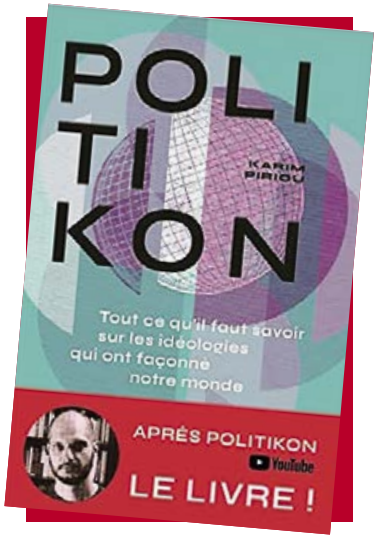
Ces termes définis (de manière nuancée et toujours contextualisée), on peut entrer dans le vif du sujet et brosser à grands traits l'histoire de la modernité politique depuis les pensées pré-libérales, jusqu'aux doctrines et régimes totalitaires, en passant par les libéralismes, les socialismes, les conservatismes et nationalismes... L'ouvrage se termine par une réflexion sur les dominations en général et une réouverture en forme de question sur les idéologies qui pourront (on l'espère) ré-enchanter notre futur.

Au cours de cet arpentage chronologique et thématique, on (re)découvrira des grands auteurs et autrices, de grands moments historiques et sociaux sans pour autant jamais tomber dans la biographie partisane et/ou le roman historique.

La démarche est d'une honnêteté intellectuelle impressionnante, surtout lorsqu'il s'agit de sujets aussi polémiques que la place des totalitarismes soviétique et fasciste sur l'échiquier politique, la question du wokisme, de l'intersectionnalité etc.

L'émancipation passant par l'éducation, à mettre dans toutes les mains !

Léo
Groupe Kropotkine



KARIM PIRIOU
Politikon
Tout ce qu'il faut savoir sur les idéologies qui ont façonné notre monde
Éditions nouveau monde – 2023.
196 pages. 17, 90€

En vente à la librairie Publico,
145 rue Amelot, 75011 Paris
et à la libraire l'Étoile Noire
5 rue Saint-Jean 02000 Laon.

Qui aujourd'hui a entendu parler de Ramon Acin (1888-1936) ?

HOMMAGE DE LA CNT DE HUESCA À RAMON ACIN. 7 AOÛT 2022
(TIRÉ DU LIVRE)

IMAGE ET AFFICHE DU FILM BUNUEL *APRÈS L'ÂGE D'OR*
(PAGE TIRÉE DU LIVRE)

Assurément très peu. Et c'est plus que dommage ! Ramon est né à Huesca (nord de l'Aragon) en 1888. Il fut prof de dessin, peintre, sculpteur… Prof, c'était un adepte de Freinet et de ses méthodes pédagogiques. Travailleur, c'était un militant anarcho-syndicaliste de la CNT. Libertaire, il écrivait : « l'*hygiène sociale, la simplicité, le naturisme et le végétarisme sont des éléments fondamentaux de la pensée libertaire* ». Artiste, il fut l'ami de Federico Garcia Lorca, et, lauréat d'un gros lot à la loterie (c'est ainsi que nos camarades braqueurs de banques justifiaient les dons qu'ils faisaient), il produisit le film de Bunuel, *Terres sans pain* (*Las Hurdes*). En 1936, à Huesca, le peuple réclama des armes pour combattre le coup d'État fasciste. Le gouvernement affirma qu'il contrôlait la situation et refusa. On connaît la suite. Ramon et son épouse furent fusillés en août 1936.

Sérieusement, ce petit livre va vous mettre sur le cul. Un petit « apéro » à propos de Ramon. Lors d'un de ses anniversaires, ses filles lui offrirent un oiseau en cage. Il ouvrit la cage, laissa s'envoler l'oiseau et, à la place, y plaça une cocotte en papier.

Ce petit livre des camarades des **Tireurs d'oubli** (Félip et Maryvonne), est un bonheur à l'état pur. Il nous raconte Ramon. Il nous fait découvrir son œuvre, via un cahier icôno. Il nous rend fiers d'être libertaire. Il nous fait simplement rêver ! Ah, rêver !

Jean-Marc Raynaud

FELIP EQUY ET MARYVONNE
En hommage à Ramon Acin
Petite bibliothèque des tireurs de l'oubli. 2022

En vente 10 € (disons 12 pour participation au port), chèque à l'ordre de Nicolas Equy, 15 rue Roger Salengro, 13250 Saint Chaman et, bien sûr, à la librairie Publico.

De l'argent

Argent, valeur, salariat, marchandise… En une quarantaine de pages, l'Observatoire situationniste décortique ces concepts dans son opuscule : *Généalogie du Dieu Argent.*

Et d'abord, qui est donc ce collectif « Observatoire situationniste » ? : *« Créé au printemps 2021, il vise à réactualiser l'emploi précis et déterminé des outils critiques forgés par l'Internationale situationniste : spectacle, aliénation, séparation. Il vise en outre à expérimenter et cartographier le dépassement de toutes les postures et clôtures idéologiques qui ont limité, retardé voire empêché jusqu'ici l'épanouissement d'une critique radicalement émancipée… ».*

Le ton est donné, le style, indubitablement « situ ». Quelle valeur est donnée au temps de travail ? Qui détermine cette valeur ? Pas le travailleur bien sûr, dont la seule richesse est le salaire qu'il touche et qui lui permet d'accéder à une (faible) part de la richesse produite. Ses revendications d'augmentation de sa part de richesse et de meilleures conditions de travail se résument finalement à négocier la longueur et le poids des chaînes qui l'oppriment. Les exploités participent ainsi à la domination qu'ils subissent, et qui peut se perpétuer parce qu'ils l'acceptent.

Qui détermine le temps qu'il faut pour accomplir un travail ? L'exploiteur, ce qui lui permet de régenter la vie de l'exploité. Ce laps de temps mis pour exécuter une tâche est mesuré, donne naissance à l'argent, qui lui-même donne accès à la marchandise. Pas étonnant qu'une des activités préférées des exploités est le « lèche-vitrine ». Pourquoi ? Parce qu'ils ont l'illusion d'un certain bonheur. Non pas le bonheur trouvé dans l'usage de la marchandise acquise, mais dans la satisfaction de pouvoir l'acquérir (il n'y a qu'à voir l'étalage des marques sur les vêtements et chaussures qui indiquent que celui ou celle qui les porte « a les moyens de se les offrir »).

Ces quelques thèmes/thèses de l'Observatoire situationniste sont évidemment bien plus développés dans ***Généalogie du Dieu Argent*** (l'espace imparti pour cette recension dans le *Monde libertaire* étant limité) mais, bien sûr, vous pouvez commander ce livre (édition bilingue français/anglais) à notre librairie Publico.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

OBSERVATOIRE SITUATIONNISTE
Généalogie du Dieu Argent
Internationale situationniste. Édition Contrelittérature, bilingue 84 pages.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...
Groupe HLS-FAL Collectif anarcho-communiste aterritorial et international « Hacking Lord Sutch - For Always Liberty »
hackinglordsutch@riseup.net
http://senz4l3qnyzj5wphrwrmiv3dbjl2pwcntfgkii6jw46jtu5cyju75eyd.onion/ (utiliser Thor)

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org
Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « La rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h, samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE ET LOIRE
Liaison Tours
tours@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Liaison de Nantes
nantes@fede...
Groupe Hermine Noire
hermine-noire@riseup.net

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/FA.Lorient/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès 71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

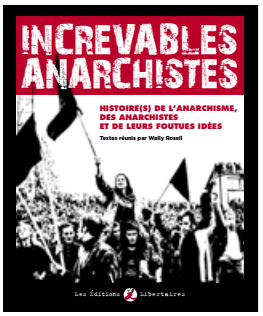
Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

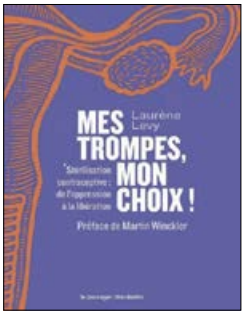
Dernières parutions Avril 2023

Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



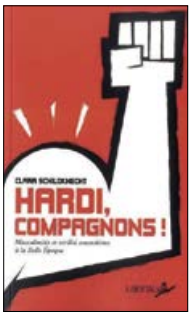
INCREVABLES ANARCHISTES. HISTOIRE DE L'ANARCHISME, DES ANARCHISTES ET DE LEURS FOUTUES IDÉES AU FIL DE 150 ANS DU LIBERTAIRE ET DU MONDE LIBERTAIRE, Collectif
Les Éditions Libertaires, 400 p., 35 €

150 ans de réflexions, de discussions, et de témoignages tirés d'articles de journaux , de revues ainsi que d'affiches et de tracts…



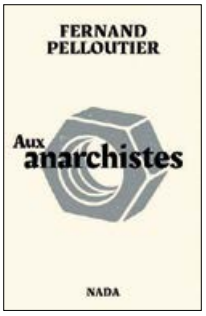
MES TROMPES, MON CHOIX ! STÉRILISATION CONTRACEPTIVE : DE L'OPPRESSION À LA LIBÉRATION
Laurène Levy
Le passager clandestin, 145 p., 18 €

Comment transformer les mentalités pour que la stérilisation passe du statut d'outil d'oppression à celui d'instrument de libération, dans cette bataille du droit à disposer de nos corps ?



HARDI, COMPAGNONS ! MASCULINITÉS, VIRILITÉ ANARCHISTES À LA BELLE ÉPOQUE
Clara Schildknecht, Libertalia, 252 p., 10 €

L'autrice analyse le rapport à la violence souvent héroïsée et s'interroge sur la glorification virile, l'homophobie et la phraséologie misogyne qui avaient trait dans le milieu, et aborde la réappropriation des marqueurs de virilité par certaines militantes, le paraître libertaire, les tentatives d'égalité.

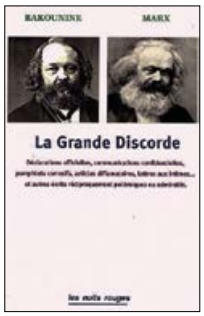


AUX ANARCHISTES
FernandPelloutier,NadaÉditions,112p.,9€

Fernand Pelloutier appelle les anarchistes à rejoindre les rangs du mouvement syndicaliste, pour favoriser l'auto-organisation du prolétariat et construire la grève générale expropriatrice, qui doit conduire au renversement du capitalisme, à l'abolition de l'État et à l'avènement d'un socialisme fédéraliste.

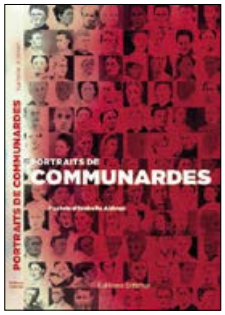
EN FINIR AVEC LE CAPITALISME THÉRAPEUTIQUE - SOIN, POLITIQUE ET COMMUNAUTÉ
J. Rafanell i Orra, Éd. Météores, 320 p., 17 €

Adaptation, motivation, coaching : le continuum entre la thérapeutique, la gestion de la main d'œuvre au travail et l'assistance sociale destinée à ceux qui ont le devoir de se réinsérer est tel que l'on peut désormais parler d'un capitalisme thérapeutique.



LA GRANDE DISCORDE - DÉCLARATIONS OFFICIELLES, COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES, PAMPHLETS…
Michel Bakounine, Karl Marx, Les Nuits Rouges, 570 p., 22 €

Cette publication rassemble l'ensemble des textes écrits par les deux rivaux de la 1re Internationale. Ils illustrent les deux tendances fondamentales, libertaire et autoritaire.



PORTRAITS DE COMMUNARDES
Pastels d'Isabelle Abiven
Éditions Dittmar, 288 p., 45 €

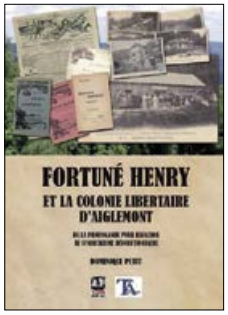
Les Portraits de Communardes d'Isabelle Abiven, constituent une réalisation artistique unique, établie à partir d'une documentation iconographique et accompagnée des notes biographiques de Lila Vautel, ce travail commun est historique.

PROGRAMME DE DÉSORDRE ABSOLU - DÉCOLONISER LE MUSÉE
Françoise Vergès, La Fabrique, 160 p., 15 €

La décolonisation du musée occidental universel est impossible. Françoise Vergès part de cette impossibilité pour penser ce qui serait possible, ce qui remplacerait le musée dans un monde post-raciste et post-capitaliste, un programme décolonial de désordre absolu.

LES RACINES LIBERTAIRES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE
Patrick Chastenet, L'Échappée, 237 p., 20 €

Cinq penseurs partagent le même amour de la liberté et de la nature : Elisée Reclus, Jacques Ellul et Murray Bookchin se réclament explicitement de l'anarchisme, tandis que Ivan Illich et Bernard Charbonneau s'apparentent à ce courant par bien des aspects.



FORTUNÉ HENRY ET LA COLONIE LIBERTAIRE D'AIGLEMONT
D. Petit, Noir et Rouge, 260 p., 22 €

On a l'habitude de présenter l'anarchisme de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle comme étant divisé entre terroristes, individualistes et syndicalistes. Fortuné Henry montre comment il put traverser ces divisions pour mieux incarner l'anarchisme.

RETOUR AU SOMMAIRE